

Entreprises multinationales

Mise à jour de nos principes directeurs

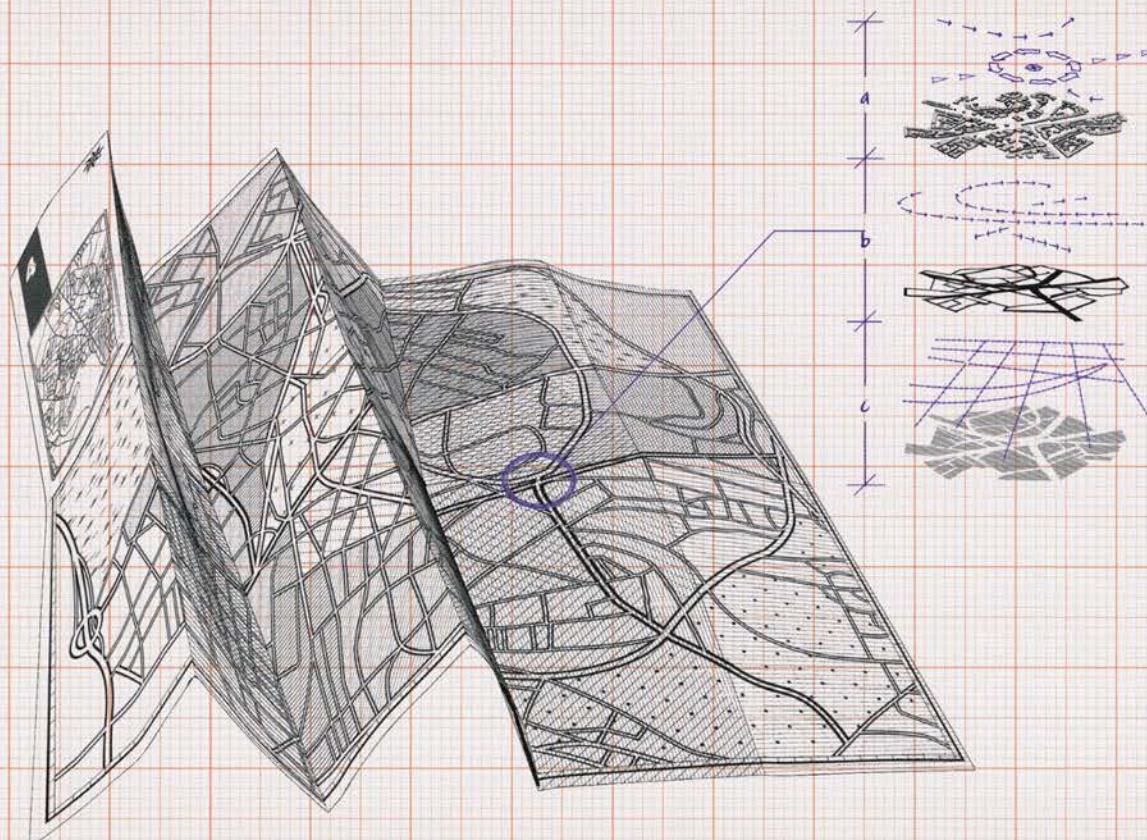
MODE D'EMPLOI

EAU

PROPRETÉ

ÉNERGIE

TRANSPORT



POUR NOUS, BIEN CONNAÎTRE LES VILLES PERMET DE TROUVER DES SOLUTIONS POUR L'ENVIRONNEMENT

Pour réguler les flux urbains de l'eau, de la propreté, de l'énergie et des transports, VEOLIA ENVIRONNEMENT innove et développe chaque jour des solutions durables adaptées aux enjeux de nos partenaires : les collectivités locales et les industries. Implantée dans les principales villes de 74 pays et portée par 312 000 collaborateurs, VEOLIA ENVIRONNEMENT affirme sa position de leader mondial des services à l'environnement.

INVENTER POUR L'ENVIRONNEMENT

POINTS DE VUE

- 2 J'arrête Facebook ; Étèves dans les limbes

ÉDITORIAL

- 3 Toujours plus loin

EN BREF

- 4 Doublement des dépenses de soins de longue durée... ; ... Tandis que la crise creuse les dépenses de santé ; Moins de start-ups ; De nouveaux principes pour les multinationales ; Verbatim ; La Russie bientôt signataire de la Convention anti-corruption ; Économie numérique : souplesse à maintenir ; Nouveau centre sur la dette en Afrique du Sud ; Coopération fiscale accrue entre l'OCDE et l'Inde ; Best of

GOUVERNANCE

- 7 Multinationales : des principes meilleurs pour une vie meilleure
9 Une action ferme contre la corruption
William Hague, Ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni

NOUVELLES SOURCES DE CROISSANCE

- 11 La Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte
13 Cap sur les actifs incorporels
15 Lecteurs numériques

DÉVELOPPEMENT

- 17 L'Afrique et ses partenaires émergents

OCDE.ORG

- 20 Le 50^e anniversaire de l'OCDE
Hillary Clinton, Secrétaire d'État des États-Unis et présidente de la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres 2011
22 Des politiques meilleures pour une vie meilleure : le Forum de l'OCDE 2011

- 23 Discours récents d'Angel Gurría
24 Programme des conférences ; Frankie.org

DOSSIER SPÉCIAL

25-42 Israël

LIVRES

- 45 Des soins pour les seniors
46 Nouvelles publications sur OECD iLibrary
50 Les gains de l'assainissement
BON DE COMMANDE

BANQUE DE DONNÉES

- 51 Inflation alimentaire en hausse ; Crise migratoire
54 Principaux indicateurs économiques
56 Vivre mieux, selon vous ; Cruciales crèches



En couverture

Photo : Tim Wimborne/Reuters



Hillary Clinton célèbre les 50 ans de l'OCDE, page 20



La Stratégie pour une croissance verte, page 11



Le Royaume-Uni contre la corruption, page 9

L'Observateur ocde

www.observateurocde.org
© OCDE 2011

ISSN 0304-3390
Tél. : +33 (0) 1 45 24 80 66
Fax : +33 (0) 1 45 24 82 10
sales@oecd.org

Créé en 1962, le magazine de l'Organisation de coopération et de développement économiques

Les éditions de l'OCDE, 2 rue André-Pascal
75775 Paris cedex 16, France
observer@oecd.org
www.oecd.org
Publié en français et en anglais par l'OCDE

RÉDACTEUR EN CHEF : Rory J. Clarke
RÉDACTEUR : Ricardo Tejada
RÉDACTEUR ADJOINT : Loïc Verdier
JOURNALISTE : Ilan Moss
ASSISTANTS : Alison Benney, Ronald Cullens, Dounia Boutamdja

MISE EN PAGE : Design Factory, Irlande
ILLUSTRATIONS : André Faber, David Rooney, Stik
RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE : Rory Clarke
LOGISTIQUE : Jochen Picht
RESPONSABLE PUBLICITÉ : François Barnaud

Les demandes de reproduction ou de traduction totales ou partielles des articles de *L'Observateur de l'OCDE* doivent être adressées au chef des éditions de l'OCDE, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris, cedex 16, France.

Les articles signés expriment l'opinion de leurs auteurs et pas nécessairement celle de l'OCDE.

Les articles reproduits ou traduits doivent être accompagnés de la mention « Reproduit (ou traduit) de *L'Observateur de l'OCDE* » et de la date du numéro. Les articles signés ne peuvent être reproduits ou traduits qu'avec leur signature. Deux exemplaires significatifs doivent être envoyés au rédacteur en chef. Toute correspondance doit être adressée au rédacteur en chef. La rédaction n'est pas tenue de rendre les manuscrits non sollicités.

Points de vue



Votre avis nous intéresse.

Écrivez-nous sur
observer@oecd.org ou
commentez nos articles sur
www.observateurocde.org et
www.oecdinsights.org

J'arrête Facebook

J'ai décidé il n'y a pas fort longtemps d'arrêter de me connecter sur Facebook. J'ai désactivé mon compte, sans le supprimer pour autant. Quelquefois, j'ai encore envie d'y retourner, parce que je suis accro au nombre de notifications que j'ai pu avoir, aux commentaires d'amis sur mes photos de profil ou bien aux messages laissés dans ma boîte de réception ou sur mon mur. En bref, je suis complètement obsédée par ce que l'on me dit ou ce que l'on dit de moi.

Cela fait bientôt une semaine que j'ai quitté cet espèce de réseau social transformateur, faisant de vous un pseudo-friend addict, un mutant drogué de notifications, de « j'aime » et de « com's ». N'est-ce pas là ce que l'on devient vraiment, du moins la plupart des jeunes comme moi ? Une quarantaine de « j'aime » ne me suffisait pas, j'en voulais toujours plus et j'étais carrément jalouse des « amis » qui en collectaient davantage.

Peut-être qu'avec le temps, je finirai par le supprimer, ce compte de 500 et quelques faux amis, dont je ne connais pas les trois quart, d'ailleurs !

Pour l'instant, il est clair que j'ai encore trop peur, puisqu'il est simplement désactivé. C'est drôle de se dire que l'on a peur de supprimer son compte. Pourtant c'est bien là ce que je ressens. Comme si Facebook était un lien avec toutes ces personnes que je côtoie ou non, à qui je

voudrais ressembler, parler... C'est comme si j'allais détruire un lien invisible : ils ont facebook, ils sont cools, classe, branchés... C'est aberrant, ridicule et complètement abruti ! C'est comme la cigarette : juste pour faire comme tout le monde.

Philippakis

Élèves dans les limbes

Ayant enseigné au Texas pendant 25 ans, je pense bien connaître les questions abordées ici, en particulier à propos de l'enseignement public dans mon État (« Lessons in resilience from PISA » sur www.oecdinsights.org). J'applaudis l'idée d'Andreas Schleicher selon laquelle, pour avoir des « élèves résilients », la meilleure chose à faire est d'accroître l'aptitude des enseignants à motiver les élèves.

Pour moi, cela ne fait pas de doute : la motivation, quelle qu'en soit l'origine, est la clé du succès pour tout élève.

Il ne fait aucun doute non plus, mais peut-être suis-je très américaine à ce sujet, que la motivation des élèves vient en grande partie de leur culture : la valeur que les parents attachent à l'éducation, la motivation intrinsèque des élèves, l'influence plus ou moins forte du « c'est nul d'être un intello », qui existe dans de très nombreux établissements, l'encouragement ou non des élèves par leurs profs, le personnel éducatif, leurs

parents et leurs amis à choisir les parcours les plus exigeants, ou la force des réflexes du type : « Fais espagnol, c'est plus facile que le français ». J'applaudis tous les efforts qui viseraient à aider les profs à motiver leurs élèves.

J'ai toujours aimé enseigner. La matière que j'enseigne me passionne. Je suis certaine d'avoir réussi, parfois, à pousser certains de mes élèves vers le haut. L'une d'entre eux est devenue prof à son tour et m'a dit que c'était grâce à ce que je lui avais transmis. Hélas, ce type d'écho est rare.

Je suis aujourd'hui à la retraite, mais je viens d'achever sept semaines de remplacement du jeune professeur qui me succède. Ce fut très enthousiasmant et revigorant de retrouver une salle de classe, mais cela m'a aussi rappelé que l'une des raisons de mon départ à la retraite était l'absence d'intérêt de tant d'élèves ; ils n'aiment pas apprendre. C'est désolant, en particulier parce que ce sont presque toujours les mêmes élèves qui causent tant de problèmes de discipline en cours.

Tout l'enseignement public aux États-Unis n'est pas mauvais. Les élèves des programmes *advanced placement* et *international baccalaureate* sont en général très bien préparés.

Ce qui continue à m'inquiéter, ce sont les élèves du milieu... Les « élèves moyens », qui deviennent les exemples ou les mentors des élèves moins doués dans la « filière générale », tandis que les plus doués sont placés dans les programmes avancés mentionnés plus haut. En d'autres termes, le système offre beaucoup aux élèves de haut niveau et s'occupe bien des élèves en grande difficulté, mais il laisse souvent les élèves moyens dans les limbes. Il est dès lors aisé de comprendre pourquoi ils ne sont pas toujours très résilients.

June Ebert

Les commentaires peuvent être légèrement modifiés pour les besoins de la publication. Vous pouvez répondre à ces commentaires sur les sites Internet mentionnés.

Toujours plus loin



La Semaine du 50^e anniversaire de l'OCDE a marqué une étape clé dans notre histoire

Angel Gurría,
Secrétaire général de l'OCDE

La Semaine du 50^e anniversaire de l'OCDE a été un événement majeur et régénérateur. Dans un contexte de reprise fragile de l'économie mondiale, 21 chefs d'État et de gouvernement et vice-premiers ministres, 86 ministres et secrétaires d'État, et plus de 2 000 représentants des entreprises, des syndicats et de la société civile se sont réunis pour définir des politiques porteuses de croissance et d'emplois plus inclusives et plus respectueuses de l'environnement. Des actions gouvernementales concrètes pour tirer parti de nouvelles sources de croissance, comme la croissance verte, l'innovation au service de l'emploi, les compétences, les échanges et l'adoption d'une stratégie de développement élargie, ont été examinées. Nos pays membres ont défini, en collaboration avec nos pays partenaires, une vision de l'organisation en tant que réseau de politiques mondiales ouvert et inclusif. Ainsi, la Semaine du 50^e anniversaire de l'OCDE a marqué une étape clé dans l'histoire de l'organisation.

Des crises de l'emploi et de la dette à l'énergie et l'environnement, en passant par les inquiétudes croissantes que suscitent la pauvreté, les inégalités et l'insécurité alimentaire, le monde est aujourd'hui confronté à des défis sans précédent. Sous la présidence de la Secrétaire d'État américaine Hillary Clinton, nos dirigeants ont défini des priorités et nous ont donné mandat de relever certains de ces défis. Quelles sont ces priorités ?

Avant tout, les ministres ont demandé à l'OCDE de renforcer sa contribution au développement international à travers la Stratégie de l'OCDE pour le développement, qui sera fondée sur une approche élargie au-delà de la seule aide. Cette stratégie inclusive et axée sur la croissance, qui reposera sur le partage des connaissances et le dialogue, nous permettra d'approfondir les travaux que nous menons avec les pays en développement dans des domaines comme la mobilisation des ressources nationales et la fiscalité, l'investissement, l'innovation, les échanges et la gouvernance, et d'agir sur des questions comme la sécurité alimentaire. Nous avons ainsi créé cet été, avec le gouvernement sud-africain, le Centre de l'OCDE pour la gestion de la dette publique et les marchés d'obligations en Afrique.

La deuxième priorité consiste à placer l'environnement au cœur d'un modèle de croissance à la fois plus inclusif et plus « vert ». La Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte, saluée par nos pays membres, démontre qu'en associant les outils économiques et budgétaires appropriés à l'innovation, l'éducation et la réglementation, nous pouvons à la fois contribuer à la croissance, créer des emplois et protéger l'environnement. Développement durable et croissance économique vont de pair et le monde entier attend des mesures concrètes. L'OCDE et ses partenaires peuvent montrer l'exemple.

Troisièmement, les compétences sont vitales pour le progrès et le succès de nos économies. C'est vrai non seulement pour la croissance verte et les

industries et services dont nous dépendons, mais surtout pour que les individus puissent s'adapter aux évolutions en cours et futures. Les compétences sont indispensables pour vaincre la crise de l'emploi et l'exclusion sociale. La Stratégie de l'OCDE sur les compétences, examinée et saluée lors de la réunion ministérielle, donnera lieu à un rapport transversal sur les solutions d'avenir en 2012.

Quatrièmement, renforcer le rôle des femmes est central dans notre action pour une croissance plus forte et plus juste. En améliorant leurs perspectives d'emploi, d'éducation et d'entrepreneuriat, nous encourageons la croissance tout en réduisant les inégalités et la pauvreté. Les mesures sociales et liées au travail sont importantes, mais les comportements et la culture le sont tout autant. La nouvelle initiative de l'OCDE pour la parité, lancée lors de la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres afin d'étudier les obstacles à l'égalité hommes-femmes, d'améliorer la comparabilité des statistiques et de promouvoir les bonnes pratiques, fournira une aide précieuse aux décideurs.

Cinquièmement, les échanges aussi ont un impact sur l'emploi et la vie des travailleurs, et pour encourager cet enrichissement mutuel, les ministres ont salué la création de l'Initiative de collaboration internationale sur le commerce et l'emploi, qui rendra ses conclusions en 2012.

Sixièmement, la construction d'un monde plus juste implique également la mise au point de « normes meilleures pour une vie meilleure ». Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, une référence mondiale, ont été renouvelés lors de la réunion ministérielle. Ils abordent désormais la question des droits de l'homme. Concernant l'exploitation minière, les ministres ont adopté la Recommandation sur le Guide relatif au devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque. Parallèlement, la Russie a franchi une nouvelle étape vers l'adhésion à l'OCDE en rejoignant le Groupe de travail sur la corruption.

Dernier point, mais non des moindres, nous devons élaborer de nouveaux instruments de mesure du bien-être allant au-delà du PIB. Pendant dix ans, l'OCDE a mené des travaux novateurs sur la mesure du progrès, et le lancement réussi, lors du Forum de l'OCDE, de l'indice « Vivre mieux », outil en ligne permettant à tout un chacun de classer les facteurs qu'il estime les plus importants pour mesurer son bien-être, a été un grand pas en avant.

Ces moments clés de la Semaine de l'OCDE confirment notre vocation alors que nous soufflons nos 50 bougies : plus qu'un groupe de réflexion, nous sommes un groupe d'action, utile à tous les pays. Nous devons notre capacité d'évolution au vaste socle de connaissances que nous bâtissons depuis un demi-siècle. Nos statistiques, accords, comités, forums publics, examens par les pairs, normes, meilleures pratiques, et travaux stratégiques, contribuent tous à la fiabilité de nos conseils, dont la valeur est reconnue par nos membres et partenaires. Cela nous encourage à aller toujours plus loin. À 50 ans, l'OCDE prend un nouveau départ.

Les Orientations stratégiques de l'OCDE, Vision d'avenir pour l'OCDE et les autres documents de la réunion ministérielle sont disponibles sur www.oecd.org/mcm2011-fr

Voir aussi www.oecd.org/secretairegeneral et www.observeurocd.org/angelgurría.

En Bref

Doublement des dépenses de soins de longue durée...

Les dépenses de soins de longue durée dans les pays de l'OCDE devraient doubler – voire tripler – d'ici 2050, du fait du vieillissement. Selon le rapport *Besoin d'aide ? La prestation de services et le financement de la dépendance* (version française à paraître), la moitié des personnes ayant besoin de soins de longue durée ont plus de 80 ans. Quant à la part de cette classe d'âge dans la zone OCDE, elle sera proche d'un dixième de la population d'ici 2050 (et plus dans certains pays), contre 1 sur 25 en 2010.

Voir la rubrique Livres et www.oecd.org/sante/soinslongueduree/besoindaide



...Tandis que la crise creuse les dépenses de santé

Selon des données récentes, les dépenses de santé continuent de progresser plus rapidement que la croissance économique dans la plupart des pays de l'OCDE. Elles ont atteint 9,5 % du PIB en moyenne en 2009, contre 8,8 % en 2008. La hausse était particulièrement marquée dans les pays touchés par la crise mondiale. En Irlande, par exemple, les dépenses de santé sont passées de 7,7 % du PIB en 2007 à 9,5 % en 2009.

Les dépenses de santé par habitant ont augmenté de 3,8 % en moyenne dans la zone OCDE en 2008, les dépenses publiques de santé augmentant quant à elles de 4,1 % en 2009. La Base de données de l'OCDE sur la santé 2011 est disponible depuis le 30 juin.

Voir www.oecd.org/sante

Moins de start-ups

Après un ralentissement marqué au second semestre 2008, le nombre de créations d'entreprises a commencé à se redresser dans la plupart des pays au premier semestre 2009. Toutefois, au deuxième trimestre 2010, il y a eu moins de créations d'entreprises qu'avant la crise dans la majorité des pays de l'OCDE. C'est particulièrement vrai au Danemark, en Allemagne, en Espagne et aux États-Unis. En revanche, l'entrepreneuriat a rebondi en Australie, en France et au Royaume-Uni, avec davantage d'entreprises créées en 2010 que lors du pic d'avant la crise.

Ces données proviennent du premier *Panorama de l'entrepreneuriat 2011* (version française à paraître), selon lequel certains pays de l'OCDE sont bien plus avancés que d'autres concernant le financement des entreprises jeunes et innovantes à forte croissance. C'est en Israël que les investissements en capital-risque destinés aux jeunes entreprises sont les plus élevés dans la zone OCDE, atteignant 0,18 % du PIB. Les États-Unis, la Suède et la Finlande suivent de près.

Voir www.oecd.org/std/entrepreneuriat

Verbatim

Énergie.avenir

« Lorsque j'étais président, l'économie a bénéficié de l'avènement des technologies de l'information dans tous les aspects de la vie des Américains. Plus d'un quart de la croissance de nos emplois et un tiers de celle de nos revenus en sont issus. Aujourd'hui, c'est notre manière de produire et d'utiliser l'énergie qui peut jouer ce rôle. »

Bill Clinton, ancien Président des États-Unis, *Newsweek*, 27 juin 2011

Le budget dans l'Histoire

« L'Europe d'aujourd'hui est dans la même situation que l'Amérique en 1790 : à la croisée des chemins. Elle ne trouvera pas sa stabilité sans un budget commun, capable de financer ses dettes. »

Jacques Attali, fondateur et président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, *Slate.fr*, 4 juillet 2011

La Russie bientôt signataire de la Convention anti-corruption

L'OCDE a invité la Fédération de Russie à devenir membre du Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption et à adhérer à la Convention anti-corruption de l'OCDE. Le Secrétaire général Angel Gurría a procédé à un échange de lettres avec le premier vice-ministre des Affaires étrangères, M. Andreï Denisov, et la ministre du Développement économique, Mme Elvira Nabioullina, lors d'une cérémonie en présence de la Secrétaire d'État américaine Hillary Rodham Clinton, organisée durant la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres qui a eu lieu le 25 mai.

« Cette invitation marque une étape importante vers l'adhésion de la Russie à l'OCDE », a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE, M. Angel Gurría. Le parlement russe peut désormais entamer la procédure d'adhésion du pays à la Convention de l'OCDE.

Pour en savoir plus, voir www.oecd.org/corruption-fr

De nouveaux principes pour les multinationales

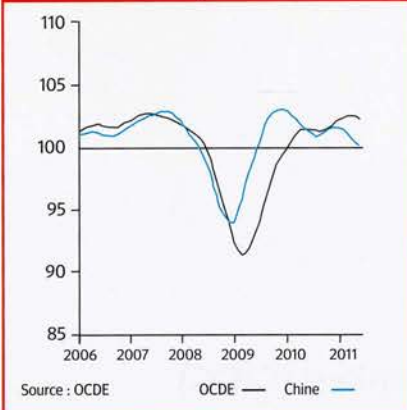
Quelque 42 pays ont adopté de nouvelles normes, plus exigeantes, sur le comportement des entreprises, en mettant à jour les Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales en mai 2011. Depuis leur adoption en 1976, c'est la cinquième mise à jour de ces principes, qui comportent désormais des recommandations sur le respect des droits de l'homme et sur la responsabilité des entreprises quant aux comportements de leurs fournisseurs, faisant de ce texte le premier accord intergouvernemental lié à ce sujet.

Voir l'article dans ce numéro et www.oecd.org/daf/investissement/principesdirecteurs

Économie

Un ralentissement de la croissance est à prévoir pour la plupart des grandes économies, selon les derniers **indicateurs avancés** de l'OCDE. Ces indicateurs, établis notamment à partir des carnets de commandes, des permis de construire et des taux d'intérêt à long terme afin d'anticiper les retournements d'activité, avaient suggéré des tendances mitigées en mars, mais les indicateurs pour mai ont indiqué des ralentissements au Canada, en France, en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni, ainsi qu'au Brésil, en Chine et en Inde. Des signaux plus positifs, quoiqu'encore hésitants, émergeaient des États-Unis et de la Russie.

Indicateurs avancés pour la Chine et l'OCDE



Dans le même temps, le PIB de la zone OCDE a augmenté de 0,5 % au premier trimestre 2011, comme au trimestre précédent mais en recul par rapport au premier trimestre 2010, à 0,9 %. La contribution de la consommation privée a reculé à 0,2 points de pourcentage, la moitié de son niveau du trimestre précédent, et son plus bas niveau depuis le deuxième trimestre 2009.

L'inflation des prix à la consommation dans la zone OCDE a atteint 3,2 % au cours des douze mois précédant mai 2011, contre 2,9 % en avril. Elle s'est particulièrement accélérée aux États-Unis, où elle a atteint 3,6 %, contre 3,2 % en avril. Les prix de l'énergie ont grimpé de 14,2 %, contre 13,8 % en avril. Hors alimentation et énergie, les prix à la consommation ont grimpé de 1,7 % en mai 2011, la plus forte hausse depuis mai 2008.

Les échanges de marchandises se sont accélérés dans les grandes économies au premier trimestre 2011. Les importations totales du G7 et des BRICS ont augmenté de 11 % au premier trimestre, contre 8,2 % au trimestre précédent. Les exportations totales ont augmenté de 8,5 %, contre 8,2 % au cours de la période précédente.

Voir www.oecd.org/statistiques

Nouveau centre sur la dette en Afrique du Sud

L'OCDE et l'Afrique du Sud ont ouvert un centre destiné à aider les gouvernements africains à gérer leur dette publique et les marchés d'obligations à Midrand, en Afrique du Sud. Le centre, qui a ouvert ses portes le 30 juin 2011, contribuera à réduire le coût de gestion de la dette publique et à encourager le développement de produits financiers comme les prêts hypothécaires, le microcrédit et des instruments de financement destinés aux petites et moyennes entreprises. « Disposant du marché financier le plus développé du continent africain, nous nous réjouissons de ce partenariat avec l'OCDE qui facilitera et renforcera les capacités de nos voisins », a déclaré le Ministre sud-africain des Finances, Pravin Gordhan.



Ministère sud-africain des Finances

Voir www.oecd.org/afriquedusud

Coopération fiscale accrue entre l'OCDE et l'Inde

L'OCDE et l'Inde ont indiqué qu'elles allaient renforcer leur coopération en matière de fiscalité, à travers un partenariat de 3 ans visant à instaurer un dialogue structuré et à accroître le partage d'informations.

Voir www.oecd.org/fiscalite et www.oecd.org/inde

Best of

« Dans notre monde moderne, l'expansion économique dépend de plus en plus de la disponibilité de personnel scientifique, technique et hautement qualifié, c'est-à-dire du développement de l'enseignement qui forme ce personnel. Les politiques d'accélération de la croissance économique auront vraisemblablement pour effet d'accroître encore, au cours des années 1960-1970, cette dépendance. »

Henning Friis, « Comment éviter un ralentissement du progrès économique », n° 4, juin 1963

L'Observateur^{ocde}

Économie numérique : souplesse à maintenir

Alors que les abonnements au haut débit sans fil ont dépassé le demi-milliard fin 2010 dans les pays de l'OCDE, les gouvernements des pays de l'OCDE et les autres acteurs concernés se sont rencontrés à Paris pour définir un nouveau cadre encourageant la transparence et l'ouverture sur le Web. Ces nouveaux principes visent à améliorer la gouvernance de l'Internet tout en conservant une réglementation souple et nuancée, principal facteur du succès de l'économie numérique. Les représentants des gouvernements de l'OCDE, du monde de l'entreprise, de la société civile et la communauté informatique ont reconnu la nécessité de promouvoir et de préserver la libre circulation de l'information.

Les pouvoirs publics doivent intensifier leurs efforts pour protéger les données personnelles et la liberté d'expression, tout en se gardant d'instaurer un régime réglementaire international : selon un communiqué, « un tel régime formel risquerait de porter atteinte à sa croissance. »

Pour plus d'éléments, notamment les vidéos de Vint Cerf de Google et de Tim Berners-Lee, « inventeur » du World Wide Web, voir : www.oecd.org/internet/innovation



Enraciné en Chine, se connecter au monde

Un pont d'échanges de capitaux à deux sens pour accéder aux meilleures opportunités



**La China International Capital Corporation Limited (CICC)
est une banque internationale d'investissement en Chine offrant :**

- Un réseau unique pour nos clients
- Une recherche de classe internationale
- Des connaissances approfondies et spécialisées
- Un bilan impressionnant
- Une exécution aux plus hauts standards internationaux

CICC est votre meilleur partenaire d'affaires en Chine

Pour en savoir plus sur nous, connectez-vous sur : www.cicc.com.cn

Multinationales : des principes meilleurs pour une vie meilleure



Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales viennent d'être mis à jour. Quelles en sont les nouveautés et quel peut être leur impact sur le comportement des entreprises ?

Parmi les grandes questions fréquemment soulevées par la mondialisation figurent la multiplication des entreprises multinationales (EMN) et leur impact sur leurs pays-hôtes. Aujourd'hui, les multinationales représentent une large part du commerce et de l'investissement mondiaux, et elles sont une source majeure d'emplois. Elles peuvent avoir un impact significatif sur le bien-être et les pratiques de leurs lieux d'implantation. Les entreprises multinationales peuvent assurément constituer une force d'amélioration. Un rapport de l'OCDE de 2008 sur les rémunérations et les conditions de travail dans les entreprises multinationales constatait qu'en général, les multinationales versaient des salaires supérieurs en moyenne de 40 % à ceux versés par les entreprises locales, l'écart étant plus marqué encore dans les pays à faible revenu d'Asie et d'Amérique latine.

Mais comment les entreprises se conduisent-elles dans leurs pays d'accueil et de quelles normes dispose-t-on pour évaluer leur conduite ? Les avantages avérés qu'elles apportent aux pays d'accueil en termes d'emplois, de capitaux et de transfert de technologies sont trop souvent contrebalancés par des pratiques salariales abusives, des conditions de travail médiocres et, par exemple, le travail des enfants. Ce n'est pas seulement le cas des entreprises de pays développés, mais aussi, de plus en plus, de celles de marchés émergents.

Le problème tient peut-être en partie à la gouvernance, des entreprises comme des autorités publiques soucieuses d'attirer les investissements. Ce rapport de force peut être déséquilibré, certaines entreprises ayant parfois un poids financier supérieur aux régions, voire aux pays où elles sont implantées. Elles peuvent être particulièrement influentes dans les zones de conflits ou dans les pays au gouvernement faible. Ceci peut favoriser l'instauration de relations d'exploitation, voire de corruption.

De nombreuses entreprises internationales ont une conscience aiguë de ces risques et ont élaboré des codes de conduite internes aux normes exigeantes. Ainsi, Cadbury, le géant du chocolat, a défini un code aux termes duquel la société s'abstient volontairement de cibler commercialement les jeunes enfants ou d'être présente dans les distributeurs automatiques des écoles primaires.

Les gouvernements disposent aussi de certains codes, au premier chef desquels figurent les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Publiés initialement en 1976, ils offrent un ensemble de recommandations de bonne conduite des entreprises. Ils visent à protéger certains droits, mais aussi à favoriser une bonne gouvernance grâce à des dispositions sur la lutte contre la corruption, la transparence, la publication d'informations ou encore la fiscalité. Au total, 42 pays, c'est-à-dire tous les membres de l'OCDE ainsi que l'Argentine, le Brésil, l'Égypte, la Lettonie, la Lituanie, le Maroc, le Pérou et la Roumanie, ont adhéré aux Principes directeurs. Sept autres pays sont

en passe d'y adhérer : la Colombie, le Costa Rica, la Russie, la Jordanie, la Serbie, la Tunisie et l'Ukraine. Ensemble, ces pays représentent 85 % de l'investissement direct étranger mondial.

Bien que les Principes directeurs ne soient pas juridiquement contraignants, toutes les entreprises multinationales siégeant dans des pays adhérents sont tenues de les respecter et les gouvernements adhérents sont tenus de répondre aux allégations de violation des Principes. Ces normes volontaires approuvées par les gouvernements ont été adoptées partout dans le monde par des entreprises soucieuses de prouver leur engagement envers la responsabilité sociale d'entreprise, les droits de l'homme et le développement durable. Ils complètent les législations nationales et ont inspiré certaines lois dans plusieurs pays. Ils fonctionnent car ils ont été conçus pour susciter un climat de confiance et de prévisibilité entre les entreprises, les pouvoirs publics et les organisations syndicales. Les Principes directeurs font partie d'un cadre plus large, la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales. Ils définissent un ensemble idéal de responsabilités des investisseurs dans un pays d'accueil, tandis que la Déclaration contient des engagements de la part des gouvernements à éviter toute discrimination contre les multinationales, à éviter de leur imposer des obligations contradictoires et à coopérer sur les questions liées à l'investissement.

L'un des grands défis pour l'OCDE a été de faire en sorte que les Principes directeurs gardent leur actualité et leur pertinence, mais aussi leur cohérence et leur valeur de référence. Les Principes directeurs ont déjà été mis à jour trois fois à partir de l'an 2000, et la crise financière qui a frappé en 2008, érodant la confiance dans la conduite des entreprises, a accéléré la nécessité d'une nouvelle révision. En 2009, les ministres ont ainsi appelé à des révisions destinées à « améliorer [leur] pertinence et à préciser les responsabilités du secteur privé. » Parallèlement, le paysage de l'investissement international a évolué au cours de la première décennie du XXI^e siècle. De nouveaux modes de production

et de consommation sont apparus, les anciens se sont complexifiés, et des géants émergents comme le Brésil, la Chine ou l'Inde attirent aujourd'hui une part croissante de l'investissement mondial. Ceci a accentué d'autres besoins, comme la nécessité de réagir au changement climatique, de favoriser le développement ou encore d'améliorer le respect des droits de l'homme, domaines qui requièrent tous des normes particulièrement exigeantes sur le comportement des entreprises à l'échelle internationale.

Ainsi, c'est avec un peu d'avance que la nouvelle mise à jour des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales a finalement été publiée lors de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres célébrant le 50^e anniversaire de l'OCDE, en mai 2011. Tous les pays du G20 ont été invités à participer à la mise à jour et les entreprises, les organisations syndicales et la société civile ont été également sollicitées. Quels sont les principaux changements ?

Premièrement, les entreprises doivent désormais pleinement intégrer à leur gestion des réponses non seulement aux effets négatifs de leur activité, mais aussi aux effets potentiellement négatifs. Cela vaut non seulement pour l'activité propre de l'entreprise, mais aussi pour celle de ses fournisseurs. Fini le temps où les entreprises pouvaient ignorer les pratiques de ces derniers. Elles sont désormais tenues d'exercer une « diligence raisonnable » pour s'assurer que leurs partenaires privés respectent également les Principes directeurs.

Un deuxième changement notable a été d'ajouter une partie consacrée aux droits de l'homme aux principes et normes existants, qui contiennent déjà des recommandations sur la publication d'informations, l'emploi et les relations professionnelles, l'environnement, la lutte contre la corruption, les intérêts des consommateurs, la science et la technologie, la concurrence et la fiscalité. Une nouvelle section s'inspire largement du Cadre des Nations unies pour les entreprises et les droits de l'homme de 2010. L'auteur de ce dernier, John Ruggie, a d'ailleurs collaboré étroitement avec l'OCDE sur ce chapitre, aux termes

duquel les entreprises doivent respecter les droits de l'homme dans tous les pays où elles sont présentes, même lorsque le pays d'accueil les bafoue. Les Principes directeurs appellent également les entreprises à une vigilance constante sur les violations potentielles des droits de l'homme. Présidant la réunion annuelle des ministres de l'OCDE en juin dernier, la Secrétaire d'État américaine Hillary Rodham Clinton a souligné cette disposition importante et exprimé à cette occasion son soutien aux Principes directeurs, en particulier la partie consacrée aux droits de l'homme, déclarant qu'ils allaient « nous aider à définir comment les chaînes d'approvisionnement

Finis le temps où les entreprises pouvaient ignorer les pratiques de leurs fournisseurs

peuvent être modifiées de façon à commencer à prévenir et à éliminer les abus et la violence ».

La mise à jour de 2011 a également permis d'élargir le champ d'application du chapitre consacré à l'emploi et aux relations professionnelles. Il mentionne désormais que les entreprises doivent verser des salaires décents qui « devraient être au moins suffisants pour satisfaire les besoins essentiels des travailleurs et de leurs familles. » Cet ajout important est en partie dû aux efforts de la Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE (TUAC), laquelle, dans son communiqué sur la mise à jour, estime que « ces éléments accroissent de manière significative la pertinence des Principes directeurs et leur potentiel de relèvement des normes de conduite responsable des entreprises dans un environnement mondialisé. »

L'un des éléments clés des Principes directeurs sont les Points de contact nationaux (PCN), d'ailleurs souvent critiqués. Ces services administratifs nationaux sont chargés d'encourager le respect des Principes directeurs dans les pays signataires. Ils doivent également veiller à ce que les Principes directeurs soient connus et compris du monde des affaires, des travailleurs et de toute personne intéressée. Tout le monde peut saisir un PCN, qui est une sorte de médiateur.

Certains affirment qu'ils ne remplissent pas toujours leur rôle, citant la longueur des délais d'examen des plaintes, des conflits d'intérêt potentiels, la faiblesse de la surveillance et l'insuffisance des efforts d'information auprès du public.

La mise à jour de 2011 répond à ces critiques en donnant des orientations supplémentaires sur la manière de promouvoir les Principes directeurs et les résultats obtenus. Elle contient en outre des instructions visant à harmoniser l'action des PCN et à les aider à traiter au mieux les affaires portées simultanément devant un tribunal de leur pays. Les Principes directeurs peuvent également aider à harmoniser l'environnement international des entreprises. Winand Quaadvlieg, Président du comité sur l'investissement international et les EMN du Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC) a déclaré que « l'OCDE doit jouer son rôle en œuvrant étroitement avec les gouvernements à promouvoir, dans les pays non-adhérents, des normes de responsabilité sociale comparables aux Principes directeurs. »

Plus qu'un simple instrument de gouvernance pour les pouvoirs publics, les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales ainsi mis à jour témoignent de l'importance du dialogue pour une économie mondiale plus saine. Ils confirment le rôle fédérateur de l'OCDE, qui a réuni les parties prenantes non seulement autour d'une même table, mais aussi autour d'un objectif commun : s'assurer que tous bénéficient des investissements mondiaux indispensables à nos économies et cruciaux pour notre avenir.

Références

OCDE (2011), Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, Paris.

Alexander Hijzen et Paul Swaim (2008), « Les multinationales favorisent-elles les salaires et les conditions de travail ? », L'Observateur de l'OCDE n° 269, octobre, voir www.observeurocde.org

Ruggie, John (2011), « Entreprises mondiales : protéger, respecter et réparer », L'Annuel de l'OCDE 2011, Paris, voir www.observeurocde.org

Une action ferme contre la corruption



Phil Noble/Reuters

William Hague, Ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni

La corruption est un fléau des temps modernes pour le commerce international. À l'heure où tant de gens souffrent de la crise économique, la corruption est une maladie bien réelle qui menace notre prospérité. Elle met en péril le développement des économies et contribue à la défaillance des marchés. Elle fausse la concurrence, porte atteinte à la libre entreprise et empoisonne l'activité économique. Elle bride le talent et l'innovation et étouffe l'esprit d'entreprise. Bien souvent, ce sont les plus pauvres qui en paient le plus lourd tribut.

Pour les entreprises, la corruption est une menace qu'il faut combattre activement, tout comme la fraude ou le détournement de fonds. Elle augmente de 10 % le coût total de l'activité des entreprises dans le monde, et jusqu'à 25 % le coût de la passation des marchés dans les pays en développement. Exercer une activité sur des marchés où sévit la corruption entraîne un surcoût équivalant à une imposition sur les sociétés de 20 %. En 2010 et 2008, un cinquième environ des chefs d'entreprise interrogés ont déclaré avoir été sollicités pour

verser des pots-de-vin, et une proportion similaire affirmait avoir perdu un marché au profit d'un concurrent se livrant à cette pratique. Les coûts sociaux – à savoir les effets négatifs sur l'emploi, la santé ou l'éducation, ainsi que le gaspillage et l'épuisement des ressources naturelles – vont de pair avec les coûts supportés par les entreprises.

Au Royaume-Uni, la loi contre la corruption (*UK Bribery Act*), entrée en vigueur le 1^{er} juillet, marque une étape importante dans les efforts déployés par la Grande-Bretagne pour lutter contre la corruption. Ce texte procurera aux tribunaux britanniques l'une des législations anticorruption les plus répressives au monde. Elle regroupe et actualise la législation antérieure, tout en introduisant deux nouvelles

Loin de les faire fuir, une action ferme contre la corruption attirera les entreprises et les investissements

infractions générales liées à l'offre et à l'acceptation des pots-de-vin : une infraction de corruption des agents publics étrangers pour des raisons commerciales, et une infraction applicable aux organisations commerciales qui ne préviennent pas les actes de corruption commis à leur profit.

Prendre une position ferme contre la corruption ne permettra pas seulement de s'attaquer à ce fléau, cela stimulera l'activité économique. Adopter des mesures vigoureuses de lutte contre la corruption renforcera le libre jeu du marché et intensifiera la concurrence, tout en assurant aux consommateurs et aux populations de meilleures conditions, plus équitables : baisse des prix, amélioration des services et croissance des entreprises. Surtout, loin de les faire fuir, une action ferme contre la corruption attirera les entreprises et les investissements.

Les entreprises partagent notre avis. Elles aussi aimeraient voir les transactions commerciales débarrassées de ce fléau. Elles aussi aimeraient voir l'ensemble des acteurs jouer franc jeu et lutter à armes égales. Toutes les grandes entreprises et associations professionnelles du Royaume-Uni ont clairement affirmé qu'elles souhaitaient voir éradiquer ce problème.

Ce fléau ne concerne pas seulement l'Occident ou les grandes économies du monde. La corruption fait encore plus de tort aux pays en développement. Ces pays luttent déjà suffisamment pour bâtir leur économie, mettre en place un système fiscal convenable, fournir des services publics comme la santé et l'éducation et stimuler leur croissance. La corruption renchérit les coûts, fausse le système et dérobe les ressources financières. Elle enferme les populations et les pays dans le piège de la pauvreté. J'appelle les autres pays à examiner sans complaisance leurs propres législations et réglementations anticorruption et à réprimer fermement ce fléau. Plus nombreux seront-ils à nous rejoindre dans ce combat, plus vite en viendrons-nous à bout. Nombre de pays ont déjà des lois anticorruption très sévères, mais sans doute peuvent-ils aller encore plus loin pour les renforcer et les mettre pleinement en œuvre.

L'OCDE a pris la tête de l'action internationale contre la corruption dans le monde et les efforts qu'elle a déployés en ce sens méritent d'être salués. La Convention des Nations unies contre la corruption est un autre texte international important dans le combat mené pour bâtir des économies et des sociétés plus solides. Nombre d'autres organisations, comme le G20, s'impliquent aussi dans la lutte contre ce problème, et le Royaume-Uni se réjouit à la perspective de travailler avec l'ensemble d'entre elles. Je suis convaincu que la Loi britannique sur la corruption permettra de soutenir davantage les entreprises et nos échanges commerciaux dans le monde. Mais le Royaume-Uni ne peut réussir isolément. Seule une mobilisation internationale, un leadership déterminé et une mobilisation des gouvernements de l'OCDE et d'ailleurs, ainsi qu'un ferme soutien des entreprises, rendront possible l'avenir prospère auquel nous aspirons tous.

Références

Ernst & Young (2008), 10^e enquête mondiale sur la corruption et la fraude en entreprise. Voir www.ey.com

Grant Thornton (2010), *Decision time: The UK Bribery Act and the changing face of business*, Anti-Corruption Survey 2010 (disponible en anglais uniquement).

Demain, les bouleversements démographiques vont générer de nouvelles attentes sociales et de nouvelles demandes médicales. Les enjeux de santé et les priorités de la recherche seront modifiés. Cela concerne chacun de nous, dans sa vie.

Quand on veut la santé d'âge en âge, on compte sur l'engagement de la première entreprise biopharmaceutique mondiale



www.pfizer.fr



Ensemble, œuvrons pour un monde en meilleure santé*

La Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte



Phil Noble/Reuters

Comment l'action publique peut-elle contribuer à accroître les opportunités économiques sans surexploiter les ressources naturelles ou détruire la planète ? Comment atténuer les pressions croissantes qui s'exercent sur l'environnement et menacent déjà notre bien-être ? La Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte pose des jalons pour l'avenir.

Si le siècle passé a vu la population mondiale quadrupler, la production économique s'est quant à elle multipliée par 22. Cette croissance rapide a accru la prospérité et l'espérance de vie et a amélioré la santé des gens. Cependant, même les pays riches sont conscients que nous ne pouvons perpétuer nos systèmes de production, d'échanges et de consommation sans mettre les populations en danger. La raréfaction des ressources hydriques, la pollution de l'air et de l'eau, l'épuisement des ressources naturelles, le changement climatique et l'appauvrissement irréversible de la biodiversité sont des réalités qui n'épargnent personne. Chacun sait que nous devons nous réorienter vers une croissance plus durable et plus verte.

Mais qu'est-ce que la croissance verte, au juste ? La définition théorique recouvre deux facettes : être en mesure de stimuler la croissance économique et le développement, tout en s'assurant que le patrimoine naturel de la Terre continue à fournir les ressources et les services environnementaux dont dépend notre bien-être. Plus simplement, il s'agit d'assainir les modes de croissance de nos économies, en organisant mieux l'activité et en consacrant du temps, de l'argent et des efforts à la mise en valeur de nouvelles sources d'activité économique, plus intelligentes et plus propres.

Prenons l'énergie : la consommation de combustibles fossiles a été multipliée par 14 en 100 ans, et il faudra en plus satisfaire d'ici à 2050 les besoins énergétiques liés au chauffage, à la cuisson, à l'éclairage, à la production et au transport de 9 milliards de personnes. D'une part, c'est une véritable gageure car les combustibles fossiles s'épuisent, leur coût augmente, et la facture s'alourdit en termes de pollution atmosphérique et de changement climatique. De l'autre, c'est l'occasion d'exploiter des technologies énergétiques plus propres, d'isoler les immeubles existants et d'en construire de nouveaux, et d'encourager des

modes de production et de consommation plus efficaces. L'énergie pourrait en effet engendrer une nouvelle révolution économique, à l'instar des technologies de la communication dans les années 90.

De nombreuses initiatives suggèrent que le changement est en marche. Le 12^e plan quinquennal de la Chine comporte une section consacrée au « développement vert », avec des orientations et des objectifs détaillés pour lutter contre le changement climatique (notamment, produire 16 % de l'énergie primaire à partir de sources renouvelables à l'horizon 2022), ainsi que pour gérer et préserver les ressources. La Corée a quant à elle marqué le pas au sein de l'OCDE en lançant sa Stratégie nationale pour une croissance verte (2009-2013), affectant environ 2 % du PIB au financement de programmes et de projets favorisant la croissance verte. Au Danemark, l'accord sur la croissance verte de 2009 vise à rendre les secteurs agricoles et agro-alimentaires plus compétitifs et plus modernes à travers la poursuite d'objectifs environnementaux. À partir de 2012, le Royaume-Uni investira des milliards, par l'entremise d'une nouvelle banque d'investissement verte, dans des

projets à faibles émissions de carbone. De leur côté, l'Inde s'apprête à réduire ses subventions aux combustibles fossiles, l'Australie va étudier un système de taxes antipollution et le Japon prévoit de créer 1,4 million d'emplois liés à l'environnement. D'autres exemples abondent.

En outre, le développement des technologies vertes s'accélère. Entre 1999 et 2008, le nombre d'inventions brevetées s'est accru de 24 % par an dans le domaine des énergies renouvelables, et de 20 % dans celui des véhicules électriques et hybrides. Idem en matière d'efficacité énergétique des bâtiments et de l'éclairage augmentation, quoiqu'à moindre rythme, autour de 11 %. De même, une part croissante des budgets publics de R-D énergétique est consacrée à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables. Et les investisseurs ne sont pas en reste : au premier semestre 2010, un quart des investissements en capital-risque aux États-Unis est allé aux technologies vertes.

Tout cela va dans le bon sens, mais déclencher un changement radical tous azimuts est une autre affaire. Si les pouvoirs publics connaissent le but à atteindre, la marche à suivre reste incertaine. Ils n'ont aucune envie de revenir sur l'amélioration du niveau de vie des 50 dernières années, ni de voir leurs économies stopper leur course.

Les interrogations sont légion. Les investissements auront-ils les effets souhaités sur la productivité ? Quels nouveaux marchés convient-il d'encourager ? Comment intégrer des priorités « vertes » dans l'élaboration des politiques économiques ? Et comment être sûr que les autres politiques – et les autres pays – vont dans le même sens ? Une stratégie d'ensemble s'impose.

L'OCDE a donc publié sa Stratégie pour une croissance verte, en mai 2011. Fruit de deux ans de travail, elle confirme la conviction exprimée à la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres de 2009, initiatrice du projet, que croissance et environnement peuvent aller de pair.

Cette stratégie comprend un cadre d'orientation pratique, des exemples

d'instruments aptes à encourager la croissance verte, ainsi qu'une méthode de suivi des progrès. Le cadre d'action vise à mettre en place les politiques essentielles, notamment les dispositifs institutionnels propres à améliorer la gestion des ressources, à encourager l'activité économique et à stimuler l'innovation. Sur le front économique, il existe peut-être des obstacles aux échanges et aux investissements à surmonter pour améliorer la diffusion des technologies et des pratiques vertes, ou des objectifs de réduction de la pauvreté, entre autres, à associer aux politiques de croissance verte. Quant aux instruments, la stratégie en envisage un large éventail. Par exemple, un pays connaissant des blocages technologiques peut avoir besoin d'investir dans la R-D, éventuellement par des subventions ou d'autres incitations. Les petites entreprises

La stratégie pour une croissance verte aidera les pouvoirs publics à garder l'environnement au cœur de leur réflexion

sont souvent les plus innovantes, et certains pays peuvent avoir besoin de favoriser leur développement, notamment en améliorant l'accès aux financements et les infrastructures de communication. Les régimes de propriété intellectuelle peuvent également être à améliorer.

Combattre la pollution et le changement climatique requiert des instruments économiques, en particulier des taxes et des systèmes d'échange de droits d'émissions, et de démanteler les subventions incitant à polluer ou à exploiter inutilement des ressources. Des subventions pourraient au contraire encourager de nouvelles activités, moins polluantes, en évitant cependant de les affecter à certaines activités de manière définitive. De même, des mesures comme les redevances sur les déchets, les codes du bâtiment économes en énergie et de nouvelles pratiques de marchés publics pourraient stimuler la demande de biens et de services plus propres et plus intelligents.

Comme toutes les transitions, le passage à la croissance verte ne fera pas que des gagnants.

Les revenus de certains ménages pourraient par exemple pâtir de la hausse des taxes sur les carburants. Mais des mesures de compensation existent, comme des transferts forfaitaires ou des crédits d'impôt calculés sur le paiement moyen d'écotaxes par ménage. Ces mesures sont expliquées dans le rapport de l'OCDE intitulé *Vers une croissance verte*.

La Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte permet de fixer des objectifs concrets et de suivre les progrès accomplis. Les indicateurs de la croissance verte de l'OCDE, comparables à l'échelle internationale, peuvent envoyer des messages clairs aux décideurs et au grand public. Par exemple, la productivité environnementale et celle des ressources font l'objet d'un suivi (ce qui est rarement le cas), tout comme le stock d'actifs naturels et la qualité de vie, entre autres grâce à l'indice « Vivre mieux », nouvel outil interactif en ligne de l'OCDE. Les indicateurs décrivant les mesures prises par les pouvoirs publics et les opportunités économiques permettront également d'évaluer l'efficacité des différentes mesures et de définir des ajustements possibles.

La croissance verte est un concept stratégique qui contribue à harmoniser les priorités environnementales et économiques existantes. Il aide les pouvoirs publics à garder l'environnement au cœur de leur réflexion, en plus des priorités traditionnelles que sont les finances, l'emploi et l'investissement. En résumé, la Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte s'étend bien au-delà des technologies ou de l'innovation. Comme l'explique le Secrétaire général Angel Gurría, elle porte sur ce que nous mangeons et buvons, sur ce que nous recyclons, réutilisons et réparons, ainsi que sur nos modes de production et de consommation. Il s'agit de nos comportements quotidiens à tous.

Pour plus d'informations sur la Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte, contactez Nathalie Girouard, sur greengrowth@oecd.org

Voir www.oecd.org/croissanceverte
Voir aussi www.oecdbetterlifeindex.org

Cap sur les actifs incorporels



Suzanne Plunkett/Reuters

De nombreuses innovations phares doivent leur existence à des actifs immatériels. Quels sont-ils et que peuvent apporter les politiques publiques à leur égard ?

Combien de vos amis ne jurent que par leur iPhone ? Sans doute un bon nombre. Le célèbre téléphone mobile d'Apple est devenu la référence pour quasiment tous les smartphones actuels. Son aspect, son design novateur, la convivialité de ses interfaces et l'intelligence du marketing qui l'entoure sont autant d'éléments qui ont contribué à faire de ce téléphone l'appareil portable incontournable de ces dernières années.

De même, l'iPad d'Apple, doté des mêmes caractéristiques, a pris la tête du marché des tablettes électroniques, qui croît rapidement. Qu'à donc Apple de plus que ses concurrents ?

Un nouveau rapport de l'OCDE suggère que la réponse est moins dans l'objet physique proprement dit que dans l'ensemble d'éléments intelligents qui le sous-tendent, que l'on ne peut ni manipuler, ni mettre dans sa poche. Ces « actifs incorporels » sont souvent négligés par les responsables publics. Pourtant, bon nombre d'entreprises, comme Apple, leur doivent en grande partie leur réussite. L'importance de ces actifs, soulignée dans la Stratégie de l'OCDE pour l'innovation

de 2010, est le sujet principal d'un nouveau document de l'OCDE sur les nouvelles sources de croissance (voir les références). Que sait-on de ces actifs incorporels et pourquoi les responsables publics doivent-ils s'en soucier ?

En termes simples, les actifs incorporels, parfois appelés « actifs fondés sur la connaissance » ou « capital intellectuel », sont essentiellement des actifs qui ne se présentent pas « sous forme d'éléments physiques ou financiers ». Ils constituent pourtant une part croissante du capital de nombreuses

Les entreprises américaines investissent à peu près autant dans les logiciels que dans les poids lourds, les autobus, les bateaux et les équipements ferroviaires

entreprises, en particulier dans les pays les plus avancés. Selon une étude menée en 2005 dans 25 pays de l'UE, les investissements des entreprises dans ces actifs représentaient en moyenne 6,8 % du PIB, contre 9,9 % en moyenne pour les actifs corporels, comme les machines, les équipements et les bâtiments. Dans des pays comme les États-Unis, la Finlande et le Royaume-Uni, les investissements dans les actifs incorporels sont équivalents, voire supérieurs, à ceux réalisés

dans les actifs corporels. Aujourd'hui, les entreprises dont l'activité repose sur le savoir ont souvent très peu de capital corporel. Début 2009, les actifs physiques ne représentaient ainsi qu'environ 5 % de la valeur totale de Google.

Le design est un actif incorporel majeur. Cette notion ne recouvre pas seulement l'aspect visuel, le style ou l'inscription dans la « tendance » : elle comprend aussi l'ergonomie, la fonctionnalité du produit et l'expérience qu'en fait le consommateur. Prenons une grande entreprise de transport comme Airbus. Ses dépenses en design aident à déterminer la compétitivité de ses avions, puisqu'elles influent sur le choix des matériaux de construction, la consommation de carburant, les plans de cabine, etc. De même, le design joue souvent un rôle clé dans le succès des moteurs de recherche et des réseaux sociaux sur Internet.

Le style et l'élégance sont bien sûr cruciaux pour l'innovation de nombreux secteurs, y compris des secteurs traditionnels. En Italie par exemple, le secteur de l'ameublement, largement composé de PME, continue de prospérer, surtout grâce à ses avantages comparatifs en termes de design. Des clients du monde entier sont prêts à payer fort cher pour parer leur résidence d'une touche de design italien.

Les entreprises ont bien conscience de la valeur d'un tel actif incorporel. Selon une enquête menée auprès des entreprises britanniques, leurs dépenses en design pourraient nettement surpasser leurs dépenses en R-D.

Autre actif incorporel essentiel selon le rapport : les logiciels, qui peuvent accroître les performances des entreprises et leurs résultats économiques. L'Internet lui-même est en grande partie le fruit des innovations réalisées dans ce domaine, et les sites les plus consultés sont aussi généralement ceux qui gèrent le plus efficacement les logiciels. L'OCDE a montré que le fait d'utiliser des logiciels contribue positivement à la croissance et à la transition vers une économie de la connaissance, davantage fondée sur les

facultés d'abstraction que sur la dextérité manuelle. D'autres domaines reposent en grande partie sur les logiciels : le commerce international et le commerce électronique, les télécommunications ou encore la protection de la vie privée.

Il n'est donc pas surprenant que les entreprises leur consacrent désormais des investissements colossaux. À l'aube du XXI^e siècle, les entreprises américaines investissent à peu près autant dans les logiciels que dans les poids lourds, les autobus, les bateaux et les équipements ferroviaires. Les actifs incorporels que sont les réseaux inter-entreprises et les données personnelles sont sans doute moins évidents à appréhender.

Le commerce électronique et les réseaux apportent une contribution essentielle à la performance des entreprises. Les entreprises doivent s'adapter à ces technologies en constante évolution. Cela implique de savoir travailler avec un large éventail de partenaires, administrations, cabinets d'avocats, agences de relations publiques, voire entreprises concurrentes.

Les réseaux permettent de huiler les rouages de l'activité économique et contribuent au progrès d'économies tout entières. Ils permettent de mieux identifier les opportunités, de dégager des ressources et d'optimiser la gestion. Selon une étude, les réseaux d'entreprises de toutes tailles peuvent aider les petites entreprises à accéder aux marchés internationaux plus rapidement, à moindre frais et à moindre risque.

L'essor spectaculaire des technologies numériques comme les réseaux mobiles et le *cloud computing* a généré des volumes considérables d'informations publiques et privées. Les données personnelles sont analysées, réorganisées, partagées, échangées et commercialisées sans interruption dans le monde entier. Les renseignements personnels que nous donnons lorsque nous nous inscrivons pour un achat ou un service en ligne ou pour rejoindre un groupe de discussion nourrissent de gigantesques bases de données, extrêmement précieuses pour une multitude d'usages, comme les études de marché, le

marketing et la mise au point de produits. Un exemple : les cartes de fidélité. Elles procurent aux commerçants quantités d'informations sur les habitudes d'achat de leurs clients, qui peuvent être recoupées avec

L'essor spectaculaire des technologies numériques comme les réseaux mobiles et le *cloud computing* a généré des volumes considérables d'informations publiques et privées

les informations personnelles du titulaire de la carte et cibler celui-ci plus efficacement. Un an après avoir lancé un système de ce type, l'enseigne de supermarchés britannique Tesco a constaté que les personnes fidélisées dépensaient 28 % de plus dans ses magasins et 16 % de moins chez Sainsbury's, son éternel concurrent. Ce type de marketing investit désormais massivement les réseaux sociaux.

La montée en puissance des actifs incorporels devrait se poursuivre, mais tous les pays n'innovent pas et ne rentabilisent pas les actifs incorporels au même rythme. Que peuvent les politiques publiques à cet égard ?

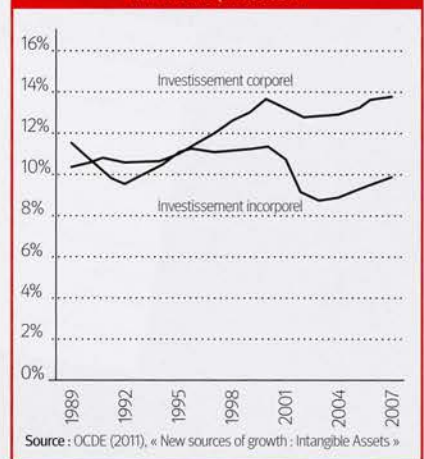
Leur rôle peut être multiple. Tout d'abord, le capital humain étant crucial pour les actifs incorporels, les politiques d'éducation et de formation, en particulier dans les universités et les instituts de formation professionnelle, doivent veiller à ce que les enseignements et les cursus reflètent les compétences multidisciplinaires, en constante évolution, dont les entreprises innovantes ont besoin. Par exemple, initier les ingénieurs aux principes du design et les designers aux besoins techniques des ingénieurs ne peut que bénéficier aux entreprises.

Outre l'éducation, les pouvoirs publics doivent aussi mettre en place ou maintenir des mécanismes efficaces de protection de la propriété intellectuelle, notamment pour les investissements dans le design et les logiciels, particulièrement vulnérables au plagiat et à la contrefaçon.

Dans le passé, les laboratoires publics ont permis d'importantes innovations en matière

Hausse de l'investissement dans les actifs incorporels par les entreprises américaines (hors agriculture)

En % de la production



de logiciels. Le premier navigateur Internet est né dans un institut public. Mais ce secteur est parvenu à un tel degré de maturité que la nécessité d'une telle impulsion publique semble aujourd'hui moins évidente.

Il est sans doute plus important pour les pouvoirs publics d'encourager l'investissement, notamment le capital-risque, qui reste une source de financement importante pour bon nombre d'entreprises innovantes utilisant très largement des actifs incorporels. Parallèlement, les services publics de soutien technologique et scientifique aux entreprises pourraient également leur fournir des informations utiles en marketing, en design ou en matière artistique.

D'autres domaines de l'action publique pourraient aussi être ajustés, comme les régimes de protection de la vie privée, pour permettre aux entreprises de valoriser davantage les données dont elles disposent, dans le domaine de la santé par exemple. Cela étant, comme le montrent les travaux de l'OCDE, il s'agit de questions sensibles par nature et difficiles à résoudre.

Dans nombre de pays de l'OCDE, les pouvoirs publics ont investi pour favoriser le développement de toutes sortes de réseaux inter-entreprises, en concentrant généralement

Lecteurs numériques

leur action sur les PME. Le Danemark a ainsi lancé un programme visant à aider les petites entreprises à concurrencer les plus grandes, en les plaçant sur un pied d'égalité avec elles. Cependant, on constate généralement que la participation du secteur privé aux programmes en faveur de la constitution de réseaux qui bénéficient d'un soutien public régresse à mesure que cessent les financements publics. Les États doivent donc coopérer étroitement avec les entreprises lors de la mise au point de ces dispositifs, sachant que ces dernières sont en effet souvent mieux placées pour repérer les possibilités qui s'offrent de constituer des réseaux inter-entreprises et pour évaluer dans quelle mesure ces mécanismes de collaboration peuvent apporter un plus.

Un certain nombre de questions complexes restent à résoudre, notamment celle de la réforme de la manière dont les entreprises rendent compte de leurs investissements en actifs incorporels, ainsi que celle du traitement fiscal de ces actifs, qui peut favoriser ou décourager les investissements dans la R-D et avoir une incidence sur la façon dont ces actifs sont utilisés et négociés. L'OCDE se penche actuellement sur ces questions, entre autres. Les avancées qui seront réalisées dans tous ces domaines contribueront largement à inciter les entreprises à investir dans des actifs incorporels et à privilégier les axes d'innovation les mieux à même de doper la croissance dans le contexte économique en devenir. En se fixant pour priorité de valoriser ces actifs, les responsables publics pourraient aider davantage d'entreprises à devenir des nouveaux Apple et ainsi donner un nouveau souffle à l'économie dans son ensemble. RT

Pour plus d'informations sur les travaux de l'OCDE consacrés aux actifs incorporels, contactez Alistair.Nolan@oecd.org

Références

OCDE (2010), *Stratégie de l'OCDE pour l'innovation : Pour prendre une longueur d'avance*, Paris, voir www.oecd.org/innovation/strategie

OCDE (2011), « New sources of growth : Intangible Assets »



Si la qualité de l'enseignement en ligne fait encore l'objet d'un débat passionné entre les éducateurs, mais aussi entre les parents et les élèves, la nécessité d'une culture numérique ne fait plus l'ombre d'un doute. Selon *The Guardian*, les adultes qui savent se servir d'Internet améliorent de 25 % leurs chances de trouver du travail et gagneront jusqu'à 10 % de plus que ceux qui ne possèdent pas ces compétences.

Nos enfants sont-ils bien préparés pour évoluer dans ce monde de technologies ?

Pas autant que l'on pourrait l'imaginer pour ces « natifs » de l'ère numérique. Le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) montre que 17 % des adolescents âgés de 15 ans qui ont grandi « connectés » ne possèdent pas les compétences requises pour naviguer avec assurance dans le monde numérique – ce qui signifie qu'ils pourraient avoir des difficultés à finir leurs études et, plus tard, à chercher du travail et à postuler à un emploi, à remplir leur déclaration d'impôt ou même à réserver un billet de train.

L'étude pionnière PISA 2009 sur la culture numérique des élèves offre des résultats extrêmement intéressants. Par exemple, dans les 19 pays ayant participé à l'évaluation

des compétences en lecture numérique, les élèves qui effectuent des recherches en ligne le plus souvent sont ceux qui obtiennent les meilleures performances en lecture numérique.

À l'inverse, ne pas être familier des pratiques sociales en ligne, comme les courriels ou les chats, semble aller de pair avec des capacités en lecture numérique plus faibles. Les élèves qui envoient des courriels ou discutent en ligne fréquemment atteignent toutefois des scores moins élevés, en moyenne, que ceux qui se livrent à ces activités de façon plus modérée.

De la même manière, les élèves qui utilisent l'ordinateur à la maison de temps en temps, pour les loisirs ou les devoirs, obtiennent de meilleurs résultats à l'évaluation que ceux qui l'utilisent rarement et que ceux qui l'utilisent intensivement. Une fois les aptitudes scolaires prises en compte, la fréquence d'utilisation de l'ordinateur à la maison est en corrélation positive avec la faculté des élèves à naviguer sur Internet, ce qui n'est pas le cas de la fréquence d'utilisation de l'ordinateur à l'école. Autrement dit, les élèves apprennent à surfer sur Internet par eux-mêmes, simplement en explorant les possibilités quasi infinies offertes par ce média. Les systèmes éducatifs devraient envisager d'intégrer l'utilisation de l'ordinateur aux programmes et d'investir davantage dans la formation des enseignants à l'usage des technologies numériques, pour leur permettre de mieux enseigner ainsi que pour aider les élèves dans leur apprentissage.

Extrait de « Reading, the second digital divide » d'Andreas Schleicher, juin 2011. Billet complet (en anglais) sur www.oecdinsights.org

Voir www.pisa.oecd.org

Le blog de l'OCDE « Educationtoday » : <https://community.oecd.org/community/educationtoday>



Cassa depositi e prestiti

**Investisseur de Long Terme
pour une Croissance Solide
Durable et Equilibrée**

Infrastructures, Energie
Changement Climatique
Logement Social
Développement Urbain
R&D, Services Publics, PME

www.cassaddpp.it

L'Afrique et ses partenaires émergents



Une nouvelle Afrique semble voir le jour, plus confiante et plus sûre d'elle. Comme l'indiquent les *Perspectives économiques en Afrique 2011*, cette nouveauté se reflète aussi dans les relations entre le continent et les économies émergentes.

Nouvelles villes, nouveaux aéroports, nouvelles raffineries, l'Afrique fourmille d'activités et de projets d'investissement. Elle a survécu aux crises économiques et financières mondiales et a montré des signes de rebond en 2010. Certes, de nombreux défis économiques et politiques demeurent, mais les nouveaux lions africains semblent prêts à les affronter.

La transformation a été spectaculaire. Le nouveau millénaire a vu le revenu par habitant en Afrique grimper plus vite que dans les pays riches pour la première fois depuis les années 1970. Pauvreté et inégalités subsistent, mais dans beaucoup de pays, la différence de revenu avec les pays de l'OCDE s'est réduite. Cela tient notamment aux nouveaux marchés émergents, en particulier la Chine et l'Inde. Leur influence s'est surtout manifestée par la hausse des prix des matières premières, avec des retombées sur l'investissement et le commerce, mais aussi sur l'emploi, les salaires et le niveau de vie.

Jusqu'ici, on ne jurait que par le dollar. Aujourd'hui, les dirigeants invoquent aussi le renminbi chinois, la roupie indienne et le réal brésilien. Serait-ce la fin des dernières chaînes du colonialisme ? Ou l'installation d'une autre forme de dépendance, vis-à-vis cette fois de pays émergents en quête de matières premières ? La réponse dépendra largement de la façon dont l'Afrique parviendra à tirer parti des changements qui s'opèrent actuellement à grande échelle sur le continent.

Prenons l'aide au développement. Les puissances économiques traditionnelles dominent encore l'aide publique au développement (APD) : les pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) assurent 90 % de l'aide bilatérale mondiale. Mais l'aide de partenaires émergents croît rapidement : un quart de l'aide chinoise est aujourd'hui destinée à l'Afrique.

Mêmes évolutions en matière de commerce. Certes, l'Europe et l'Amérique du Nord représentent encore plus de la moitié des échanges et des investissements étrangers en Afrique, mais les « partenaires émergents », c'est-à-dire des pays qui n'appartiennent pas au CAD, le club des donneurs de l'OCDE, ont renforcé leur présence en Afrique. Les

échanges entre l'Afrique et ses nouveaux partenaires représentent aujourd'hui 673,4 milliards de dollars par an, soit à peu près 37 % du total.

Quant à l'investissement direct étranger (IDE) en Afrique, la part des pays non-membres de l'OCDE a également augmenté, même si elle atteignait tout juste 21 % du total entre 2000 et 2008. Les trois quarts de l'IDE chinois en Afrique se concentrent dans les pays aux sous-sols riches en minerais et en hydrocarbures tels que le Cameroun, le Nigeria, le Gabon, l'Afrique du Sud et la Zambie, mais aussi en Algérie et en Libye : l'Afrique du Nord reçoit en effet entre 30 % et 50 % de l'IDE.

Toutefois, selon les *Perspectives économiques en Afrique*, un examen plus précis des pays aux données jusqu'ici parcellaires montre que si les partenaires émergents ne représentent encore qu'un dixième des flux d'IDE vers ces destinations, leur part a quasiment doublé entre la première et la seconde moitié de la décennie.

Au-delà des chiffres, la Chine a aussi eu un rôle pionnier en Afrique par son comportement et son discours positif sur le potentiel du continent, qui a ravivé l'intérêt des concurrents traditionnels. Une évolution clairement illustrée par l'hebdomadaire *The Economist*, qui, après avoir titré sur un continent « sans espoir » en 2000, saluait en 2010 le « lâcher des lions » africains.

Les commentateurs des mutations économiques africaines les associent surtout à la Chine, à l'Inde et au Brésil. La Chine, par exemple, offre un avantage comparatif en matière d'infrastructures, l'Inde dans l'éducation et les services, et le Brésil dans l'agriculture et l'agro-alimentaire. Les autres partenaires sont la Corée et la Turquie, toutes deux membres de l'OCDE, ainsi que des pays non-membres tels que les Émirats arabes unis, l'Argentine, l'Indonésie, Singapour et la Russie. Cette diversité est une formidable opportunité pour l'Afrique. Chaque nouvelle vague de pays partenaires apporte son lot de produits, de biens d'équipement, de technologies, de savoir-faire et d'expériences du développement. Les produits de

consommation bon marché importés d'Asie, par exemple, contribuent à accroître le pouvoir d'achat des Africains et à améliorer leur niveau de vie.

Quid de la lutte tant décriée pour les ressources naturelles du continent ? Les puissances émergentes et traditionnelles sont clairement en concurrence pour les minerais, le pétrole, les pierres précieuses et les ressources agricoles. Les économies émergentes ont beaucoup à offrir, pour l'exploration et l'exploitation des réserves, par

Il est encore trop tôt pour évaluer cette nouvelle approche du développement par rapport à celle des partenaires traditionnels

exemple, ainsi que pour les investissements qu'ils induisent dans les infrastructures, les services collectifs et les transports. Elles élargissent le champ des ressources exploitables au-delà des possibilités des seules puissances occidentales. Et elles pourvoient en outre des financements pour l'éducation et les systèmes de santé.

Point important pour le développement, un panel de 40 experts interrogés pour les *Perspectives économiques en Afrique* indique que les pays émergents sont perçus localement comme des partenaires plus efficaces, notamment en matière d'agriculture et d'infrastructures. En outre, ils traitent avec des pays négligés par les partenaires traditionnels, comme l'Éthiopie, la Guinée et le Soudan.

Sans doute la plus grande nouveauté qu'apportent les partenaires émergents est-elle la variété des financements, souvent liés à des crédits à l'exportation et à des accords « ressources contre infrastructures », qui ne sont pas considérés comme de l'APD au sens strict, selon les critères du CAD de l'OCDE. Lorsque la banque chinoise Exim Bank a accordé à l'Angola des lignes de crédit de 2 milliards de dollars en 2004 et de 2,5 milliards de dollars en 2007 pour la construction de voies ferrées, de routes, d'hôpitaux, d'écoles, de logements sociaux et d'autres infrastructures, ces facilités ont été garanties par des

exportations de pétrole. En 2010, la Chine a signé sur des bases similaires un contrat de 23 milliards de dollars avec le Nigeria pour la construction de trois raffineries de pétrole et d'un complexe pétrochimique.

Les autres partenaires émergents combinent eux aussi aide et investissement, bien qu'à plus petite échelle. Ainsi, le Sénégal a signé en 2007 un contrat de 2,2 milliards de dollars avec l'Inde et Arcelor Mittal pour un projet d'extraction de minerai de fer, complété par la construction de lignes ferroviaires et d'un port.

Il est encore trop tôt pour évaluer cette nouvelle approche par rapport à celle des partenaires traditionnels qui sépare l'investissement de l'aide publique (en général non liée à des contrats avec les pays donateurs) et du développement des capacités institutionnelles. La diversité des financements proposée par les émergents attirent les pays riches en ressources naturelles et permet de réaliser des projets dont les investisseurs privés se seraient autrement détournés, comme la construction de 6 000 km de routes en République démocratique du Congo. Ils incitent aussi les pays africains à réinvestir une partie de leurs revenus dans des programmes de développement national plus vastes.

Les deux approches soulèvent des problèmes de cohérence et de gestion. Mais les partenaires émergents sont réputés livrer des projets « clés en main » plus rapidement que les partenaires traditionnels et être moins bureaucratiques. Ils peuvent toutefois se montrer très exigeants lors de la mise en place des lignes de crédit, ce qui entraîne des problèmes similaires à ceux de l'aide liée.

Rien ne prouve clairement la supériorité de l'une ou de l'autre approche pour le développement. Les défenseurs du système traditionnel craignent que l'importance de ces nouveaux partenariats ne pousse l'Afrique à se spécialiser à l'excès dans les matières premières brutes. Cela dit, la production manufacturière africaine de machines, de matériel de transport et de produits transformés a doublé au cours de la dernière décennie, principalement à destination de marchés émergents. Et même

si leur diversification et leur productivité restent à améliorer, les entreprises africaines ont aujourd'hui accès à des produits plus abordables. En outre, les partenaires émergents sont de plus en plus innovants, en particulier dans le domaine des technologies de pointe, comme les téléphones portables solaires à bas prix et l'éclairage à DEL pour les habitations, les bureaux et les écoles.

Et la gouvernance ? Il semble qu'elle n'ait pas souffert des partenariats avec les émergents, comme certains le craignaient. Elle se serait même améliorée dans certains cas. Par exemple, si l'aide accordée par la Chine pour les infrastructures impose souvent le choix des entreprises, elle n'est pas expressément soumise à des conditions politiques. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles la coopération avec les partenaires émergents est tant appréciée en Afrique. Certains pays africains déclarent même que ces nouveaux partenariats leur ont donné du champ pour renégocier l'aide avec les pays de l'OCDE, renforçant ainsi leur contrôle sur leurs propres stratégies de développement.

Le basculement de la richesse mondiale pourrait bien signer la fin du post-colonialisme, même si, selon les *Perspectives économiques en Afrique*, le plus important pour l'Afrique est de tirer parti des complémentarités entre les approches de ses partenaires traditionnels et émergents, tout en élaborant ses propres politiques de développement, en particulier dans l'optique d'une intégration régionale plus poussée. L'Afrique y gagnerait en cohésion et son pouvoir de négociation, comme ses partenariats, en seraient renforcés.

Références

Les Perspectives économiques en Afrique 2011 sont publiées en partenariat avec la Banque africaine de développement (BAfD), le Centre de développement de l'OCDE, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA-ONU).

The Economist (2010), "Uncaging the lions: Business is transforming Africa for the better", juin.

Pour plus d'informations, contactez Jean-Philippe Stijns, Centre de développement de l'OCDE.

Félicitations à l'OCDE à l'occasion de son 50^{ème} anniversaire



ArcelorMittal

En tant que numéro un mondial de la sidérurgie, ArcelorMittal reconnaît la contribution que l'OCDE a faite pour stimuler l'intégration et la croissance de l'économie mondiale.

Grâce à ses valeurs fondamentales que sont le Développement durable, la Qualité et le Leadership, ArcelorMittal soutient une croissance économique responsable qui privilégie la santé, la sécurité et le bien-être de son personnel, de ses co-traitants et des communautés au sein desquelles elle opère.

Le 50^e anniversaire de l'OCDE



OCDE

Discours de Mme **Hillary Rodham Clinton**, Secrétaire d'État des États-Unis et présidente de la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres 2011, à l'occasion de la célébration du 50^e anniversaire de l'OCDE, le 25 mai 2011

C'est sous de favorables auspices que nous célébrons aujourd'hui le 50^e anniversaire des travaux considérables accomplis par l'OCDE. Mais avant la création de l'OCDE, il y a eu le général George C. Marshall. Il avait compris que l'édification d'une Europe stable et en paix exigerait plus que la simple reconstruction des centres villes, des voies ferrées et des usines. Il savait que l'Europe avait besoin de valeurs économiques communes. C'est pourquoi il décida, avec le Président Truman, de faire advenir cette communauté de valeurs. On vit alors émerger une formidable détermination à reconstruire les adversaires d'hier, après un conflit mondial dévastateur, car il fallait instaurer, pour reprendre le slogan, des politiques meilleures pour une vie meilleure, afin de faciliter l'avènement d'une coopération pacifique et d'une véritable sécurité humaine.

En ratifiant la Convention relative à l'OCDE voilà 50 ans, le Président Kennedy espérait lui aussi élargir le cercle de la coopération économique. Le chemin parcouru par l'OCDE, et par l'ensemble du monde, est allé au-delà même de son ambitieuse vision. Parce que nous ne recherchions pas la croissance économique pour nous seuls, mais parce que nous savions que cette création de richesse serait bénéfique à tous. Et nous avons accueilli de nouveaux partenaires au sein d'un organisme conçu pour aider l'ensemble des

pays à offrir de meilleures conditions de vie à leurs citoyens. Nous avons ainsi œuvré de concert à la plus longue période de croissance que le monde ait jamais connue.

Un groupe de pays européens, associés aux États-Unis, ont formé une communauté transatlantique, puis le réseau mondial que nous célébrons aujourd'hui en présence de 34 pays membres, d'un Secrétaire général mexicain, d'un Premier ministre français, d'un Premier ministre japonais, du Président de la Commission européenne et de partenaires du monde entier. En dépit de tous les changements intervenus, l'OCDE a conservé son identité originelle, celle d'un groupe de pays partageant des valeurs communes, favorables à l'ouverture et au bon fonctionnement des marchés, attachés aux droits de l'homme, aux libertés individuelles, à l'état de droit, à la responsabilité de l'État et de ses dirigeants, ainsi qu'à une concurrence libre, juste et transparente, et convaincus, tout comme le Président Kennedy, qu'une marée montante peut et doit soulever tous les bateaux.

Ainsi, depuis 50 ans, ce lieu est un laboratoire et une rampe de lancement de politiques économiques intelligentes pour donner corps à ces valeurs. Les membres de l'organisation ont amélioré les conditions de travail, levé le voile sur les paradis fiscaux, œuvré, selon les

possibilités de chacun, à hisser leurs normes et leurs exigences, comme celles d'autres pays, à des niveaux toujours plus élevés. Je suis consciente que de tels efforts restent souvent méconnus du grand public. Ainsi en va-t-il de la tâche ardue et parfois frustrante qui nous incombe, de forger un consensus et de créer des moyens nouveaux et plus efficaces pour atteindre nos objectifs communs. Car c'est ici que les dirigeants, les experts, les entreprises, les syndicats et la société civile peuvent trouver un terrain d'entente et produire des résultats tangibles pour nos concitoyens.

Permettez-moi toutefois d'ajouter que nous n'avons jamais considéré nos réussites comme acquises. C'est pourquoi ce 50^e anniversaire revêt une importance si particulière.

Et pourtant, tout en prenant le temps de marquer cet événement, nous sommes conscients de traverser une période de mutations économiques majeures. Nombre des pays représentés dans cette salle, dont le mien, ne se sont pas tout à fait relevés de la plus profonde crise financière depuis la Grande dépression. À l'échelle mondiale, des puissances économiques montantes acquièrent une part croissante de la richesse et de l'influence. Or, selon une conviction fondamentale de l'OCDE, lorsqu'un pays gagne en richesse et en influence, il doit aussi assumer davantage de responsabilités.

Il y a 20 ans, lorsqu'est tombé le mur de Berlin, les pays d'Europe de l'Est ont sollicité l'aide de l'OCDE pour mettre sur pied des démocraties, mais aussi des économies de marché. Désormais, nous devons travailler avec une nouvelle génération d'économies et de démocraties émergentes qui façonnent leur propre avenir. Les valeurs, les normes et les connaissances chèrement acquises de l'OCDE sont aussi essentielles que jamais. En ces temps incertains, nous nous devons de les promouvoir. Je salue l'OCDE pour son audacieuse vision d'avenir, que nous dévoilons aujourd'hui en vue de son approbation à la présente réunion ministérielle. Je suis convaincue que si elle est suivie et appliquée à travers des actions précises et concrètes, cette vision permettra à l'OCDE de connaître dans les 50 années à venir les mêmes succès que ceux qu'elle a connus jusqu'ici.

J'évoquerai brièvement trois idées phares. Tout d'abord, de nombreux pays-membres sont en quête d'une reprise économique plus forte. Nous voulons tous offrir à nos citoyens davantage d'opportunités et d'emplois. L'OCDE doit donc continuer d'élaborer des politiques de long terme porteuses d'une croissance économique durable et inclusive. Cela nécessite parfois d'améliorer les normes de fonctionnement et de concurrence régissant les entreprises, parfois de renforcer l'efficacité des marchés et de réduire les obstacles économiques.

Nous devons par exemple continuer à utiliser cette enceinte pour stimuler les créations d'emplois issues des énergies propres et de l'efficacité énergétique accrue. Nous devons œuvrer sérieusement à éliminer les entraves au commerce, à l'investissement et au libre jeu de la concurrence, que ce soit à nos frontières ou au-delà. Grâce à ses travaux sur des défis complexes comme celui des aides à l'exportation, l'OCDE joue un rôle crucial. Et si nous voulons réaliser pleinement le potentiel de l'ensemble de nos sociétés, nous devons aider davantage les femmes et les jeunes filles qui veulent apprendre, travailler ou créer leur entreprise ; c'est pourquoi je suis fier de soutenir l'Initiative de l'OCDE pour la parité.

Dans quelques minutes, nous allons également approuver la mise à jour des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Ces principes, élaborés en étroite collaboration avec les milieux d'affaires et les syndicats, fixent de nouvelles règles, plus strictes, sur le fonctionnement des entreprises, y compris un nouveau chapitre important sur les droits de l'homme.

Deuxièmement, le développement est depuis la création de l'OCDE au cœur même de sa mission – c'est le « D » de son sigle. Il est au centre de nos priorités et continuera de l'être dans les années à venir. Chaque année, le pays qui préside la réunion ministérielle met en avant un thème particulier. Et puisque les États-Unis cherchent à accorder davantage de place au développement dans leur politique étrangère, nous avons souhaité mettre en avant l'action que peut mener l'OCDE pour favoriser l'adoption de pratiques plus efficaces dans ce domaine. Tout d'abord, nous considérons

que l'aide au développement, si elle demeure essentielle, n'est pas à elle seule garante d'une croissance durable. Chaque pays doit être l'artisan de son propre développement. Et nous devons d'abord aider les pays à mobiliser leurs propres ressources pour créer de nouvelles perspectives.

Qu'attendons-nous de ces pays ? Nous attendons d'eux qu'ils luttent contre la corruption. Ils doivent faire preuve de transparence quant à leurs budgets et à leurs recettes. Et ils doivent recouvrer l'impôt de manière équitable, notamment auprès de leurs élites. Ils doivent mettre en place une réglementation propre à attirer et à protéger l'investissement. L'OCDE est là pour les aider lorsqu'ils le lui demandent. Après tout, elle constitue un gisement exceptionnel de connaissances depuis des décennies. Aujourd'hui, un nouveau groupe de pays a soif de ces connaissances. De l'Amérique du Sud à l'Asie du Sud-Est, en passant par l'Afrique, et désormais par le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, le moment est venu de tirer parti des forces de cette organisation pour générer une croissance porteuse de changement. Le nouveau Cadre pour une stratégie de l'OCDE pour le développement marque une étape décisive en ce sens. Je reviendrai plus longuement sur ces questions demain, mais je souhaitais profiter de la célébration de ce 50^e anniversaire pour en souligner l'importance.

Et troisièmement, nous ne pouvons pas nous contenter de relever notre niveau d'exigence ni d'harmoniser les règles du jeu économique pour les seuls pays de l'OCDE. L'économie mondialisée doit reposer sur un réseau mondial, et l'OCDE doit continuer de nouer des partenariats flexibles, variés, au service des normes que nous avons œuvré à établir. Nous avons déjà pu constater qu'en nous impliquant davantage, nous pouvions mettre en commun notre expérience et nos pratiques exemplaires. Dans le cadre de ses pourparlers d'adhésion, le Chili a créé une agence de protection de l'environnement. La Russie s'apprête à rejoindre le Groupe de travail sur la corruption, et nous espérons qu'elle adhèrera prochainement à la Convention de lutte contre la corruption. Et nous comptons travailler étroitement avec l'ensemble des membres

du Groupe de travail à une stricte mise en œuvre de la convention.

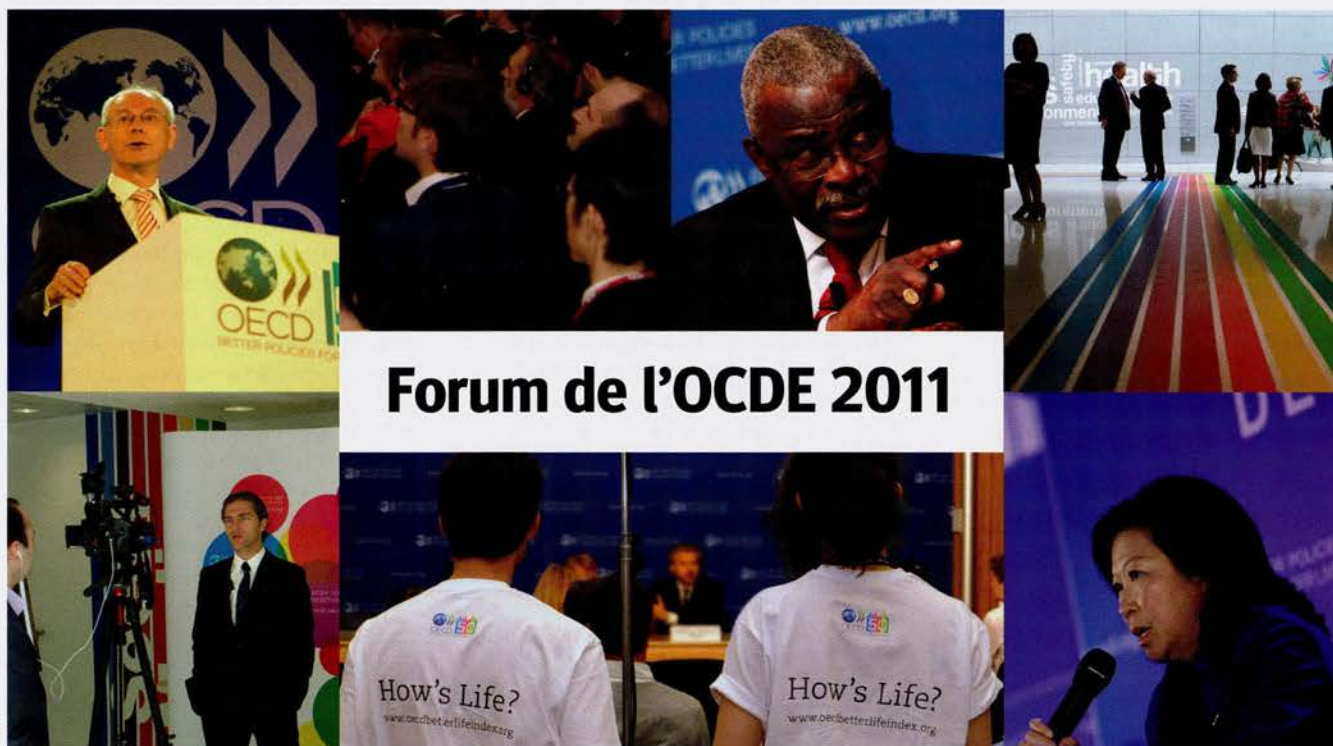
L'OCDE a également entrepris d'intensifier le dialogue noué avec le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud. Nous nous réjouissons des contributions apportées par le Brésil au Groupe de travail sur les crédits à l'exportation, ainsi que du rôle moteur joué par l'Afrique du Sud concernant la dette publique africaine. Nous devons poursuivre et même approfondir notre ouverture à l'égard des puissances émergentes dans cet esprit de partage des expériences et de coopération mutuellement bénéfique. Nous disposons de la souplesse requise pour dialoguer avec d'autres pays, tout en édictant de meilleures normes.

Si l'OCDE accentue sa coopération avec les pays émergents, elle doit aussi poursuivre ses travaux d'avant-garde sur les lignes directrices pluridisciplinaires concernant les entreprises détenues ou contrôlées par l'État. Nous reconnaissons que les pays font des choix différents quant à la part de l'économie devant rester aux mains de l'État. Cela étant, qu'elles soient détenues par des actionnaires ou par l'État, toutes les entreprises devraient concourir à armes égales, conformément aux principes de neutralité concurrentielle, et se contenter d'intervenir dans un contexte commercial et non sur la scène politique. J'ai bien conscience que cela ne se fera pas en un jour. Mais ces 50 années d'avancées progressives nous ont surtout enseigné que nous sommes capables de promouvoir la notion de concurrence juste. Et ce faisant, nous contribuons à l'ancrer dans tous les pays.

Il y a un demi-siècle, rien ne garantissait que les grandes économies du monde se rassembleraient autour d'une vision commune, or c'est exactement ce qui s'est produit. Rien ne garantissait non plus que des pays comme le Mexique, le Chili ou la Corée deviendraient des partenaires développés dynamiques, et c'est ce qu'ils sont aujourd'hui. Nous devons rester mus par ces mêmes valeurs et cette même ambition, et c'est pourquoi la nouvelle vision d'avenir revêt une telle importance.

Voir www.oecd.org/semaineocde

Des politiques meilleures pour une vie meilleure



Forum de l'OCDE 2011

Instantanés du Forum (de gauche à droite) : M. Herman Van Rompuy, Président du Conseil européen, à la session d'ouverture (voir ci-dessous) ; Un public nombreux et attentif ; M. Kanayo Nwanze, Président du Fonds international pour le développement agricole (IFAD) ; Étoffer son réseau ; Interview de M. Jorge Camil, de la société mexicaine ENOVA ; Lancement de l'indice « Vivre Mieux » ; Mari Pangestu, Ministre indonésienne du Commerce. Plus de photos et de vidéos sur www.oecdeforum.org

Incertitudes face à l'avenir, désir de trouver de nouvelles manières de gérer nos économies et de participer au débat sur la mise en œuvre de politiques meilleures pour une vie meilleure : tel était l'état d'esprit perceptible des participants au Forum de l'OCDE, les 24 et 25 mai derniers.

L'humeur était aussi à la célébration, plus de 2 000 personnes ayant assisté aux cérémonies du 50^e anniversaire de l'OCDE. Le Forum a rassemblé quelques-uns des grands penseurs et décideurs, réactifs et créatifs mondiaux, les chefs d'État et responsables politiques – également participants, pour la plupart, à la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres, les 25 et 26 mai (voir www.oecd.org/mcm2011) – se mêlant à des représentants des entreprises, des salariés et de la société civile pour démarrer en beauté une Semaine de l'OCDE historique.

Le Président du Conseil européen Herman Van Rompuy s'est joint au Secrétaire général de

l'OCDE Angel Gurría pour rappeler brièvement les réalisations de l'OCDE et exprimer sa confiance en l'avenir. Mais certains obstacles subsistent, et ils sont de taille : « Nous ne sommes pas encore au bout de nos peines », a ainsi déclaré M. Gurría, se demandant si la crise n'avait pas simplement « changé de visage ».

Ces remarques ont donné le ton aux débats qui se sont succédé au cours des deux jours suivants, enrichis d'échanges et de Fabriques-à-idées sur, entre autres, l'innovation, les nouvelles sources de croissance, l'emploi, l'environnement, la parité homme-femme, les politiques sociales, la confiance, la responsabilité des entreprises, le développement, les échanges. Des résumés brefs et percutants, des débats publics, ainsi que les listes des participants, des extraits vidéo et des photos sont disponibles sur www.oecd.org/forum2011.

Votre Indice « Vivre mieux »
L'un des temps forts du Forum du 50^e

anniversaire a été le lancement de l'indice « Vivre mieux », une base de données en ligne attrayante qui permet à tout un chacun de choisir les facteurs qu'il juge les plus importants pour mesurer son bien-être. Sur un site Internet simple et intuitif, des milliers de personnes ont pu tester les performances nationales en fonction de leurs préférences, et partager leurs points de vue et résultats avec d'autres internautes, par l'intermédiaire des réseaux sociaux notamment. Cette importante initiative de l'OCDE s'inscrit dans un projet inédit qui va au-delà de la mesure de la seule production économique, comme le fait le PIB, et associe le public à la mise au point d'indicateurs du bien-être. L'indice « Vivre mieux » a rencontré un tel succès lors de son lancement que le serveur qui l'hébergeait a été brièvement saturé. Depuis, près d'un demi-million de personnes ont visité le site Internet et quelque 20 000 indices ont été partagés.

Voir la rubrique Banque de données, page 56, et www.oecdbetterlifeindex.org

Discours récents d'Angel Gurría



Osman Orsa/Reuters

Pour la liste complète des discours et allocutions en français, anglais et autres langues, voir www.oecd.org/discours

Lancement des *Perspectives des migrations internationales 2011*

12 juillet 2011

Discours prononcé à l'occasion du lancement de cette publication annuelle, Bruxelles, Belgique.

Better policies for an inclusive and green world economy

6 juillet 2011

Remarques prononcées au congrès « New Directions in welfare ».

Policy strategies for growth, competitiveness and employment in Europe

29 juin 2011

Remarques prononcées au Conseil économique et social, La Haye, Pays-Bas.

Internet Economy: Generating Innovation and Growth

28 juin 2011

Remarques prononcées lors de la Réunion de haut niveau de l'OCDE sur l'économie Internet.

The fight against foreign bribery: New laws, new challenges, new trends

24 juin 2011

Remarques prononcées à l'occasion du lancement du Cadre pour la croissance et la cohésion sociale, Séoul, Corée.

Going social: A framework for growth and social cohesion in Korea

21 juin 2011

Remarques prononcées lors du lancement du Cadre pour la croissance et pour la cohésion

sociale en Corée, Séoul, Corée.

Korea and the OECD: Towards new partnership and leadership

21 juin 2011

Discours d'ouverture de la célébration OCDE-Corée, Séoul, Corée.

Green growth for an inclusive world economy

20 juin 2011

Remarques prononcées lors du Sommet mondial de la croissance verte, Séoul, Corée.

OECD-FAO Agricultural Outlook 2011-2020

17 juin 2011

Discours d'ouverture prononcé lors de la conférence de presse.

Adapting tax systems and international tax rules to the new global environment: A shared challenge for India and the OECD

13-14 juin 2011

Remarques prononcées lors du séminaire de haut niveau sur la fiscalité. New Delhi, Inde.

OECD Economic Survey of India

14 juin 2011

Remarques prononcées lors de la conférence de presse, New Delhi, Inde.

The food crisis: Beyond agriculture

7 juin 2011

Remarques prononcées lors du Forum économique international des Amériques, Montréal, Québec, Canada.

Professional mobility and migrants integration

7 juin 2011

Remarques prononcées lors du Forum économique international des Amériques, Montréal, Québec, Canada.

A fragile recovery

6 juin 2011

Remarques prononcées lors du Forum économique international des Amériques, Montréal, Québec, Canada.

Going for growth in Canada: Key challenges and how the OECD can help

3 juin 2011

Remarques prononcées lors de la conférence du Forum des politiques publiques, Ottawa, Canada.

Canada and the OECD: 50 years of converging interests

2 juin 2011

Remarques prononcées lors de la conférence

du Forum des politiques publiques, Ottawa, Canada.

Annual Bank Conference on Development Economics (ABCDE)

30 mai 2011

Discours de bienvenue prononcé au siège de l'OCDE, Paris, France.

A new paradigm for development

26 mai 2011

Remarques prononcées lors de la Réunion du Conseil au niveau des ministres 2011 dans le cadre du 50^e anniversaire de l'OCDE, Paris, France.

Green and growth go together

25 mai 2011

Remarques prononcées à la 3^e session de la Réunion du Conseil au niveau des ministres 2011.

Presentation of the Secretary General's Strategic Orientations

25 mai 2011

Remarques prononcées lors de la Réunion du Conseil au niveau des ministres 2011.

Presentation of the Economic Outlook No. 89

25 mai 2011

Remarques prononcées lors de la présentation des *Perspectives économiques de l'OCDE*.

Exiting from the crisis: Towards a model of more equitable and sustainable growth

24 mai 2011

Remarques prononcées au Forum du 50^e anniversaire de l'OCDE 2011, siège de l'OCDE, Paris.

Better Policies for Better Lives

24 mai 2011

Remarques prononcées au Forum du 50^e anniversaire de l'OCDE 2011, siège de l'OCDE, Paris.

Your Better Life Index

24 mai 2011

Remarques prononcées au Forum de l'OCDE 2011, session sur la mesure du progrès.

Ensemble contre la corruption : Entreprises et pouvoirs publics du G20

28 avril 2011

Allocution faite lors de la conférence G20-OCDE sur la lutte contre la corruption.

Programme des conférences

Veillez noter que la plupart des réunions ne sont pas ouvertes au public ni aux médias mais sont mentionnées pour information. Sauf indication contraire, toutes les réunions se tiennent à Paris. Une liste plus complète et mise à jour chaque semaine est disponible sur www.oecd.org/media/enbref

JUILLET		AOÛT		14-15	
8	Les stratégies locales et régionales pour relancer le développement économique et l'emploi, conférence ouverte à la presse et organisée par le Centre OCDE-LEED de Trente. Trente, Italie.	22-26	Sommet mondial Écocité - Montréal 2011. Montréal, Canada.	Réunion du G20 des ministres des Finances et des gouverneurs de Banque centrale avec le Secrétaire général. Paris, France.	
11	Lancement de l'Étude économique de l'Autriche et célébration du 50 ^e anniversaire de l'OCDE, avec la participation du Secrétaire général. Vienne, Autriche.	25	Colloque économique de la Réserve fédérale de Kansas City, avec le Secrétaire général de l'OCDE, Jackson Hole, Wyoming, États-Unis.	17-20 Forum international de l'économie sociale et solidaire (FISS), organisé par le Programme LEED de l'OCDE en coopération avec le Chantier de l'économie sociale du Québec. Montréal, Québec, Canada.	
11-12	« Building an Effective and Transparent Public Sector in Latin America », conférence organisée par l'OCDE et le ministère mexicain de l'Administration publique. Mexico, Mexique.	31	Lancement des Statistiques des échanges internationaux et de la balance des paiements.	23-26 Sommet Mondial de la Santé. Berlin, Allemagne.	
11-12	Partage des connaissances pour le développement : un inventaire des meilleures pratiques, atelier organisé par le Centre pour le développement international KDI et le centre de Développement de l'OCDE.	SEPTEMBRE		25-26 Forum mondial de l'OCDE sur l'environnement : Réussir la réforme de l'eau.	
12	Lancement des Perspectives des migrations internationales 2011, Bruxelles, Belgique.	1-3	« Innovation for inclusive growth », conférence organisée par l'OCDE, la Banque du Brésil et l'ADBI. Brésil.	NOVEMBRE	
12	Lancement de l'Étude économique de l'OCDE : Belgique 2011, avec le Secrétaire général et le Premier ministre de la Belgique, M. Yves Leterme. Bruxelles, Belgique.	12-13	Forum mondial sur l'économie du savoir, organisé par la direction de la Science, de la technologie et de l'industrie.	2-4 Sommet mondial sur les retraites, avec la participation de l'OCDE. Amsterdam, Pays-Bas.	
18-19	Lancement du Panorama de l'aide pour le commerce 2011 : Montrer les résultats, dans le cadre du 50 ^e anniversaire de l'OCDE. Ouvert aux médias. Avec le Secrétaire général de l'OCDE. Genève, Suisse.	13	Lancement des Regards sur l'éducation 2011 : Panorama et des Regards sur l'éducation 2011 : Les indicateurs de l'OCDE.	3-4 Sommet du G20. Cannes, France.	
18-28	École internationale d'été pour la coopération et le développement local. Deuxième édition de l'École d'été sur le thème « Community and local development: Fostering social cohesion and sustainability ». Trente, Italie.	24-26	Les Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, avec le Secrétaire général de l'OCDE, Washington D.C., États-Unis.	22 Lancement des Perspectives économiques de l'OCDE n° 90.	
		OCTOBRE		29/11-	
		12-13	« Mesurer le haut débit pour comprendre son lien avec la productivité, l'innovation, et l'entrepreneuriat », atelier de l'OCDE co-présidé et organisé par les États-Unis, la commission fédérale des Communications et le ministère du Commerce, Washington DC, États-Unis.	1/12 4 ^e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, organisé par la direction la Coopération pour le développement, afin de passer en revue les objectifs et engagements de 2010 de la Déclaration de Paris et du Programme d'Action Accra. Ouvert aux médias. Busan, Corée.	
		13-14	« Building quality jobs in the recovery », conférence organisée par le Programme LEED de l'OCDE en coopération avec le département de l'Environnement, de la Communauté, du Gouvernement local d'Irlande et du POBA. Dublin, Irlande.	DÉCEMBRE	
				9/12 CdP 17 de la Convention-cadre sur les changements climatiques. Durban, Afrique du Sud.	

Frankie.org par Stik



Dossier spécial



- 26 **La stratégie économique d'Israël**
Entretien avec Yuval Steinitz, ministre des Finances d'Israël
-
- 27 **Profil de l'économie israélienne**
-
- 30 **Podium : Le secteur bancaire**
L'Association des Banques en Israël
-
- 33 **Le pays des start-ups**
-
- 36 **Podium : Notes sur la fiscalité de l'investissement**
Harel Locker, avocat fiscaliste associé, et Margalit Apelbaum, avocate fiscaliste, Cabinet S. Friedman & Co.
-
- 38 **Immigration et emploi : un défi complexe**
-
- 41 **Faire fructifier la manne touristique**
Mediaside

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international. Ce dossier spécial a été préparé en partenariat avec Mediaside SARL (www.mediaside.biz).

Les opinions exprimés dans les articles, y compris dans les articles sponsorisés (« Podiums »), sont celles de leurs auteurs.

Nous les publions pour information et discussion, et elles ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'OCDE ou de ses pays membres.



La stratégie économique d'Israël,
par Yuval Steinitz, page 26



Le pays des start-ups, page 33



Capital humain, page 38

La stratégie économique d'Israël



OCDE

Entretien avec **Yuval Steinitz**, Ministre des Finances d'Israël

Il y a un an, à la réunion 2010 du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres, Israël a été formellement invité à devenir membre de l'OCDE, au terme de trois ans de négociations d'adhésion. Peu après, en septembre 2010, Israël est officiellement devenu le 33^e pays membre de l'organisation. L'Observateur de l'OCDE a recueilli le point de vue du ministre israélien des Finances, Yuval Steinitz, sur les défis économiques de son pays.

L'Observateur de l'OCDE : Quels sont les grands défis économiques actuels pour Israël ?

Yuval Steinitz : Nos principaux défis sont l'intensification de la concurrence pour nos exportations, les performances insuffisantes de notre système éducatif et les inégalités de revenus, relativement fortes. Dans notre budget 2011-2012, nous nous efforçons d'améliorer l'éducation, la santé et la protection sociale. En outre, ce budget vise à favoriser le secteur des hautes technologies, à renforcer la croissance et à améliorer l'intégration des Juifs ultra-orthodoxes (les Haredim) et des Arabes Israéliens à la population active. Les dépenses publiques devraient augmenter de 2,6 % en 2011 ainsi qu'en 2012, du fait des nouvelles règles budgétaires.

Quelles sont vos priorités stratégiques ?

Nous continuons de mettre l'accent sur les mesures favorisant une croissance économique vigoureuse, une progression du taux d'activité, une amélioration du système

éducatif et une réduction des écarts de revenus entre le centre du pays et les régions périphériques. En outre, nous élaborons actuellement une stratégie budgétaire à long terme autour de plusieurs axes :

- L'éducation, qui sera le moteur de notre croissance à long terme ;
- L'encouragement des ultra-orthodoxes et des Arabes Israéliens à intégrer davantage le marché du travail, en les aidant à acquérir compétences et opportunités d'emploi ;
- La stimulation de l'esprit d'entreprise en réduisant les lourdeurs administratives et en rationalisant la réglementation ;
- L'investissement de plusieurs milliards de shekels dans les infrastructures de transport, y compris les routes et les chemins de fer, avec le souci particulier de relier la Galilée au Néguev.

En quoi adhérer à l'OCDE était important pour Israël et qu'est-ce que cette adhésion peut lui apporter ?

Notre adhésion à l'OCDE a déjà engendré des progrès économiques et amélioré l'image économique de notre pays. Cela a aussi été bénéfique au fonctionnement de plusieurs secteurs de la société et de l'économie israéliennes – notamment l'environnement, l'éducation et l'emploi. Notre modernisation et nos progrès constants s'inscrivent dans notre engagement à participer aux examens par les pairs de l'OCDE, ainsi qu'à aligner notre politique de réglementation sur les normes de l'organisation.

Le processus d'adhésion à l'OCDE nous a déjà encouragés à adopter diverses normes et réformes. Nous prenons appui sur l'expérience des pays membres lorsque nous formulons nos politiques et lorsque nous les appliquons, en matière environnementale, par exemple. Le fait d'être membre de l'OCDE est un facteur d'amélioration continue de l'efficacité des pouvoirs publics, notamment grâce aux rapports annuels, aux examens par les pairs et aux riches compétences de l'organisation. Nous entendons tirer pleinement profit de ce que l'OCDE a à nous offrir. L'OCDE est aussi un forum unique en son genre, où nous

pouvons étudier nos expériences et pratiques exemplaires respectives et trouver des solutions à des problèmes communs.

L'OCDE célèbre cette année son 50^e anniversaire. Selon vous, que peut apporter Israël à l'organisation dans les années qui viennent ?

Israël partage avec les autres pays membres les valeurs fondamentales d'une économie de marché ouverte et du pluralisme démocratique. Notre pays compte le plus grand nombre de scientifiques, d'ingénieurs et de *start-up* technologiques par habitant, et connaît les plus fortes dépenses de R-D par habitant. Grâce à ses réalisations dans les technologies de l'information, la gestion de l'eau, la biotechnologie industrielle et l'agriculture fondée sur la connaissance, Israël peut contribuer à rehausser le niveau de vie par l'innovation. Nous croyons aussi que les autres pays de l'OCDE peuvent s'inspirer de nos mécanismes budgétaires modernes et novateurs – y compris notre nouveau modèle de budget biennal. Nous espérons aussi contribuer activement aux groupes de travail de l'OCDE sur une variété de sujets.

De manière plus générale, quels sont pour vous les grands enjeux économiques mondiaux ?

À court terme, les risques de détérioration de la situation restent préoccupants, en particulier concernant les finances publiques à l'échelle mondiale, l'incertitude liée à un abandon prématuré des politiques budgétaires et monétaires expansionnistes et, enfin, la possibilité d'une accélération de l'inflation et d'un renchérissement des produits de base. Par ailleurs, nous surveillons étroitement les tensions encore présentes dans le secteur financier ainsi que les déséquilibres de l'économie mondiale.

Pour en savoir plus sur l'invitation d'adhésion d'Israël à l'OCDE, voir www.oecd.org/mcm2010-fr et www.oecd.org/adhesion

Voir www.finance.gov.il

Profil de l'économie israélienne

À bien des égards, l'histoire brève mais mouvementée d'Israël a débouché sur une conjonction de circonstances économiques, sociales, démographiques et politiques unique parmi les autres pays de l'OCDE. Quelques-unes de ces caractéristiques sont présentées ici ; elles sont examinées plus en détail dans la première *Étude économique* de l'OCDE sur Israël, publiée en 2010.

Prenons par exemple les réformes favorisant les mécanismes du marché depuis le milieu des années 80. Les premières décennies de gestion économique d'Israël ont été marquées par une approche corporatiste, caractérisée par une présence étatique forte dans l'économie, des syndicats puissants et de fortes restrictions aux échanges. L'énergie et les télécommunications étaient entièrement aux mains d'entreprises publiques, et l'État détenait des participations conséquentes et exerçait une influence prononcée dans de nombreux autres secteurs. Bien que le pouvoir des syndicats ait sensiblement diminué depuis le milieu des années 80, il reste considérable. Ces dernières années, les représentants des syndicats et des employeurs ont de plus en plus fait front commun sur les questions de politique publique.

La politique macroéconomique a atteint un tournant en 1985, avec l'adoption d'un vigoureux « Programme de stabilisation », destiné à lutter contre l'hyperinflation et à ramener le ratio dette/PIB sur une trajectoire descendante. Les mesures de lutte contre l'inflation ont été particulièrement efficaces et ont été suivies d'un ciblage de l'inflation au début des années 90. De fait, l'inflation annuelle s'est maintenue largement en dessous de 5 % depuis la fin des années 90. Cette même décennie a également été marquée par de vastes réformes structurelles. Comme dans de nombreux pays de l'OCDE, les autorités ont notamment procédé à des privatisations et réformé la réglementation pour promouvoir la concurrence.

Au-delà de ce changement de cap spectaculaire, l'économie israélienne a connu plus de chocs (positifs et négatifs) que celles des autres pays, même pendant la période

relativement stable qui a suivi les années 80. L'immigration massive issue de l'ex-Union soviétique au début des années 90, la bulle Internet, la deuxième Intifada débutée à l'automne 2000 et la récente récession mondiale ont toutes eu des effets considérables sur les cycles de la production et de l'emploi.

L'influence substantielle de la bulle Internet des années 90 sur l'économie israélienne illustre le rôle prépondérant joué par les technologies de pointe dans la croissance, suscitant un intérêt considérable à l'étranger. C'est en partie le résultat de la politique d'innovation, qui comporte notamment un système d'attribution d'aides à la R-D par concours et offre un soutien

L'instauration d'un environnement propice à une amélioration des performances économiques pour tous doit rester un objectif central des politiques macro et microéconomiques

supplémentaire aux sociétés établies dans des parcs d'entreprises spéciaux (pépinières d'entreprises). Parmi les autres facteurs ayant contribué au profil impressionnant d'Israël dans la haute technologie et la R-D, on retiendra son secteur de la défense relativement important, la formation des appelés à l'utilisation de technologies complexes pendant le service militaire, son vaste vivier de chercheurs au sein de la diaspora juive et les compétences techniques et scientifiques apportées par la vague d'immigrants du début des années 90. Outre le secteur de la défense, les principaux secteurs de pointe sont la fabrication de composants informatiques, le génie logiciel, les technologies médicales et les produits pharmaceutiques. Ainsi, le premier fabricant mondial de médicaments génériques, Teva, a son siège en Israël.

En dehors des secteurs de haute technologie, l'industrie diamantaire israélienne joue un rôle important au niveau mondial, même si ce secteur ne représente qu'une faible part de l'économie. L'agriculture ne représente aujourd'hui qu'environ 2 % du PIB, mais l'expérience connexe acquise en matière de

gestion de ressources hydriques rares est devenue un autre domaine de spécialisation technologique.

Depuis un certain temps, des politiques favorables aux entreprises ont été menées pour attirer les investisseurs en Israël et les y retenir. Le pays présente toutefois des inconvénients directs pour certains d'entre eux : il est plus éloigné des principaux marchés que d'autres pays, et le contexte politique régional peut s'avérer dissuasif. Maintenir une réputation d'excellence dans les domaines des industries de pointe et de la recherche reste également difficile du fait de la mobilité internationale de ces activités.

Des coûts de sécurité substantiels

Si les ressources substantielles affectées à l'armée et aux services de sécurité ont des retombées positives sur le développement économique civil, elles représentent cependant un coût considérable. Les dépenses publiques de personnel et d'équipement consacrées à la défense sont aujourd'hui nettement inférieures aux pics atteints précédemment, mais elles demeurent relativement élevées, atteignant environ 8 % du PIB, dont 1,5 point de PIB issu de l'aide militaire américaine. Le budget de défense d'Israël représente malgré tout une lourde charge et affecte les ressources humaines.

Le service militaire obligatoire (trois ans pour les hommes, deux ans pour les femmes, suivis d'obligations de service de réserve) a des répercussions sur l'enseignement et le marché du travail, tout en accentuant les divisions sociales. Les Juifs ultra-orthodoxes et les Arabes israéliens en sont en effet exemptés, ce qui les favorise, mais les prive aussi d'une série d'avantages et d'aides. Cette exclusion explique en partie un taux d'activité et des salaires moindres.

En outre, il ne fait guère de doute qu'une plus forte proportion des ressources est consacrée aux dispositifs de sécurité civile en Israël que dans la plupart des pays de l'OCDE. Les contrôles à l'entrée des bâtiments officiels sont très stricts ; on trouve fréquemment des agents de sécurité privés dans les réseaux de transport, les bureaux, les commerces, les restaurants et les bars ; et les lieux plus

vastes sont souvent équipés de dispositifs de détection similaires à ceux des aéroports. L'histoire d'Israël et les caractéristiques géopolitiques de la région influent sur plusieurs aspects de l'économie. Certains évoquent une « économie insulaire ». Bien que les flux d'échanges et d'investissement entre Israël et le reste du monde soient considérables, ils sont relativement modestes avec les économies voisines du Moyen-Orient, et les mouvements transfrontaliers de main-d'œuvre sont également limités. Cela a élargi l'accès aux travailleurs temporaires de régions plus lointaines (comme les Philippines ou la Thaïlande), qui représentent aujourd'hui environ trois quarts de la main-d'œuvre

non-israélienne. Les liens économiques, en particulier avec les États-Unis et l'Europe, vont au-delà du commerce et de l'investissement. Israël affiche un ample excédent des transferts courants, incluant non seulement les transactions entre administrations publiques (notamment au titre de l'aide militaire des États-Unis) mais aussi les transferts entre ménages (y compris les envois de fonds) et les transferts aux ONG qui soutiennent un large éventail de groupes et de causes. Ces transferts courants représentent 2 % du PIB, ce qui est élevé pour un pays de l'OCDE.

Ces influences positives et négatives ont contribué à une croissance moyenne d'environ

4 % par an depuis 1996, soit la sixième meilleure performance de la zone OCDE. Cette expansion a cependant été accélérée par un accroissement démographique relativement rapide. Sur la même période, le PIB par

L'absence de grave défaillance du secteur financier national a permis d'atténuer la récente récession et de connaître une reprise relativement rapide

habitant n'a crû que de 1,7 %. À parité de pouvoir d'achat (PPA), le PIB par habitant, de 27 661 dollars en 2009, représentait 80 % de la moyenne OCDE (33 575 dollars), nettement en-deçà des pays de l'OCDE les mieux classés. De plus, Israël souffre de niveaux de pauvreté élevés pour une économie développée, en particuliers chez les Arabes israéliens et les Juifs ultra-orthodoxes. L'instauration d'un environnement propice à une amélioration des performances économiques pour tous doit rester un objectif central des politiques macro et microéconomiques.

À bien des égards, l'économie est déjà engagée sur cette voie. L'absence de grave défaillance du secteur financier national a permis d'atténuer la récente récession et de connaître une reprise relativement rapide. La découverte de nouveaux gisements de gaz naturel *offshore* va permettre de réduire la dépendance à l'énergie importée et de favoriser un mix énergétique plus propre. Les recettes ainsi générées devraient renforcer les finances publiques, certes plus saines que dans beaucoup des pays de l'OCDE mais restant néanmoins à améliorer. Le ratio de la dette publique au PIB s'élevait à 75 % en 2010, un niveau inférieur à de nombreux pays de l'OCDE mais néanmoins excessif.

D'importants défis macroéconomiques subsistent toutefois. Les autorités monétaires œuvrent dans un contexte difficile, où l'explosion des prix immobiliers et les performances économiques globales ont favorisé une normalisation précoce du taux directeur. Celle-ci a entraîné une appréciation du taux de change, ce qui pourrait nuire à la rentabilité des exportations.

Israël : Perspectives économiques

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Prix courants (milliards de NIS)		Variation en % en volume (prix de 2005)			
PIB aux prix du marché	690,1	4,2	0,8	4,7	5,4	4,7
Consommation privée	389,6	3,0	1,7	5,1	4,9	4,5
Consommation publique	171,3	2,4	1,9	2,1	3,3	1,5
Formation brute de capital fixe	130,5	4,1	-6,5	12,6	13,3	7,2
Demande intérieure finale	691,4	3,0	0,3	5,7	6,0	4,3
Variation des stocks ¹	7,7	-0,4	-0,6	-1,1	-0,7	0,0
Demande intérieure totale	699,0	2,6	-0,4	4,5	5,4	4,5
Exportations de biens et services	292,9	5,9	-11,7	13,6	7,1	8,7
Importations de biens et services	301,8	2,3	-14,1	12,6	8,1	8,1
Exportations nettes ¹	-8,9	1,5	1,1	0,6	-0,2	0,2

Pour mémoire

Déflateur du PIB	-	0,9	5,0	1,1	1,4	2,5
Indice des prix à la consommation	-	4,6	3,3	2,7	3,7	3,4
Déflateur de la consommation privée	-	4,8	2,4	2,9	3,6	3,4
Taux de chômage	-	6,1	7,6	6,6	6,2	5,7
Solde de l'administration publique ^{2,3}	-	-3,7	-6,4	-5,0	-3,7	-2,9
Balance des opérations courantes ²	-	0,9	3,6	3,1	1,2	1,0

Note : Dernière mise à jour : 20 mai 2011. Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle.

Voir *Perspectives économiques de l'OCDE : Sources et méthodes*, (www.oecd.org/eco/sources-and-methods).

¹Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente) ; montant effectif pour la première colonne.

²En pourcentage du PIB.

³À l'exclusion des profits de la Banque d'Israël et des coûts implicites des obligations d'État indexées sur l'IPC.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE n° 89*.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

La politique budgétaire devra également faire l'objet d'arbitrages difficiles. S'il faut réduire la dette, les objectifs publics dans certains domaines, celui de la politique sociale en particulier, impliquent des dépenses supplémentaires, alors que la hausse des recettes est comprimée par des réductions de l'impôt sur les sociétés et sur le revenu, suite à un vaste programme de stimulation des entreprises.

Du côté des politiques structurelles, d'importants efforts restent à faire contre la pauvreté. Cependant, certaines mesures en cours pourraient avoir un impact positif. Les réformes de l'éducation, notamment, progressent assez rapidement sur certains fronts. Les enseignants du secondaire, par exemple, voient leur salaire augmenter en échange d'heures supplémentaires données à de petits groupes d'élèves.

Concernant les entreprises, les baisses d'impôt sur les sociétés qui se poursuivent s'accompagnent d'une simplification des procédures d'aménagement urbain et d'allègement des contraintes administratives pour les entreprises. Mais beaucoup reste à faire, particulièrement en matière de concurrence. Selon une étude, 30 % de la valeur de marché des sociétés israéliennes sont entre les mains des 20 plus grandes holdings familiales du pays, ce qui est élevé par rapport à d'autres pays. Les préoccupations de la population à ce sujet ont poussé le gouvernement à réunir une commission spéciale, qui rendra ses conclusions dans les prochains mois.

Pour plus d'informations, contactez Philip Hemmings, du département des Affaires économiques.

Références

OCDE (2010), *Études économiques : Israël*, janvier.

OCDE (2011), *Perspectives économiques*, n° 89, mai. Voir www.oecd.org/Israel/fr

Commandez dès maintenant sur www.oecd.org/librairie

OECD Review of Agricultural Policies: Israel



ISBN 978-92-64-07934-2
(disponible en anglais uniquement)

L'agriculture israélienne est un cas unique parmi celles des pays développés, dans la mesure où la quasi-totalité des ressources foncières et hydriques appartient à l'État, et où la production est assurée en majeure partie par des coopératives. Israël est un pionnier mondial en matière de technologie agricole, notamment dans la culture en terre aride. L'agriculture israélienne repose donc sur un avantage comparatif « induit » plutôt que naturel, fondé sur la connaissance et le progrès technologique. Israël a progressé dans la suppression des politiques porteuses de distorsions commerciales et dans l'affectation des ressources, et son soutien à l'agriculture est inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE. Ce rapport paru en 2010 évalue l'importance des aides apportées à l'agriculture israélienne et l'efficacité des politiques agricoles actuelles.

Le rapport est en partie consacré à l'examen des performances agricoles au regard des ressources en eau, de la pollution, des sols, de la biodiversité, des émissions et du changement climatique. Les succès futurs de l'agriculture israélienne, ainsi que les gains ultérieurs de productivité, reposeront sur sa capacité à mettre en place un système efficace de recherche, de développement et de transferts de technologie.

Corporate Governance in Israel



ISBN 978-92-64-09750-6
(disponible en anglais uniquement)

Au cours de la dernière décennie, Israël a considérablement amélioré son cadre de gouvernance d'entreprise, notamment en adoptant en 2000 une « Loi sur les entreprises » (2000 Companies Law), puis en retouchant son architecture juridique à plusieurs niveaux. Le pays continue à encourager l'efficacité économique et la concurrence équitable entre entreprises publiques et privées.

L'ouvrage décrit le cadre de la gouvernance d'entreprise, incluant la concentration de la structure et de la propriété des entreprises cotées en bourse et la structure et le fonctionnement du secteur public.

L'ouvrage se penche également sur le cadre juridique et réglementaire, ainsi que sur les pratiques des entreprises afin d'évaluer dans quelle mesure les recommandations des Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE et celles des Lignes directrices de l'OCDE sur le gouvernement d'entreprise des entreprises publiques ont été appliquées.



Le secteur bancaire

En Israël, les banques ont joué un rôle déterminant pour positionner le pays comme une économie développée et moderne, attractive pour les investisseurs internationaux.

Comme le précisait le rapport de janvier 2011 du Fonds monétaire international consacré à Israël : « Les banques ont bien résisté à la crise mondiale et ont continué à se renforcer ». Le rapport poursuit : « Les indicateurs de stabilité financière portent à croire que le système bancaire a gagné en solidité au cours de l'année écoulée. Les ratios d'adéquation des fonds propres, dont le noyau dur du capital par rapport aux actifs pondérés en fonction des risques, ont augmenté pour la plupart des banques, tandis que les ratios de créances douteuses et de prêts non productifs ont diminué. Les indicateurs du risque de crédit semblent aussi bien orientés. Si l'endettement des ménages s'est quelque peu accru ces dernières années, il est néanmoins globalement faible. En outre, la quotité des prêts hypothécaires est peu élevée par rapport aux autres pays. Les banques conservent des liquidités abondantes et leur exposition aux risques interbancaire et de change direct est limitée ».

Par comparaison avec les pays développés, la crise financière internationale a eu un impact modéré sur l'économie israélienne. Pour l'essentiel, les effets de cette crise ont été ressentis au dernier trimestre 2008 et au premier trimestre 2009. Les trimestres suivants ont vu la situation évoluer en Israël avec l'apparition d'une tendance positive. Celle-ci s'est poursuivie en 2010, malgré un léger ralentissement de la croissance durant les derniers mois de l'année, imputable à un recul des exportations. À plus long terme, l'économie israélienne est sur la voie d'une croissance équilibrée. Les principaux risques potentiels tiennent à un scénario de dégradation de l'économie mondiale, qui se répercuterait inévitablement sur Israël. En revanche, dans les scénarios

excluant une crise de ce type, les économistes tablent sur une croissance de l'économie israélienne de 4,2 % en 2011.

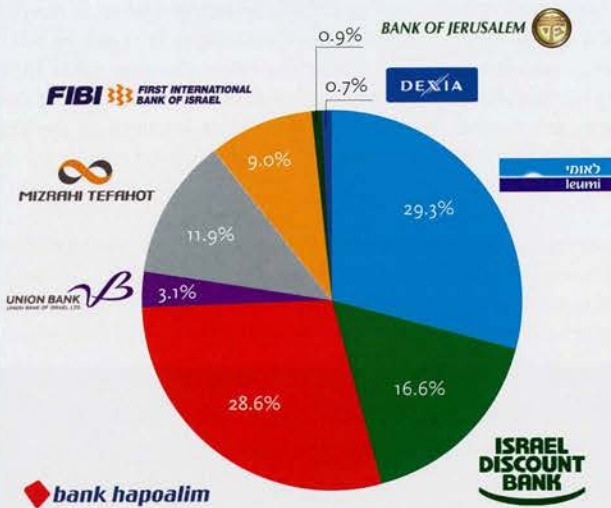
En mai 2010, Israël a été invité à rejoindre l'OCDE. L'Association des Banques en Israël considère cette invitation comme un gage de reconnaissance des résultats obtenus par Israël, de son dynamisme économique et de sa capacité à apporter sa pierre à l'organisation et à l'économie mondiale. Selon les économistes locaux, l'adhésion d'Israël

Le secteur bancaire israélien englobe 19 banques commerciales. La plupart des établissements appartiennent à cinq groupes bancaires.

à l'OCDE stimulera la société et l'économie du pays et sera vecteur de progrès dans des domaines comme l'environnement, l'éducation, l'emploi, et bien d'autres encore.

Le secteur bancaire israélien a très bien résisté à la récente crise financière. La stratégie de financement mise en œuvre par les banques israéliennes repose principalement sur les dépôts des particuliers plutôt que sur le marché financier. En d'autres termes, contrairement aux banques du reste du monde, qui étaient tributaires du marché financier et des instruments de titrisation pour financer leurs opérations, les banques israéliennes disposaient de sources de financement plus stables à l'approche de la crise. Par conséquent, les investissements du secteur bancaire israélien dans des actifs risqués à l'étranger représentaient un volume négligeable par rapport au volume total des actifs des banques. Ces dernières n'ont d'ailleurs pas été pénalisées par les divers

Ventilation du système bancaire israélien en fonction du volume des actifs*, 31 décembre 2009



*Le diagramme n'inclut pas les banques étrangères

actifs toxiques. Dans l'ensemble, les mesures prises par les banques ont renforcé la solidité financière du système et la confiance dans les banques de l'opinion publique israélienne comme des établissements financiers internationaux.

Le contexte macroéconomique relativement favorable, ainsi que le comportement prudent et responsable des banques en Israël au fil des années, ont permis à celles-ci de se remettre rapidement des effets directs de la contraction de l'activité. De fait, contrairement aux secteurs bancaires à travers le monde, qui ont fait l'objet de fusions et acquisitions et d'autres changements structurels, la crise mondiale n'a pas altéré la solidité des banques israéliennes ni modifié leur structure.

Le secteur bancaire israélien englobe 19 banques commerciales. La plupart des établissements appartiennent à cinq groupes bancaires : Leumi, Hapoalim, Discount, Mizrahi-Tefahot et FIBI. À côté de ces groupes coexistent trois banques indépendantes (Union Bank, Bank of Jerusalem et Dexia) et quatre succursales de banques étrangères (HSBC, Citibank, BNP Paribas et State Bank of India). Les opérations des banques étrangères possédant des agences en Israël sont relativement limitées puisqu'elles représentent moins de 2 % des actifs du système bancaire. Ces établissements n'opèrent pas dans le secteur de la banque de dépôt : ils privilégient essentiellement les services bancaires aux entreprises, la gestion de patrimoine et la banque d'investissement.

Israël compte plus de 1 100 succursales bancaires. Ces dernières années, la principale tendance dans le secteur de la banque de réseau a été l'ouverture d'agences de taille plus modeste et spécialisées, par exemple dans la banque de dépôt, la gestion de patrimoine, les services bancaires aux entreprises, etc. Les nouvelles succursales créées sur ce modèle s'appuient sur des technologies de libre-service de pointe, qui améliorent l'efficacité du service et permettent aux banques de récupérer leur investissement dans de nouvelles agences dans un délai plus court.

Leaders en financement des entreprises

Les banques jouent un rôle déterminant pour accompagner la croissance du secteur des entreprises en Israël. Ces dernières années, les banques commerciales se sont considérablement investies dans les secteurs des entreprises et commercial et sont devenues des acteurs de premier plan du financement des entreprises. Les divisions des banques proposent des services aux grandes sociétés de l'économie israélienne ainsi qu'aux entreprises de taille moyenne. Elles offrent aussi des services aux petites structures via des départements spécialisés au sein de leurs agences. Les banques mettent à la disposition de leurs clients des experts en matière d'investissement, de commerce extérieur, de financement de projets, de titrisation et de constitution de consortiums. En outre, elles leur permettent de bénéficier des conseils de professionnels comme des juristes, des comptables et des experts-estimateurs.

La concurrence se durcit entre les banques concernant le pilotage du financement des transactions dans l'économie israélienne, les banques étrangères en Israël étant également dans la course. Bien souvent, les transactions importantes sont financées au moyen d'un partage des risques (constitution d'un consortium) entre plusieurs banques et des entités non bancaires.

La crise, en particulier le dernier trimestre 2008 et le premier trimestre 2009, a eu valeur de test pour les banques. D'une part, cette rude épreuve a fait apparaître que, contrairement à certains segments du marché non bancaire qui n'avaient pas pris de mesures de contrôle adaptées, les banques ont appliqué une politique de gestion du risque de crédit particulièrement responsable au fil des années. D'autre part, compte tenu du resserrement du crédit au début de la crise, les banques ont dû se montrer extrêmement attentives à l'évolution du secteur des entreprises et l'aider à sortir de la récession dans la mesure du possible.

Finalement, la volonté des banques de poursuivre l'accompagnement du secteur des entreprises pendant cette période délicate s'est révélée légitime. Elle a contribué à enclencher le redressement de l'économie israélienne, qui a rapidement renoué avec une trajectoire de croissance.

Sophistication technologique

Ces dernières années, le secteur bancaire israélien a été à la pointe de la technologie mondiale : il offre à ses clients des services reposant sur un large éventail de technologies et réseaux de service direct modernes, dont des services en ligne et mobiles. Les services bancaires par Internet en Israël sont considérés comme des solutions très efficaces pour recevoir des informations et exécuter des transactions bancaires.

L'attitude responsable des banques et la relative prudence des clients privés en Israël transparaissent dans l'endettement des clients. La charge de la dette (le rapport entre les crédits octroyés aux clients privés et leur revenu disponible), qui permet de mesurer la capacité des emprunteurs à rembourser leurs dettes, est restée faible par rapport aux autres pays de

Des ratios d'adéquation des fonds propres élevés

Le système bancaire israélien est déjà entré dans l'ère de Bâle II. En 2009, les banques ont commencé à mettre en œuvre les recommandations du Comité de Bâle, qui mettent en avant une stratégie innovante et moderne de gestion des risques et de répartition du capital. Depuis la fin décembre 2009, le système bancaire israélien applique les recommandations de Bâle II en adoptant la méthode réglementaire de mesure de l'adéquation des fonds propres.

La transition entre les recommandations de Bâle I et celles de Bâle II n'a pas eu une forte incidence sur le ratio d'adéquation des fonds propres. Il a diminué, passant de 13,69 % sous Bâle I à 13,61 % sous Bâle II. Cependant, d'après les estimations, le secteur bancaire israélien s'alignera sur la tendance mondiale, qui veut que les autorités de surveillance exigent des ratios d'adéquation des fonds propres plus élevés et des capitaux de meilleure qualité, au cours des prochaines années.

À l'instar d'autres pays, la gestion des risques est devenue l'un des principaux enjeux pour l'industrie financière en Israël. Les banques ont ainsi dû créer une unité centrale de gestion des risques, pilotée par un directeur doté du statut de membre de la direction.

l'OCDE. L'endettement limité s'explique en outre par le taux d'épargne élevé en Israël par comparaison avec l'étranger.

Dans le segment du crédit aux clients privés, ces cinq dernières années ont été synonymes d'une progression du crédit au logement. Cette tendance résulte du redressement de l'économie, qui s'est aussi traduit par une augmentation brutale des prix des logements. Cette hausse a quant à elle provoqué un accroissement de la demande de prêts hypothécaires plus conséquents. Toutefois, en dépit de l'essor du crédit au logement, le rapport entre ce crédit et le revenu demeure faible par rapport aux autres pays développés.

Les investisseurs étrangers

En 2010, les mouvements de capitaux en Israël en monnaie étrangère ont été marqués par une hausse sensible du volume de placements financiers à court terme par des investisseurs étrangers et par les investissements des Israéliens à l'étranger. Les investissements étrangers en Israël concernaient en grande partie des emprunts d'État et la part des investisseurs étrangers sur ce segment a nettement augmenté.

2010 a aussi été une année charnière dans la relation des investisseurs étrangers avec la Bourse de Tel-Aviv (TASE). En mai, MSCI a supprimé Israël de sa liste de marchés émergents pour le reclasser dans la catégorie des marchés développés. Cette modification, qui a découlé d'une reconnaissance du développement et de la résilience de l'économie israélienne, a entraîné le départ d'investisseurs étrangers spécialistes des marchés émergents durant les mois qui l'ont précédée. Ils sont à présent remplacés par des investisseurs étrangers qui intègrent le marché financier israélien à leur portefeuille de marchés développés. Cette transition, qui s'accompagne d'une augmentation du volume

d'investissements étrangers dans des actions de sociétés locales, s'effectue progressivement.

Compte tenu des bonnes performances de l'économie israélienne en termes de croissance et de stabilité financière relative, le marché local devrait continuer à attirer des investisseurs étrangers en 2011. Par conséquent, le volume d'investissements étrangers sur la TASE est susceptible de s'accroître. Les banques israéliennes gèrent des salles des marchés dernier cri et offrent toute la palette de services dont les investisseurs étrangers ont besoin pour opérer sur le marché israélien.

Outre les opérateurs étrangers en activité en Israël, les banques répondent aussi aux besoins de clients israéliens et non israéliens opérant à l'étranger. S'agissant des opérations internationales, les banques ont clairement changé de stratégie ces deux dernières années. Auparavant,

2010 a aussi été une année charnière dans la relation des investisseurs étrangers avec la Bourse de Tel-Aviv (TASE). En mai, MSCI a supprimé Israël de sa liste de marchés émergents pour le reclasser dans la catégorie des marchés développés.

elles développaient leur activité notamment en rachetant des banques locales dans des pays étrangers. Aujourd'hui, elles repensent leur stratégie et privilégient le développement de l'activité au sein des succursales existantes. Fin 2009, les actifs des agences des banques israéliennes à l'étranger représentaient 145 milliards ILS (~40 milliards USD), soit environ 14 % du total des actifs.

Dans ce contexte, il est probable que, durant l'année à venir, les banques continueront à mettre l'accent sur le renforcement de leur stabilité et sur la création de nouveaux services, produits et débouchés. L'intensification de la concurrence à l'avenir dans l'ensemble du secteur financier et la nécessité de s'adapter à une réglementation internationale plus stricte seront des défis majeurs à relever pour les banques israéliennes.

Évaluation des risques environnementaux

Dans le cadre général de la gestion des risques, une campagne dirigée par l'Association des banques, en collaboration avec l'Autorité de surveillance des banques, vise à sensibiliser davantage les banques aux risques environnementaux. Il s'agit de risques auxquels celles-ci peuvent être exposées en finançant (via le crédit ou l'investissement) des entités dont l'activité pourrait être nuisible à l'environnement. L'objectif de cette initiative est que les banques israéliennes se mettent au diapason des grandes banques internationales, qui ont accordé une très grande attention à ces risques ces dernières années. En outre, l'Association des banques a récemment défendu l'obligation, au sein d'une nouvelle norme en matière d'évaluations, pour les experts en évaluation foncière dans le cadre de demandes de crédit de communiquer toutes les informations qu'ils obtiennent concernant toute pollution des sols avérée ou suspectée.

Publicité de



The Association
Of Banks In Israel

Au pays des start-ups



Israelimages/Yakiv Kirilov

L'innovation est un moteur majeur de productivité, de croissance économique et de développement. De nombreux pays de l'OCDE cherchent à gagner en productivité en investissant dans la science, la technologie et la recherche-développement (R-D). Quelles leçons peut-on tirer de l'expérience d'Israël, ce « pays de start-ups », selon l'essai éponyme de Dan Senor et Saul Singer ?

Israël remporte la palme de l'innovation dans plusieurs domaines – plus importantes dépenses brutes consacrées à la R-D, plus grand nombre de sociétés cotées au NASDAQ hors Amérique du Nord, plus grande part du capital-risque dans le PIB, etc. Pourquoi un tel succès ?

Selon Mme Orna Berry, investisseuse en capital-risque israélienne, une série de politiques judicieuses y a beaucoup contribué. « L'État israélien a fait le choix stratégique de relancer un secteur fondé sur la science en offrant des aides financières à la R-D privée », déclare-t-elle. « Cette politique a compensé les défaillances du marché et le risque élevé qui caractérise un marché géographiquement isolé tel que celui d'Israël. »

Mme Berry connaît bien le domaine, pour l'avoir expérimenté dans le public comme dans le privé. Outre une carrière de 25 ans dans le secteur scientifique et technologique, elle a été Scientifique en chef entre 1996 et

Parmi les entreprises issues du programme de pépinières lancé en 1993, 61 % ont réussi à financer leur expansion

2000, un poste qui témoigne de l'importance accordée à l'innovation par l'État israélien. Créé en 1969 au sein du ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Emploi, le Bureau du Scientifique en chef a joué un rôle crucial dans l'essor des industries de pointe.

Lors de la création du Bureau, l'économie israélienne s'inscrivait toutefois dans une ligne corporatiste : bon nombre d'entreprises étaient publiques et le commerce était lourdement réglementé. Au cours de la « décennie perdue » qui a suivi la guerre de Kippour de 1973, la dette publique a atteint près de 300 % du PIB. Israël n'a pas repris pied avant 1985, année de l'adoption d'un programme de stabilisation économique visant à juguler l'hyperinflation et la dette publique.

L'économie du pays a véritablement repris grâce à l'émergence des exportations de biens et services *high tech* au début des années 90, avec une croissance du PIB d'au moins 4 % par an. Matériels et logiciels informatiques, techniques médicales, produits pharmaceutiques, le secteur a acquis une renommée mondiale en matière d'innovation. Les clés USB, la messagerie instantanée, shopping.com et les endoprothèses cardiaques comptent parmi les innovations israéliennes récentes.

Selon l'OCDE, les exportations des industries de pointe représentent aujourd'hui presque 50 % des exportations industrielles. Entre 1995 et 2004, Israël a augmenté ses dépenses de R-D, passées de 2,7 % à 4,6 % du PIB, le taux le plus élevé de tous les pays de l'OCDE.

Israël disposait aussi sans nul doute au début des années 90 du capital humain nécessaire pour alimenter cet essor. Le service militaire obligatoire favorise une formation précoce aux technologies de pointe. Au même moment, le pays a accueilli près d'un million d'immigrants juifs de l'ex-Union soviétique. Ces immigrants hautement qualifiés, dont 82 000 étaient des ingénieurs formés en Russie, ont apporté des compétences essentielles dans les TIC et les sciences. La diaspora juive a également constitué un réservoir important de chercheurs.

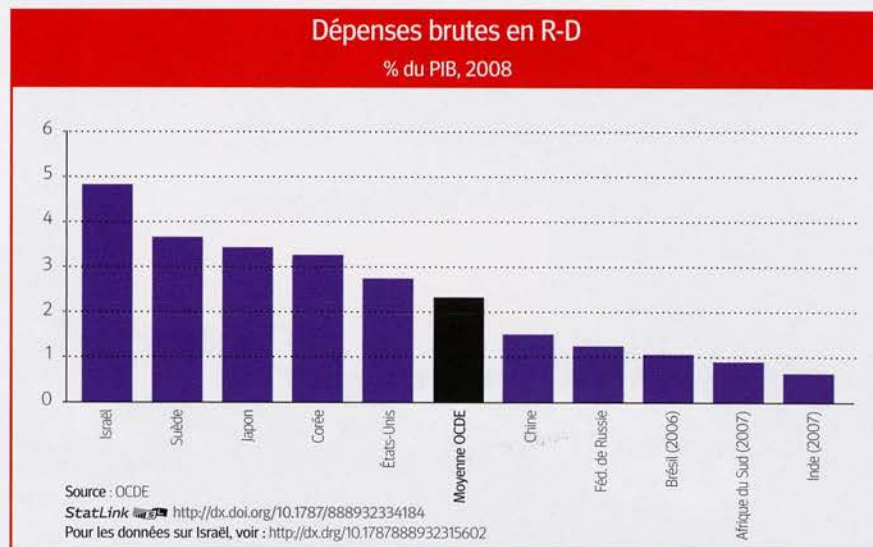
« Les politiques industrielles israéliennes ont contribué au plein épanouissement des potentiels de cet abondant capital humain », assure Mme Berry. Le programme de pépinières technologiques a été mis en place en 1991, en partie pour que ces immigrants qualifiés puissent accéder au financement et au savoir-faire nécessaires pour devenir des entrepreneurs prospères. Le Bureau du Scientifique en chef supervisait le programme et finançait les créations d'entreprise. Parmi les entreprises issues du programme de pépinières lancé en 1993, 61 % ont réussi à financer leur expansion, et 40 % d'entre elles existent encore aujourd'hui. Selon l'OCDE, le secteur privé a investi plus de 2,5 milliards de dollars dans les entreprises sélectionnées par le programme.

Au cœur de la politique d'innovation israélienne se trouve le programme de subventions de contrepartie du Bureau du

Scientifique en chef. Celui-ci consiste à accorder des aides, qui couvrent de 66 % à 90 % du budget de recherche, après une mise en concurrence des projets de R-D présentés au Bureau. « Nous étudions les propositions en fonction de leur faisabilité technique et commerciale, des risques et de la création potentielle de savoir-faire », explique Orna Berry. Ces aides sont en fait des prêts à haut risque. Les projets qui réussissent doivent rembourser au Bureau les fonds perçus en lui versant un léger pourcentage sur le chiffre d'affaire annuel.

Un autre programme public lancé dans les années 90, Yozma, est considéré comme étant à l'origine du très dynamique capital-risque israélien. Fondé avec un budget de 100 millions de dollars en 1993, Yozma a permis de créer dix fonds de capital-risque. Jusqu'à 40 % des capitaux émanaient du programme, le reste provenant d'investisseurs étrangers attirés par les garanties contre les risques. Neuf des quinze sociétés suivies par Yozma ont ouvert leur capital ou ont été rachetées. « En 1997, l'État a récupéré son investissement initial avec 50 % d'intérêts et les fonds ont été privatisés », rappelle Mme Berry. Un récent rapport de l'OCDE qualifiait Yozma de « programme le plus original et concluant de l'histoire relativement longue d'Israël en matière de politiques d'innovation. »

Bien que ces programmes aient indéniablement profité à la croissance d'Israël, tirée par les exportations, et servi de modèle à d'autres pays de l'OCDE, le bilan est aujourd'hui mitigé, d'après Mario Cervantes, économiste principal à l'OCDE. « Les retombées en matière de création d'emploi à long terme et d'augmentation des revenus n'ont pas été vraiment sensibles, et ce malgré l'investissement soutenu dans les technologies de pointe, commente-t-il. Beaucoup de start-ups israéliennes sont rachetées sur le marché américain et sont absorbées dans des multinationales, sans se développer vraiment en Israël. La petite taille du marché interne explique en partie ce phénomène, mais cela pousse à relativiser l'importance des retombées de l'innovation en matière de création d'emplois ». Selon les données de l'OCDE, le secteur des TIC en Israël représente à peu près 20 % de la production



industrielle totale et 9 % des salariés du privé. De plus, si les sociétés israéliennes sont encouragées par ces politiques publiques favorables, elles n'en sont pas moins confrontées à certains excès bureaucratiques. Selon les indicateurs de réglementation des marchés de produits de l'OCDE, qui permettent d'évaluer l'influence positive ou négative des politiques publiques sur la concurrence, Israël se classe dernier de la zone OCDE. *L'Étude économique de l'OCDE : Israël* publiée en 2009 préconise un effort de réduction des obstacles réglementaires et autres influences de l'État sur les entreprises.

Si les politiques publiques ont activement stimulé les industries de pointe, d'autres secteurs semblent avoir été délaissés. « À l'exception des TIC, où la R-D est soutenue, l'innovation dans le secteur tertiaire a reçu moins d'attention », explique M. Cervantes, qui cite à cet égard l'exemple de « la productivité du travail dans le secteur des services aux entreprises, plus faible en Israël qu'aux États-Unis, en Corée ou au Royaume-Uni. Peut-être est-ce à cause de la concurrence (ou malgré elle), ou à cause des obstacles réglementaires qui limitent la propension à innover », conclut-il. L'économie israélienne dépend majoritairement des technologies de pointe, ce qui laisse entrevoir peu de marge de croissance, selon l'OCDE. La politique d'innovation devra s'intéresser aux secteurs plus traditionnels de l'industrie et des services. La Stratégie de l'OCDE pour l'innovation,

un des projets-phares de l'Organisation, prône une approche plus large qui, au-delà de la R-D, englobe les formes d'innovation technologiques et non technologiques, telles que la conception, les changements organisationnels et la commercialisation.

Les auteurs de l'essai cité plus haut, Dan Senor et Saul Singer, pointent un autre trait caractéristique expliquant la réussite technologique du « pays des start-ups » : la *chutzpah*, un mot hébreu qu'on pourrait traduire par « audace », « culot » ou « tripes » (ou pure arrogance, selon le contexte). En Israël, la *chutzpah* dans les affaires implique une culture de la prise de risque, qui pourrait inspirer les politiques d'innovation des autres pays de l'OCDE. « Peut-être y a-t-il besoin d'encre un peu plus de *chutzpah* dans la politique d'innovation israélienne », conclut M. Cervantes. *Ilan Moss*

Références

Senor, Dan et Saul Singer (2009), *Start-Up Nation: The Story of Israel's Economic Miracle*, Hachette Book Group, New York.

La Stratégie de l'OCDE pour l'innovation : www.oecd.org/innovation

OCDE (2009), *Étude économique de l'OCDE : Israël*

Direction de la science, de la technologie et de l'industrie : www.oecd.org/sti

Panorama des statistiques de l'OCDE



Le Panorama des statistiques de l'OCDE, publication-phare annuelle de l'OCDE, présente un ensemble de variables-clés concernant tout l'éventail des sujets traités par l'OCDE.

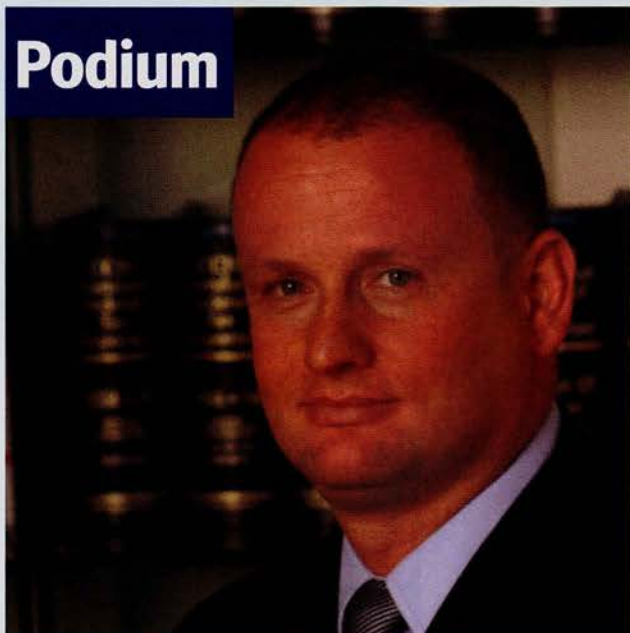
Chaque variable est présentée sur une double-page avec des définitions et aperçus des tendances récentes, des commentaires sur la comparabilité des données et des indications pour chercher des informations supplémentaires sur la page de gauche ; sur la page de droite se trouvent tableaux et graphiques présentant les données brutes. Dans certains cas, les tableaux et graphiques couvrent plus d'une page. Tous incluent des StatLinks, des liens URL vers les tableaux Excel® contenant les données sous-jacentes.

Pour consulter le *Panorama des statistiques de l'OCDE* en ligne, rendez-vous sur www.OECD-ilibrary.org/factbook

Pour commander livres et versions numériques, rendez-vous sur la librairie en ligne et recherchez « Panorama ». www.oecd.org/librairie

Pour télécharger la version iPhone, rendez-vous sur l'App Store. Versions Blackberry et autres smartphones disponibles sur www.oecd.org/publications/factbook

Podium



Notes sur la fiscalité de l'investissement

Coordonné par **Harel Locker**, avocat fiscaliste associé, et **Margalit Apelbaum**, avocate fiscaliste, cabinet S. Friedman & Co.

Israël a connu une forte augmentation des investissements directs étrangers (IDE) suite à la prise de mesures radicales de libéralisation de l'économie et de réduction de la dette publique. Le stock d'IDE est passé de 7 % du PIB en 1996 à plus de 30 % en 2007. En 2010, l'apport net d'IDE représentait 5,2 milliards de dollars.

Selon une récente *Étude économique de l'OCDE* sur Israël, « les aides publiques aux entreprises sont très diverses et s'articulent autour de trois grands axes : promouvoir les investissements entièrement nouveaux à grande échelle, les petites et moyennes entreprises et la recherche-développement. » L'adhésion d'Israël à l'OCDE devrait avoir un impact positif sur l'attrait du pays pour les futurs investisseurs.

Encourager l'investissement en capital

L'industrie israélienne compte parmi les meilleures du monde dans le domaine de la haute technologie, notamment grâce aux politiques d'incitation à l'investissement. En Janvier, la Knesset a voté un nombre considérable d'amendements à la Loi sur l'encouragement à l'investissement en capital (la Loi).

Les modifications apportées à cette Loi ont élargi le champ des opportunités en Israël. Les nouveaux investisseurs bénéficient d'un accès simplifié et relativement aisé aux avantages fiscaux et aux subventions.

À compter de 2011, le taux de l'impôt sur les sociétés est fixe pour toute « entreprise industrielle » dès lors que ses exportations dépassent un quota minimum par rapport aux revenus de l'ensemble de son activité de production.

Sont concernées les activités industrielles compétitives qui contribuent au produit national ou relèvent du domaine des énergies renouvelables. Les avantages ne sont pas limités dans le temps et aucun investissement minimum n'est requis ; ils ne sont applicables qu'aux revenus privilégiés, considérés comme générés uniquement par des activités exercées en Israël.

Le taux d'impôt standard sur les sociétés s'élève aujourd'hui à 24 %, mais celui-ci sera ramené progressivement à 18 % d'ici 2016. Le taux d'imposition des revenus privilégiés pourrait être ramené jusqu'à 6 %.

Dans certains cas, les revenus des activités de R-D exercées en Israël au profit d'un résident étranger ainsi que les redevances peuvent être considérées comme donnant droit à un régime préférentiel. En outre, les entreprises qui en bénéficient peuvent prétendre à un taux d'amortissement accéléré sur le capital productif. Les entreprises industrielles peuvent également recevoir des subventions, octroyées de manière directe ou sous forme de prêts. Le montant d'une subvention peut représenter jusqu'à 24 % du programme d'investissement.

Pourquoi investir dans les sociétés et les fonds israéliens ?

L'implantation d'une filiale industrielle ou l'investissement entièrement nouveau ne sont pas les seules possibilités d'investissement en Israël. Le pays est ouvert aux capitaux étrangers, et l'État encourage et soutient activement les investissements étrangers dans les actions et les titres israéliens. En 2010, l'investissement étranger dans les titres cotés en bourse a atteint 9,1 milliards de dollars (soit une croissance de 280 % par rapport à 2009).

En général, un résident étranger est exonéré d'impôt sur les plus-values réalisées lors de la vente de valeurs mobilières d'une société résidant en Israël ou de participations dans une société étrangère qui possède

principalement des droits directs ou indirects sur des actifs situés en Israël, remplissant les conditions suivantes :

- Le gain en capital n'est pas imputable à un établissement stable situé en Israël.
- Le titre n'est pas celui d'une société immobilière.

Toutefois, une société non-israélienne ne pourra bénéficier de ces exonérations si un résident israélien a) dispose d'une participation de contrôle de 25 % au moins du capital de la société, ou si b) il est le bénéficiaire ou peut prétendre à 25 % ou plus de ses revenus ou bénéfices, et ce directement ou indirectement.

Au-delà de ces conditions, et afin d'attirer les capitaux en Israël, une note officielle des autorités fiscales israéliennes accorde ces exonérations aux résidents étrangers qui investissent dans les fonds israéliens, qu'ils soient spéculatifs, de capital-risque ou de capital-investissement. Cet avantage reste sujet à conditions, mais il est possible d'en bénéficier même si la société de gestion d'un tel fonds est considérée comme résidant en

Les modifications apportées à cette Loi ont élargi le champ des opportunités en Israël. Les nouveaux investisseurs bénéficient d'un accès simplifié et relativement aisé aux avantages fiscaux et aux subventions.

Israël et y constitue un établissement stable. Cette exemption spécifique accordée aux investisseurs étrangers dans les fonds israéliens s'applique aussi aux intérêts et dividendes versés aux investisseurs étrangers et non pas seulement aux gains en capital, comme c'est le cas pour les investisseurs dans des sociétés israéliennes ordinaires.

Israël propose également un régime de privilège d'affiliation pour les sociétés holding israéliennes. Sous certaines conditions, celles-ci sont exonérées d'impôts sur les dividendes perçus de leurs filiales à l'étranger ainsi que sur les plus-values réalisées lors de la vente de celles-ci. De plus, les sociétés holding israéliennes sont plus particulièrement exonérées d'impôts sur les intérêts perçus sur les dépôts bancaires en Israël et sur les revenus (intérêts, dividendes et plus-values) de leur portefeuille de titres cotés en bourse. Les actionnaires étrangers bénéficient d'une retenue à la source réduite sur les dividendes, qui s'élève tout juste à 5 %.

En comparaison, la retenue à la source standard est de 20 %. Si une société étrangère qui perçoit des dividendes contrôle une partie importante du capital de la société qui les verse (c'est-à-dire plus de 10 %) la retenue est de 25 %. Israël a signé de nombreux traités pour prévenir la double imposition ; le taux national s'applique dans les cas particuliers où celui-ci est plus bas que le taux prévu au traité.

Avantages pour les immigrés

Israël fait également tout son possible pour attirer les immigrés. Les nouveaux résidents bénéficient d'avantages quels que soient leur visa ou leur statut d'immigration ; les étrangers qui immigreront pour une courte durée, par exemple avec un visa d'expert, peuvent aussi en profiter.

L'un des principaux avantages est une période d'exonération de dix ans pendant laquelle les revenus passifs, actifs et les gains en capital d'origine étrangère ne sont pas soumis à l'impôt israélien.

Quant aux revenus de source israélienne, les nouveaux résidents ne sont pas imposables sur les plus-values provenant de la vente a) de valeurs mobilières non-cotées de sociétés résidant en Israël ou b) de participations dans une société étrangère qui possède principalement, directement ou indirectement, des droits sur des actifs situés en Israël. Ceci est applicable lorsque les valeurs et titres en question ont été acquis alors que la personne résidait encore à l'étranger et que le vendeur n'était pas un parent du nouveau résident. L'exemption n'est généralement pas valable pour la cession de titres d'une société immobilière.

En outre, un nouvel arrivant peut décider de ne pas être considéré fiscalement comme résident israélien pendant sa première année en Israël, à condition d'en informer son contrôleur des impôts dans les 90 jours suivant son arrivée.

Pendant la période d'exonération, les sociétés étrangères détenues par le nouveau résident bénéficient aussi de certains avantages.

1. Une entreprise est domiciliée en Israël si :
 - elle est constituée en société en Israël ou
 - ses affaires sont dirigées et gérées depuis Israël.Cependant, une entreprise ne sera pas considérée comme étant domiciliée en Israël uniquement parce qu'elle est dirigée et gérée par un nouveau résident depuis Israël. De même pour une nouvelle entreprise à l'étranger créée par un nouveau résident après son immigration en Israël.
2. De plus, en général, une société étrangère dont les revenus dépendent d'une « profession spécifique » et qui est contrôlée à 75 % ou plus par des résidents israéliens est reconnue comme étant une société israélienne.
3. Enfin, entre autres conditions, une société étrangère contrôlée à 50 % ou plus par des résidents israéliens est considérée comme une société étrangère contrôlée. Les bénéfices non distribués d'une telle société seront considérés comme ayant été distribués aux actionnaires israéliens majoritaires à la fin de l'année d'imposition, au prorata de leur participation.

Cependant, aux fins de ces dispositions, notamment pour la détermination du contrôle de ce type de sociétés, un nouveau résident ne sera pas considéré comme résident israélien durant la période d'exonération.

Pour plus d'informations, contactez Harel Locker, du cabinet d'avocats S. Friedman & Co.

Les opinions exprimées dans ce « podium » publicitaire sont celles des auteurs. Leur publication dans *L'Observateur de l'OCDE* ne signifie pas qu'elles reflètent celles de l'OCDE ou de ses pays membres.

Publicité de

SF & Co. ש. פרידמן ושות' | עורכי דין
S. Friedman & Co. | Advocates

Immigration et emploi : un défi complexe



Ronien Engel/Israël Sun

Le marché du travail israélien est à l'image de la mosaïque démographique complexe qui caractérise le pays. Un avantage qui a aussi ses faiblesses.

Ce qui frappe d'emblée à propos du marché du travail israélien, c'est son caractère fortement international pour un pays de taille relativement modeste. Alors que sa population totale culmine à 7,5 millions d'habitants, Israël est parvenu à intégrer plusieurs millions d'immigrants de la diaspora juive mondiale à sa population active. Dans les années 90, pas moins d'un million d'immigrants de la seule Union soviétique ont été intégrés, au bénéfice des nouveaux arrivants comme de la population locale.

Mais la société israélienne est très divisée. Son taux de pauvreté est le plus élevé de l'OCDE, notamment en raison du faible taux d'activité de certaines parties de la population. Certaines catégories d'immigrants juifs restent exclues, et le système d'immigration des travailleurs temporaires et étrangers non-juifs nécessite une réforme de fond.

C'est ce que montre l'Examen du marché du travail et de la politique sociale d'Israël 2010 (*Review of Israel's Labour Market and Social Policy*) de l'OCDE, qui pose d'importants jalons dans ce domaine complexe. Les

défis à relever sont considérables pour les responsables politiques : ils devront lutter contre la pauvreté et les inégalités tout en améliorant le taux d'activité dans des conditions de travail équitables. L'expérience de l'OCDE peut être utile à Israël dans ce domaine. Toutefois, fort de son histoire indissociable de l'immigration, Israël offre certains exemples convaincants d'intégration sur le marché du travail.

Le marché du travail israélien est très segmenté. À côté des spécialistes des hautes technologies et des travailleurs hautement qualifiés, certains pans de la société restent isolés et minés par le chômage. En Israël, le taux d'activité de la population d'âge actif est de 64 %, soit bien moins que la moyenne de l'OCDE, à 71 %. Ce chiffre s'explique par les faibles taux d'activité des deux catégories de population les plus défavorisées d'Israël : les Arabes et les Juifs ultra-orthodoxes (*Haredim*). Seules 20 % des femmes arabes israéliennes travaillent, tandis que trois hommes haredim sur quatre renoncent à un emploi rémunéré pour étudier la religion leur vie durant. Quant à ceux de ces deux catégories qui travaillent, c'est souvent pour des salaires faibles. Pour ces communautés, pauvreté et faiblesse du taux d'activité sont inexorablement liés.

Selon les statistiques de la Banque d'Israël, un peu plus de la moitié des Arabes et 60 %

des Haredim vivent dans la pauvreté. Le taux de pauvreté du reste de la population est de 12 %. Cet écart important se traduit par un coefficient de Gini de 0,38, supérieur à la moyenne de l'OCDE, à 0,31. Cette inégalité frappante persiste malgré la forte croissance économique israélienne des 20 dernières années : à l'exception des crises de 2000 et de la récession actuelle, le PIB augmente de 4 % par an en termes réels depuis le début des années 90. Mais trop d'Israéliens ont été laissés pour compte et le niveau élevé du taux de chômage y a largement contribué.

Selon les experts de l'OCDE, les politiques publiques doivent contribuer à résorber la pauvreté et à réduire les inégalités. À 0,4 % du PIB en 2007, la part des dépenses publiques israéliennes consacrées aux politiques du marché du travail est faible par rapport aux pays de l'OCDE. Néanmoins, une initiative en particulier a connu un certain succès : le programme Wisconsin, visant à accroître le taux d'activité des communautés arabes et haredim. Dans quelques régions pilotes, les personnes d'âge actif bénéficiant d'une aide au revenu travaillaient entre 20 et 40 heures par semaine. Ce programme s'est achevé fin 2010. Israël a également recours à un crédit d'impôt sur les revenus du travail visant les travailleurs faiblement rémunérés. Cependant, selon l'OCDE, les montants sont faibles et ces crédits d'impôt restent peu utilisés.

Lors de son adhésion à l'OCDE en septembre 2010, Israël semblait avoir tourné la page de l'immigration, devenue bien moindre que dans la plupart des pays de l'OCDE. Depuis 2002 en effet, l'immigration nette représente seulement 12 % de sa croissance démographique, contre une moyenne de 50 % pour l'OCDE. Cependant, en Israël, près de 40 % des travailleurs sont nés à l'étranger, soit l'un des plus forts taux de la zone OCDE.

Ces chiffres s'expliquent par deux schémas distincts d'immigration et d'intégration au marché du travail. Le premier, l'immigration juive, soutenue par une politique publique d'intégration pendant 60 ans, fut largement couronné de succès. Mais l'autre visage de l'immigration en Israël est celui des travailleurs étrangers non-juifs, qui représentent près de 9 % de la population active et connaissent des conditions de

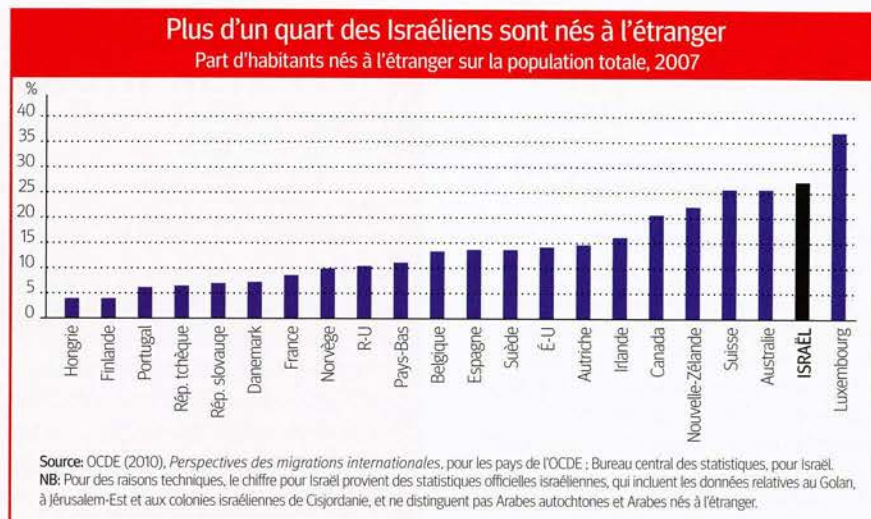
travail difficiles : bas salaires, heures supplémentaires non rémunérées, absence de formation et faible sécurité de l'emploi.

Selon Jonathan Chaloff, spécialiste des migrations à l'OCDE, « Israël montre ce qu'il est possible d'accomplir lorsque l'on érige l'intégration des nouveaux arrivants en véritable objectif politique, mais aussi les limites d'un tel système. »

Lors de la proclamation d'indépendance en 1948, près de 65 % de la population juive d'Israël était constituée d'immigrants fuyant les persécutions et les génocides en Europe, selon les statistiques du gouvernement israélien. Les premiers flux entrants étaient considérables au regard de la population : 26,2 % en 1949, 14,5 % en 1950 et 12,8 % en 1951. Selon la loi du retour de 1950, toute personne juive a le droit d'émigrer en Israël et d'obtenir la pleine citoyenneté. C'est la démarche de *l'aliyah*, « ascension » en hébreu.

Si la plupart des immigrants juifs étaient alors des Ashkénazes d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, les années 50 ont vu l'arrivée de nombreux Juifs séfarades, issus d'Afrique du Nord et de Juifs mizrahim, en provenance du Moyen-Orient. À la fin de la décennie, une majorité de communautés juives du monde arabe s'étaient établies en Israël. Une multitude d'institutions facilitaient l'intégration de ces migrants, souvent pauvres et peu instruits. L'Agence juive, un organisme d'État créé en 1929 pour « réinstaller le peuple juif sur sa terre natale », a organisé des évacuations aériennes et terrestres à travers le monde. De nombreuses « villes de développement » ont été créées près des frontières pour loger les Juifs séfarades et mizrahim. Parallèlement, l'enseignement de l'hébreu intensif (*ulpan*) a permis d'unifier la population autour d'une même langue. En 1968, le ministère de l'Immigration et de l'Intégration fut créé afin de soutenir le travail de l'Agence juive.

Selon l'OCDE, la répartition des nouveaux arrivants dans les villes de développement du pays était planifiée de manière centralisée. Des programmes d'insertion et des emplois publics étaient créés pour les immigrants non qualifiés. Mais ces villes s'en sortirent assez mal, contribuant à creuser des inégalités



toujours actuelles entre Juifs séfarades et Juifs ashkénazes. Cette situation évolua dans les années 80, lorsque les flux migratoires vers Israël s'amenuisèrent. À la fin de la décennie, le ministère de l'Immigration et de l'Intégration adopta une approche de marché, fondée sur un « panier » de prestations proposé aux immigrants.

Ce nouveau système fut mis à l'épreuve dans les années 90. Lors de l'effondrement de l'Union soviétique en 1990-1991, l'afflux de Juifs soviétiques fit bondir la population israélienne de près de 20 %. Près de 333 000 d'entre eux arrivèrent dans les premières années, mettant à rude épreuve des finances israéliennes vacillantes. Plusieurs éléments permirent toutefois de les intégrer en douceur.

Obtenant immédiatement la citoyenneté, les immigrants soviétiques pouvaient accéder sans entrave au marché du travail. Leur « panier » de prestations en matière de logement, d'éducation et de consommation prévoyait des allocations supérieures au salaire minimum pendant sept mois, et devint ainsi la politique « de fait » appliquée aux immigrants russes dans les années 90. La plupart des Juifs soviétiques optèrent pour cette « intégration directe » plutôt que pour les centres d'accueil publics.

Les années 90 ont aussi vu émerger les hautes technologies. De nombreux experts considèrent désormais que l'arrivée de 82 000 ingénieurs formés en URSS a eu un rôle catalyseur pour

Israël. Dans les années 80, le pays comptait seulement 30 000 ingénieurs, mais les immigrants vinrent rapidement grossir leurs rangs, ainsi que ceux des scientifiques et des spécialistes des technologies de l'information. Toutefois, ces nouveaux arrivants ont d'abord occupé des emplois peu qualifiés, pour évoluer progressivement vers des emplois non manuels, correspondant mieux à leurs qualifications.

Pour les employeurs, la politique israélienne de l'immigration juive a également agi comme pourvoyeuse de main-d'œuvre, ayant permis le recrutement d'un grand nombre de travailleurs instruits et qualifiés. L'Examen de l'OCDE met également en évidence des retombées essentiellement positives pour les autochtones, notamment l'accroissement de la consommation, la faible concurrence avec les migrants et, surtout, l'augmentation générale du niveau de revenu global dans les années 90.

L'autre grande vague récente d'immigration juive, en particulier les 14 000 Juifs éthiopiens évacués par avion au cours de « l'Opération Salomon » en 1991, a connu un sort moins enviable. Avec un taux de pauvreté de 51,4 %, les immigrants éthiopiens restent majoritairement exclus. Près de 25 % d'entre eux se regroupent dans 15 quartiers seulement, selon le rapport de l'OCDE. Le programme gouvernemental d'intégration et les centres publics d'accueil sont toujours

en place et l'État dépense trois fois plus par immigrant pour leur intégration. Même si le taux d'emploi des Éthiopiens nés en Israël augmente, beaucoup reste à faire.

Selon l'OCDE, une marge considérable subsiste également pour améliorer l'autre voie d'immigration vers Israël qu'est la migration de main-d'œuvre temporaire. La Banque d'Israël estime qu'à l'heure actuelle, 8,7 % de la main-d'œuvre n'est pas israélienne. Historiquement, les travailleurs frontaliers palestiniens représentent une part importante de la main-d'œuvre temporaire, mais depuis le début des années 90, Israël a cherché à encourager l'immigration de travailleurs non juifs en provenance d'Asie du Sud-Est, de Chine, du Népal, d'Inde et des Balkans, afin de pourvoir des postes peu qualifiés. En 2008, ils étaient ainsi environ 200 000, pour la plupart dans les services domestiques, l'agriculture et la construction. Près de la moitié d'entre eux étaient en situation irrégulière.

Selon l'OCDE, ce système doit être réformé en profondeur. Contrairement à l'intégration d'immigrants juifs dans la main-d'œuvre israélienne, l'OCDE estime que l'entrée massive de travailleurs étrangers n'a pas apporté une contribution positive à la croissance. Le système de recrutement pâtit de frais perçus illégalement et d'autres pratiques frauduleuses qui profitent aux employeurs. En outre, la législation existante encadrant le recrutement des travailleurs étrangers, le droit du travail et les conditions de travail n'est pas appliquée.

« Dans les années 90, Israël a constitué un laboratoire d'étude de l'impact des migrations de grande ampleur sur la main-d'œuvre et les résultats sur le long terme ont été globalement positifs », déclare M. Chaloff. « Aujourd'hui, la question est de savoir comment gérer au mieux l'immigration de travailleurs peu qualifiés afin qu'elle profite non seulement aux employeurs mais aussi au pays tout entier. Israël cherche encore la solution. »

Références

OCDE (2010), *OECD Reviews of Labour Market and Social Policies: Israel*, Paris

OCDE (2010), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Paris

Votre fenêtre sur l'OCDE

Un magazine primé* pour vous tenir informé des grands défis politiques, économiques et sociaux actuels.

Le magazine *L'Observateur de l'OCDE* présente une analyse détaillée, fiable et régulièrement mise à jour des principaux sujets de l'actualité économique et sociale internationale. Il constitue ainsi un excellent outil d'information pour les représentants du monde des affaires, les ONG, les universitaires et les journalistes qui souhaitent se tenir informés des débats menés par les décideurs politiques.

- Analyses d'experts sur des questions internationales
- Dossiers spéciaux
- Indicateurs économiques, sociaux, environnementaux et scientifiques
- Liens, références et bibliographies
- Descriptions des nouvelles publications de l'OCDE, calendrier, etc.

Abonnez-vous à *L'Observateur de l'OCDE* sur www.ocdelibrairie.org (€69, \$90, £47, ¥9 700) ou sur

www.observateurocde.org/abonnement.html (tarif spécial d'abonnement sur deux ans).

*Recommandé par le jury au Prix 2002 de l'« Association of Learned and Professional Society Publishers », Royaume-Uni.



Faire fructifier la manne touristique



Jack Guez/AFP

Israël est un lieu de villégiature apprécié, grâce à ses attractions culturelles et historiques, mais aussi pour les loisirs. Certains défis demeurent néanmoins.

Le tourisme en Israël a connu une forte croissance depuis 2006, grâce à une stabilité accrue, la croissance économique, un large effort de promotion et un intérêt mondial grandissant pour Israël en tant que destination touristique exceptionnelle. Selon l'Organisation mondiale du tourisme, la croissance du secteur s'est élevée à 12 % en moyenne ces trois dernières années, et le ministère du Tourisme estime que les revenus du secteur représentent près de 2 % du PIB.

Le directeur de l'hôtel David Intercontinental décrit un arc de cercle au-dessus du bleu de la Méditerranée, puis de la ligne de gratte-ciels qui bordent le rivage au nord de Tel Aviv. « Vous me demandez pourquoi le tourisme devrait progresser ici ? Et pourquoi pas ? Voyez vous-même : le soleil, la mer qui longe des plages de sable fin, et une économie florissante ! », s'exclame David Cohen.

Son homologue au Sheraton, quelques kilomètres plus au nord, est tout aussi confiant. « Notre taux d'occupation ? Supérieur à 80 % en moyenne, et en haute saison, pour juillet-août, l'hôtel est complet ! La croissance devrait se maintenir entre 10 % et 15 % par an », explique Jean-Louis Ripoché, qui dirige l'hôtel. Le Sheraton prévoit de construire de nouveaux hôtels à Tel Aviv et à Jérusalem, notamment un hôtel-boutique haut de gamme à Jaffa, le premier équipé d'une cuisine non cachère.

Le ministère du Tourisme ne cache pas son enthousiasme : « 2010 a été une année record, avec 4,3 milliards de dollars de chiffre d'affaire pour le tourisme, près de quatre fois plus qu'en 2002, où il s'élevait à 1,2 milliards de dollars », explique le ministre du Tourisme, Stas Misezhnikov.

D'ici à 2015, le ministère du Tourisme estime que les revenus du secteur auront grimpé de 43 %, pour atteindre 6,1 milliards de dollars, issus de quelque cinq millions de visiteurs. Quel est le moteur de cette croissance ? Les spécialistes du secteur citent de nombreuses raisons.

Tout d'abord, Israël a l'indéniable avantage d'abriter plusieurs lieux sacrés des religions du Livre. Le pays tire parti du tourisme religieux, et plusieurs projets dans ce domaine sont mis en place ou prévus.

L'essor économique est un autre facteur puissant. Les voyageurs d'affaires représentent une bonne partie des touristes en provenance de l'étranger, et la demande croissante dans les secteurs de l'ingénierie, des industries de pointe et des industries vertes devrait entraîner une augmentation des déplacements des cadres.

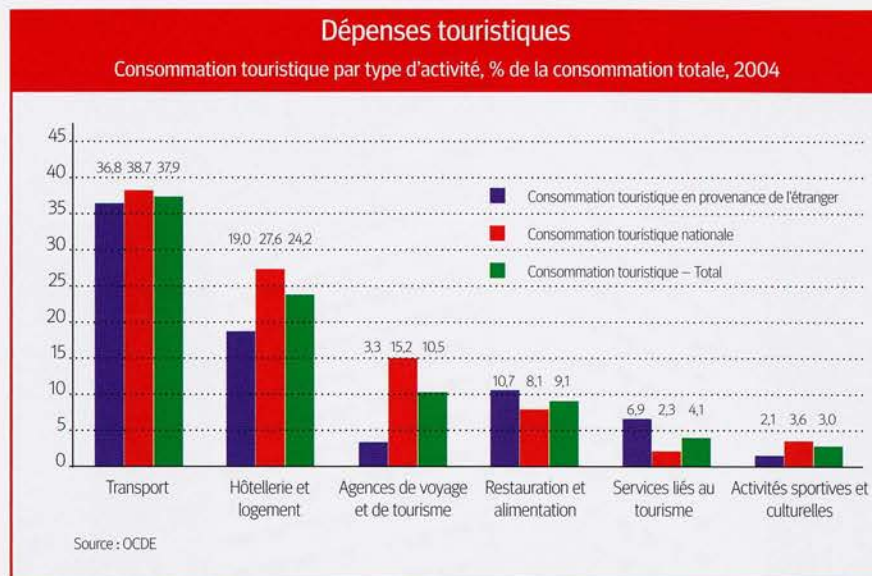
Le tourisme est également alimenté par les marchés émergents. Pour développer le nombre de visites, Israël a conclu des accords de coopération avec plus de 30 pays émergents ou non, et les résultats ont été positifs. Le ministre Stas Misezhnikov note qu'« il y a eu

De nouveaux hôtels sont en construction à Jérusalem, Herzliya, Ashdod, Netanya, Rehovot, Nazareth et Mitzpe Ramon

une augmentation significative du nombre de visiteurs russes en Israël depuis 2005, et nous voyons maintenant arriver de plus en plus de touristes en provenance d'Amérique du Sud, d'Europe centrale et d'Extrême-Orient. »

Israël présente une concentration unique de sites historiques, culturels, religieux et naturels ; c'est aussi l'une des destinations les plus développées de la région, dotée d'une infrastructure moderne et offrant une grande variété de services et d'installations.

Depuis quelques années, le pays jouit d'une certaine prospérité et d'une certaine stabilité, mais il lui reste à faire évoluer les perceptions, en particulier concernant la sécurité. Pour M. Misezhnikov, « nos visiteurs potentiels gardent certaines idées reçues sur la sécurité. Nous dépensons plus de 55 millions de dollars chaque année pour nous positionner en tant que destination touristique attrayante et exceptionnelle. C'est un processus lent, cumulatif, qui nous permettra à terme d'atteindre nos objectifs. »



Israël souffre en outre de la réputation d'être une destination relativement chère par rapport aux autres pays méditerranéens comme la Turquie, le Maroc ou la Tunisie. À l'opposé, Israël impressionne par l'excellence de ses infrastructures et de ses services, de même que par sa cuisine raffinée et ses sites magnifiques, un cocktail qui garantit d'en avoir pour son argent.

Quelques obstacles demeurent cependant, comme l'insuffisance du trafic aérien ou du nombre de lits disponibles. Les restrictions en matière de construction à Tel Aviv ont ralenti la croissance hôtelière, expliquent les directeurs du Sheraton et du David Intercontinental. « Il faut aussi prendre en compte l'explosion de l'immobilier », ajoute Jean-Louis Ripoché. « Ce n'est pas bon pour l'investissement hôtelier ou les prix des chambres ». Voilà sans doute pourquoi il n'y a pas eu de construction de nouveaux grands hôtels ces quinze dernières années.

Mais le problème qui menace le plus le développement touristique d'Israël est celui des récents événements politiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, à l'issue incertaine, qui pourraient limiter le développement touristique à court et à moyen terme.

Néanmoins, le ministère du Tourisme continue à encourager les investisseurs. Israël dispose aujourd'hui de plus de 400 hôtels offrant plus de 42 000 chambres. Huit nouveaux hôtels sont en cours de construction, à Jérusalem, Herzliya, Ashdod, Netanya, Rehovot, Nazareth et Mitzpe Ramon.

Dans l'ensemble, l'augmentation du nombre des visiteurs étrangers de ces dernières années et la croissance soutenue du chiffre d'affaire du secteur laissent entrevoir un bel avenir à l'industrie du tourisme en Israël. Selon Alain Dupeyras, chef de l'unité Tourisme au sein du centre de l'OCDE pour l'Entrepreneuriat, les PME et le Développement local, « l'ouverture du ciel israélien aux compagnies aériennes *low-cost* stimulera sans doute puissamment le tourisme en Israël. »

Mediaside

Références

OCDE (2010), *Tendances et politiques du tourisme de l'OCDE 2010*, Paris

OCDE (2009), *L'impact de la culture sur le tourisme*, Paris

OCDE (2006), *Innovation and Growth in Tourism*, Paris

Ministère du Tourisme israélien : www.goisrael.com/Tourism_Fra

DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

OECD*iLibrary*

La nouvelle
bibliothèque
en ligne
de l'OCDE



PDF



WEB



XLS



DONNÉES

www.oecd-ilibrary.org



50 Years of Better Policies for Better Lives

Merck & Co., Inc. (known as MSD outside the US and Canada) Celebrates 50 Years of OECD Contribution to Innovation in Policy and Making the World a Better Place

Not just healthcare.



We would like to dedicate this page to thanking the OECD, its staff and its members for promoting policies that make it possible for a healthcare company like MSD to advance the interests of patients, improve public health and promote access to medicines and innovation.

During the last 50 years, the OECD has made a tremendous contribution to our societies by providing a forum for well-researched, fact-based and thoroughly discussed policies. For this, we thank the OECD.

As a research-based company, our key goal is to preserve and improve human life. This goal can be achieved only with a sophisticated mix of science, health and industrial policy. The OECD has been the leading architect for the development of the appropriate policy mix, thus making pharmaceutical innovation a daily reality. These are Better Policies for Better Lives in action.

Des soins pour les seniors



En 1950, moins de 1 % de la population mondiale avait plus de 80 ans. D'ici à 2050, cette proportion devrait approcher 10 % dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Or, si notre espérance de vie augmente,

la plupart d'entre nous ne sommes pas autonomes passé un certain âge. Et l'on ne peut pas toujours compter sur sa famille, non seulement pour des raisons financières, mais aussi parce qu'avec l'allongement de l'espérance de vie, les enfants des personnes dépendantes prennent elles aussi de l'âge et peuvent à leur tour connaître des difficultés liées au vieillissement. Les pouvoirs publics se penchent donc de plus en plus sur les questions de dépendance et de services aux personnes âgées dont les capacités fonctionnelles sont réduites.

Besoin d'aide ? La prestation de services et le financement de la dépendance est le résultat d'un projet de deux ans mené par la division de la Santé et la division des Politiques sociales de l'OCDE en 2009 et 2010 et portant sur 29 pays de l'OCDE. Le rapport retrace les diverses stratégies et politiques menées en réponse à la demande croissante de soins de longue durée, ainsi que leur financement et les conditions de travail des personnels de ce secteur. La quasi-totalité des pays de l'OCDE examinés encouragent la prise en charge de la dépendance à domicile, qui est la modalité préférée de la plupart des bénéficiaires, bien que la majorité des pays dépensent plus pour les soins en établissement que pour les soins à domicile.

Certains obstacles freinent la prise en charge à domicile, comme le nombre limité de prestataires de soins et l'absence de mesures d'incitation. Les gouvernements se sont efforcés de remédier à ces problèmes de diverses manières. La Norvège, par exemple,

encourage la concurrence entre prestataires de soins à domicile privés grâce à un système de bons : les employeurs remettent à leurs employés des bons, qui peuvent alors être utilisés comme un élément de la rémunération. Les nouvelles technologies pourraient accroître la productivité et l'efficacité des soins de longue durée. Une meilleure interaction entre la prise en charge de la dépendance et le système de santé dans son ensemble pourrait aussi produire des gains d'efficacité. Nombre de pays de l'OCDE ont exploré cette piste en intégrant les services de prise en charge dans leurs systèmes de santé, l'amélioration des retombées en termes de santé par dollar dépensé reste à évaluer. Les auteurs préconisent la mise en commun des informations, des lignes directrices fondées sur les faits et des programmes de planification. Plus généralement, ils font valoir que les sociétés doivent envisager différemment la prise en charge de la dépendance.

ISBN 9789264097773
(version française à paraître)

FOCUSED ON
INNOVATION



At the University of Sydney, we're serious about innovation. That's why the University is home to some of the brightest minds in Australia and is a national leader in competitive research funding.

At an international level, we are firmly established among the world's top universities and are involved in worldwide university networks and research collaborations. We are committed to innovative partnerships with leading universities, government, industry and international organisations, leading to excellence in research, teaching and the development of solutions to real-world problems.

For more information, head to sydney.edu.au

Meilleures ventes 2011

Disponibles sur www.oecd-ilibrary.org



Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2011, n° 1

ISBN 9789264092501
Juin 2010, 440 pages,
€98 \$137 £88 ¥12 700
Outre son évaluation économique d'ensemble et

par pays, ainsi que son annexe statistique détaillée, ce numéro des *Perspectives économiques* comprend des chapitres spéciaux sur la persistance du chômage élevé et sur les vulnérabilités liées aux flux internationaux de capitaux.



Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2011-2020

ISBN 9789264106772
Juin 2011, 224 pages,
€36 \$50 £32 ¥4 600
Ce rapport décrit l'évolution des marchés des biocarburants,

des céréales, des oléagineux, du sucre, de la viande, des produits laitiers et, pour la première fois, des produits de la pêche et de l'agriculture sur la période 2011-20. Il comprend également une évaluation des développements récents des questions clés et des incertitudes que connaissent les marchés des produits de base.



Perspectives économiques en Afrique 2011 : L'Afrique et ses partenaires émergents

ISBN 9789264113275
Juin 2011, 316 pages,
€55 \$77 £49 ¥7 100
Cette dixième édition dresse

le tableau d'un continent dont l'expansion économique se poursuit, malgré les bourrasques attisées en particulier par la flambée des prix alimentaires et des cours du pétrole – sans oublier les bouleversements politiques dans plusieurs pays.



Vers une croissance verte : Suivre les progrès : Les indicateurs de l'OCDE

ISBN 9789264111363
150 pages, €28 \$39
£25 ¥3 600
Cet ouvrage offre des outils de mesure, notamment

des indicateurs, qui visent à contribuer aux efforts de développement et de croissance des pays, tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et les services environnementaux sur lesquels repose notre bien-être.



Panorama de la société 2011 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE

ISBN 9789264098718
Juillet 2011, 111 pages,
€35 \$49 £27 ¥5 200
Cette sixième édition du *Panorama de la Société* actualise

certain indicateurs des éditions précédentes et introduit plusieurs nouveaux indicateurs. Il comporte un chapitre spécial sur le travail non rémunéré.



Assurer le bien-être des familles

ISBN 9789264098749
Juillet 2011, 260 pages,
€40 \$56 £36 ¥5 200
Ce recueil analyse les différentes formes d'aides publiques aux familles, ainsi que les défis rencontrés,

tels que les faibles taux de fertilité et le vieillissement, l'incidence de la pauvreté et les questions liées à l'équilibre entre travail et vie de famille. Il cherche notamment à répondre aux questions suivantes : les prestations au titre de la famille sont-elles en progression et comment évoluent-elles selon l'âge des enfants ? La crise a-t-elle eu une incidence sur les aides publiques aux familles ?



Besoin d'aide ? La prestation de services et le financement de la dépendance

ISBN 9789264097773
Juillet 2011, 366 pages,
€75 \$105 £67 ¥9 700
Ce livre traite des défis que les pays rencontrent

en matière de soins de longue durée. Parmi les questions abordées : comment l'évolution démographique et les tendances du marché du travail vont-elles peser sur l'offre familiale, amicale et des travailleurs susceptibles d'assumer une prise en charge ? Les finances publiques seront-elles menacées par le coût de la prise en charge future de la dépendance ? (voir l'article en page précédente)



Panorama des administrations publiques 2011

ISBN 9789264096592
220 pages, €35 \$49
£31 ¥4 500
Cette deuxième édition du *Panorama des administrations*

publiques double presque le nombre des indicateurs disponibles et comprend notamment un chapitre sur les implications politiques de l'assainissement budgétaire.



Perspectives des communications de l'OCDE 2011

ISBN 9789264098398
370 pages, €85 \$119
£76 ¥11 000
Cette 1^{re} édition des *Perspectives des communications* traite de questions telles

que l'émergence des réseaux de NGA (*Next generation access*) et de la saturation imminente de l'IPv4, et brosse un tableau d'ensemble des actions mises en œuvre par les pays pour promouvoir la compétition et stimuler la concurrence sur les marchés de la communication.

Nouvelles publications

Disponibles sur www.oecd-ilibrary.org

ÉCONOMIE



Réformes économiques 2011 : Objectif croissance
ISBN 9789264092594
Juin 2011, €75 \$105 £67 ¥9 700

Études économiques de l'OCDE : Estonie 2011

ISBN 9789264097018
À paraître, 140 pages, €58 \$81 £52 ¥7 500

Études économiques de l'OCDE : France 2011

ISBN 9789264093041
Avril 2011, 180 pages, €58 \$81 £52 ¥7 500

Études économiques de l'OCDE : Islande 2011

ISBN 9789264093225
À paraître, 120 pages, €58 \$81 £52 ¥7 500

Études économiques de l'OCDE : Inde 2011

ISBN 9789264093263
165 pages, €58 \$81 £52 ¥7 500

Études économiques de l'OCDE : Italie 2011

ISBN 9789264092839
Août 2011, 124 pages, €58 \$81 £52 ¥7 500

Études économiques de l'OCDE : Japon 2011

ISBN 9789264093140
172 pages, €58 \$81 £52 ¥7 500

Études économiques de l'OCDE : Mexique 2011

ISBN 9789264093102
175 pages, €58 \$81 £52 ¥7 500

Études économiques de l'OCDE : Nouvelle-Zélande 2011

ISBN 9789264093188
160 pages, €58 \$81 £52 ¥7 500

Études économiques de l'OCDE : Royaume-Uni 2011

ISBN 9789264092877
Août 2011, 149 pages, €58 \$81 £52 ¥7 500

Maintaining Momentum: OECD Perspectives on Policy Challenges in Chile

ISBN 9789264092754
Avril 2011, 256 pages, €30 \$42 £27 ¥3 900
Disponible en anglais uniquement

Panorama des comptes nationaux 2010

ISBN 9789264095908
Mars 2011, 104 pages, €32 \$44 £28 ¥4 100

Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes financiers 2010

ISBN 9789264098916
Mars 2011, 316 pages, €93 \$130 £83 ¥12 000

AFFAIRES SOCIALES/MIGRATIONS/SANTÉ

Panorama des pensions 2011 : Les systèmes de retraites dans les pays de l'OCDE et du G20

ISBN 9789264096295
325 pages, €35 \$47 £29 ¥4 300

La naturalisation : un passeport pour une meilleure intégration des immigrants ?

ISBN 9789264099135
Mai 2011, 376 pages, €80 \$112 £72 ¥10 400



Perspectives des migrations internationales 2011

ISBN 9789264112629
Juillet 2011, 273 pages, €90 \$126 £81 ¥11 700

Base de données des statistiques de l'OCDE sur la santé

SUB-1729252 (CD-ROM en fin de série ; données désormais disponibles sur OECD.Stat dans iLibrary).
Abonnement pour un an : €296 \$380 £234 ¥42 000

Health at a Glance: Asia/Pacific 2010

ISBN 9789264096189
Mai 2011, 92 pages, €27 \$37 £24 ¥3 500
Disponible en anglais uniquement

AGRICULTURE

Évaluation des réformes de la politique agricole aux États-Unis

ISBN 9789264096745
Avril 2011, 248 pages, €56.00 \$78.00 £50.00 ¥7 200



Disaggregated Impacts of CAP Reforms: Proceedings of an OECD Workshop

ISBN 9789264096530
Mars 2011, 316 pages, €80 \$112 £72 ¥10 400
Disponible en anglais uniquement

DÉVELOPPEMENT

Economic Diversification in Africa : A Review of Selected Countries

ISBN 9789264038059
Mai 2011, 84 pages, €24 \$33 £21 ¥3 100
Disponible en anglais uniquement

Trade for Growth and Poverty Reduction: How Aid for Trade Can Help

ISBN 9789264101050
Avril 2011, 92 pages, €26 \$36 £23 ¥3 300
Disponible en anglais uniquement

Aide multilatérale 2010

ISBN 9789264048775
175 pages, €30.00 \$42.00 £27.00 ¥3 900

DÉVELOPPEMENT URBAIN, RURAL ET RÉGIONAL

OECD Territorial Reviews: NORA Region 2011: The Faroe Islands, Greenland, Iceland and Coastal Norway

ISBN 9789264097612
Avril 2011, 268 pages, €40 \$54 £34 ¥5 000
Disponible en anglais uniquement

OECD Rural Policy Reviews: England, United Kingdom 2011

ISBN 9789264094420

Janvier 2011, 272 pages, €45 \$63 £40 ¥5 800

Disponible en anglais uniquement

ÉCHANGES**Statistiques de l'OCDE sur les échanges internationaux de services 2010, Volume II, Tableaux détaillés par pays partenaires**

ISBN 9789264113060

Mai 2011, 164 pages, €90 \$126 £81 ¥11 700

ÉDUCATION**PISA 2009 Panorama**

ISBN 9789264047877

92 pages, €24 \$33 £21 ¥3 100

Résultats du PISA 2009 : Élèves en ligne : Technologies numériques et performance, Vol. VI

ISBN 9789264113008

420 pages, €40 \$56 £36 ¥5 200

Résultats du PISA 2009 (6 volumes)

ISBN 9789264114098

Avril 2011, €95 \$133 £85 ¥12 300

Lessons from PISA for the United States

ISBN 9789264096653

Mai 2011, 258 pages, €60 \$84 £54 ¥7 800

Disponible en anglais uniquement

PISA Quality Time for Students: Learning In and Out of School

ISBN 9789264087545

272 pages, €50 \$70 £45 ¥6 500

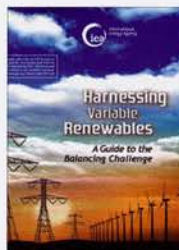
Disponible en anglais uniquement

ÉNERGIE**Climate and Electricity Annual 2011: Data and Analyses**

ISBN 9789264111547

Juin 2011, 88 pages, €50 \$70 £45 ¥6 500

Disponible en anglais uniquement

**Harnessing Variable Renewables A Guide to the Balancing Challenge**

ISBN 9789264111387

Juin 2011, 200 pages, €100

\$140 £90 ¥13 000

Disponible en anglais

uniquement

Energy Policies of IEA Countries : New Zealand 2010

ISBN 9789264094727

Avril 2011, 144 pages, €75 \$105 £67 ¥9 700

Disponible en anglais uniquement

Energy Policies of IEA Countries: Norway 2011

ISBN 9789264098152

Avril 2011, 144 pages, €75 \$105 £67 ¥9 700

Disponible en anglais uniquement

ENVIRONNEMENT**Vers une croissance verte**

ISBN 9789264111325

Juin 2011, 160 pages, €28 \$39 £25 ¥3 600

Politique d'environnement et comportement des ménages

ISBN 9789264096769

190 pages, €30 \$42 £27 ¥3 900

**Les politiques de soutien à l'éco-innovation**

ISBN 9789264096691

220 pages, €66 \$92 £59

¥8 500

Examens environnementaux de l'OCDE : Portugal 2011

ISBN 9789264097902

Juillet 2011, 202 pages, €45 \$63 £40 ¥5 800 810

Examens environnementaux de l'OCDE : Norvège 2011

ISBN 9789264098480

Juillet 2011, 227 pages, €45 \$63 £40 ¥5 800

Bénéfices liés aux investissements dans l'eau et l'assainissement : Perspectives de l'OCDE

ISBN 9789264101036

155 pages, €28 \$39 £25 ¥3 600 (Cf. l'étude)

Impacts environnementaux de la navigation : Le rôle des ports

ISBN 9789264097346

Mai 2011, 164 pages, €35 \$49 £31 ¥4 500

FINANCE ET INVESTISSEMENT**Impact de la crise financière sur le secteur des assurances, politiques de sortie de crise**

ISBN 9789264092228

109 pages, €27 \$37 £24 ¥3 500

Corporate Governance in Asia 2011: Progress and Challenges

ISBN 9789264096783

Avril 2011, 88 pages, €24 \$33 £21 ¥3 100

Disponible en anglais uniquement

FISCALITÉ**Mise en œuvre des standards de transparence fiscale : Manuel pour les assesseurs et les juridictions, 2^e édition**

ISBN 9789264110502

240 pages, €50 \$70 £45

¥6 500

Consumption Tax Trends 2010 : VAT/ GST and Excise Rates, Trends and Administration Issues

ISBN 9789264091306

Mai 2011, 164 pages, €45 \$63 £40 ¥5 800

Les impôts sur les salaires 2010

ISBN 9789264097551

560 pages, €36 \$50 £32 ¥4 600

Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales

Les études suivantes ont été publiées récemment (en anglais uniquement) :

Tarif pour une étude : €36 \$50 £32 ¥4 600

- Aruba 2011: Phase 1: Legal and Regulatory Framework
- Australia 2011: Combined: Phase 1 + Phase 2
- The Bahamas 2011: Phase 1: Legal and Regulatory Framework
- Barbados 2011: Phase 1: Legal and Regulatory Framework
- Belgium 2011: Phase 1: Legal and Regulatory Framework
- Canada 2011: Combined: Phase 1 + Phase 2
- Denmark 2011: Combined: Phase 1 + Phase 2
- Estonia 2011: Phase 1: Legal and Regulatory Framework
- France 2011: Combined: Phase 1 + Phase 2
- Germany 2011: Combined: Phase 1 + Phase 2
- Ghana 2011: Phase 1: Legal and Regulatory Framework
- Guernsey 2011: Phase 1: Legal and Regulatory Framework
- Hungary 2011: Phase 1: Legal and Regulatory Framework
- Ireland 2011: Combined: Phase 1 + Phase 2
- Isle of Man 2011: Combined: Phase 1 + Phase 2
- Italy 2011: Combined: Phase 1 + Phase 2
- Mauritius 2011: Combined: Phase 1 + Phase 2
- New Zealand 2011: Combined: Phase 1 + Phase 2
- Norway 2011: Combined: Phase 1 + Phase 2
- The Philippines 2011: Phase 1: Legal and Regulatory Framework
- San Marino 2011: Phase 1: Legal and Regulatory Framework
- The Seychelles 2011: Phase 1: Legal and Regulatory Framework
- Singapore 2011: Phase 1: Legal and Regulatory Framework
- Switzerland 2011: Phase 1: Legal and Regulatory Framework
- Trinidad and Tobago 2011: Phase 1: Legal and Regulatory Framework
- United States 2011: Combined: Phase 1 + Phase 2

GOUVERNANCE

Asset Declarations for Public Officials: A Tool to Prevent Corruption

ISBN 9789264095274

Mars 2011, 152 pages, €29 \$40 £26 ¥3 700

Disponible en anglais uniquement



Value for Money in Government: The Netherlands 2010

ISBN 9789264096080

Mars 2011, 108 pages, €25

\$35 £22 ¥3 200

Disponible en anglais uniquement

The Criminalisation of Bribery in Asia and the Pacific

ISBN 9789264097438

Mars 2011, 524 pages, €130 \$182 £117 ¥16 900

Disponible en anglais uniquement

Corporate Governance in Asia 2011: Progress and Challenges

ISBN 9789264096783

Avril 2011, 88 pages, €24 \$33 £21 ¥3 100

Disponible en anglais uniquement

Corporate Governance in Israel 2011

ISBN 978-92-64-09750-6

Mars 2011, 88 pages, €24 \$33 £21 ¥3 100

Disponible en anglais uniquement

INDUSTRIE ET SERVICES



Panorama de l'entrepreneuriat 2011

ISBN 9789264095793

Octobre 2011, 110 pages,

€28 \$39 £25 ¥3 600

OECD Studies on Tourism: Italy: Review of Issues and Policies

ISBN 9789264114241

Juin 2011, 150 pages, €35 \$49 £31 ¥4 500

Disponible en anglais uniquement

SCIENCE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Skills for Innovation and Research

ISBN 9789264097476

Mars 2011, 144 pages, €36 \$50 £32 ¥4 600

Disponible en anglais uniquement

Regions and Innovation Policy

ISBN 9789264097384

Mai 2011, 316 pages, €70 \$98 £63 ¥9 100

Disponible en anglais uniquement

Attractiveness for Innovation: Location Factors for International Investment

ISBN 9789264098800

Mai 2011, 100 pages, €24 \$33 £21 ¥3 100

Disponible en anglais uniquement

TRANSPORTS

Améliorer la pratique de l'évaluation des projets de transport

ISBN 9789282103104

Mai 2011, 120 pages, €43 \$60 £38 ¥5 500

Moving Freight with Better Trucks: Improving Safety, Productivity and Sustainability

ISBN 9789282102930

Mai 2011, 360 pages, €75 \$105 £67 ¥9 700

Disponible en anglais uniquement



De meilleures réglementations : Le rôle du régulateur

ISBN 9789282103289

Juin 2011, 128 pages, €45

\$63 £40 ¥5 800

Le *Better Life Index* de l'OCDE sera complété par de nouveaux indicateurs en septembre 2011

Créez votre propre *Better Life Index* sur www.oecdbetterlifeindex.org

Les gains de l'assainissement



Dans le précédent numéro de *L'Observateur de l'OCDE*, nous avons montré comment le fait d'investir dans une cuisine au gaz pouvait sauver des vies. Or, selon un nouveau rapport de l'OCDE intitulé

Bénéfices liés aux investissements dans l'eau et l'assainissement, de simples toilettes peuvent aussi être un moyen d'accéder à la santé et à la dignité, de même qu'une source de bien-être économique. Nous avons tous une idée des bénéfices sanitaires : l'amélioration de l'accès à l'eau salubre et à l'assainissement pourrait sauver la vie de 30 % des enfants de moins de 5 ans dans les pays en développement, en réduisant l'occurrence de maladies diarrhéiques telles que le choléra, la typhoïde et la dysenterie.

Mais songez au temps et à la quantité d'eau nécessaires à vos ablutions matinales – douche, brossage de dents, toilettes, petit-déjeuner, vaisselle. Combien de temps en plus vous faudrait-il si l'accès le plus proche à de l'eau propre et à des installations sanitaires était à deux kilomètres ou plus de chez vous ? Il n'est donc pas surprenant que, selon ce rapport, la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement relatif à l'assainissement – réduire de moitié le pourcentage de la population dépourvue d'approvisionnement en eau potable ou de services d'assainissement de base – se traduirait par un gain de plus de 200 millions de journées de fréquentation scolaire et une amélioration de la productivité des travailleurs.

De plus, selon le rapport, les économies réalisées grâce à des services améliorés d'eau et d'assainissement s'élèveraient à 84 milliards de dollars à l'échelle mondiale. Par le simple traitement des diarrhées infectieuses évitables, les organismes de santé pourraient

économiser 7 milliards de dollars par an. Près de 10 % des coûts liés aux maladies pourraient être évités grâce à l'amélioration des services. Mais à quel prix ? Le rapport estime le montant annuel des investissements à réaliser dans les services d'eau et d'assainissement dans 67 pays développés et pays en développement à 18 milliards, auxquels il faut ajouter 54 milliards pour la maintenance sur les deux prochaines décennies, un objectif très ambitieux, comme le reconnaissent les auteurs. Pourtant, pour la seule année 2010, le plan de sauvetage mis en place pour aider un seul pays européen à payer sa dette a coûté plus cher que cela. Sachant que près de 884 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau salubre et que 2,6 milliards n'ont pas accès à un assainissement de base, l'investissement dans l'assainissement procurerait des bénéfices importants en termes sanitaires et économiques.

(Version française à paraître)

BON DE COMMANDE

Abonnez-vous à *L'Observateur de l'OCDE*. Tarif spécial pour deux ans disponible sur www.observateurocde.org/abonnement.html

- Oui**, je souhaite m'abonner à *L'Observateur* pour 4 exemplaires et le volume *L'Annuel de l'OCDE*.
- € 69
 US\$ 90
 £ 47
 ¥ 9 700

L'abonnement débutera avec le prochain numéro. La version anglaise est envoyée automatiquement aux abonnés sauf indication contraire.

- Version anglaise ISSN 0029-7054
 Version française ISSN 0304-3398

Commandez vos publications en ligne : www.oecd-ilibrary.org/fr, ou demandez les nouvelles publications qui vous intéressent dans cette section à l'une des adresses ci-dessous.

Nom	Téléphone
Organisation	Fax
Profession	E-mail
Adresse	
Code postal, Ville et Pays	

Pour les États-Unis

Turpin Distribution, The Bleachery, 143 West Street, New Milford, Connecticut 06776 USA
Tel : (1) 800 456 6323, Fax : (1) 860 530 0039, Email : ocdna@turpin-distribution.com

Pour le reste du monde

Turpin Distribution Services Ltd., Stratton Business Park, Pegasus Drive, Biggleswade, Bedfordshire SG18 8QB, UK
Tel : (44) 1767 604 960 Fax : (44) 1767 604 640 E-mail : occdrow@extenza-turpin.com

Signature

Date

Règlement

- Chèque/Mandat postal ci-joint (à l'ordre de l'OCDE)
 Carte de crédit VISA/MasterCard/American Express

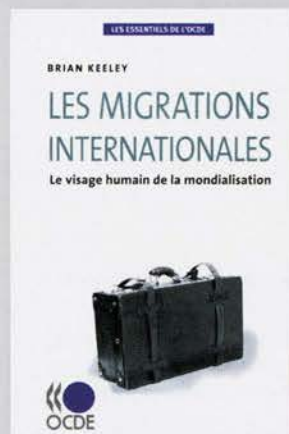
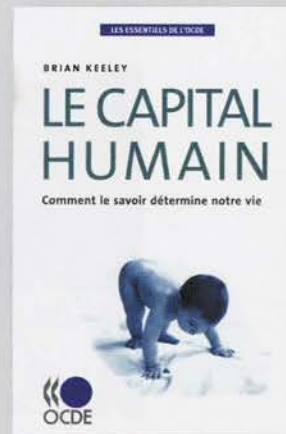
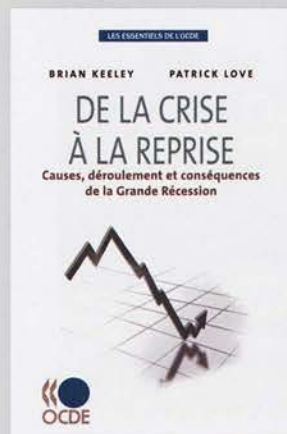
TOTAL À PAYER

N° de carte

Date d'expiration

DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

Les Essentiels de l'OCDE : Comprendre les enjeux



Les grands enjeux sociaux et économiques du moment

Expliqués aux non-spécialistes

Grâce aux analyses et aux données uniques de l'OCDE

Pour plus d'informations, voir www.oecd.org/insights

Faites entendre votre voix sur le blog des Essentiels de l'OCDE <http://oecdinsights.org/>



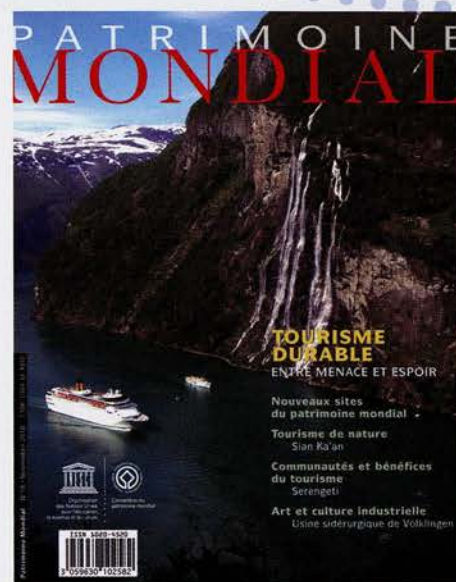
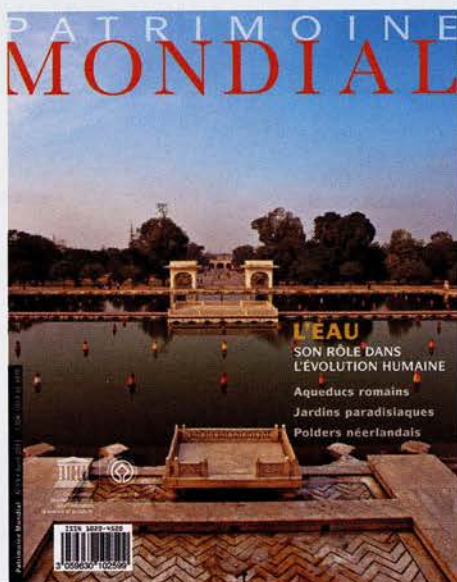
Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Éditions UNESCO

Parution trimestrielle

[publishing.unesco.org/
periodicals.aspx](http://publishing.unesco.org/periodicals.aspx)

Publié simultanément
en anglais, français et
espagnol



PATRIMOINE MONDIAL

Les meilleurs experts vous conduisent sur des sites célèbres ou à découvrir, vous en révèlent les secrets et en décryptent les beautés dévoilées par de superbes illustrations.

Dans chaque numéro: le point sur l'actualité du patrimoine mondial, sur les savoirs et les pratiques dans ce domaine, dans un souci de mise en valeur et de préservation de la diversité des cultures et de la nature.



MUSEUM INTERNATIONAL

Une revue qui confronte les opinions sur le rôle des musées et des organisations au service du patrimoine.

Cette tribune nourrie des expériences et des points de vue de conservateurs et de responsables du patrimoine offre un fondement scientifique à la réflexion de tous ceux qui ont en charge des politiques culturelles nationales ou internationales.



Publié simultanément
en anglais et en français

Parution trimestrielle
Vente au numéro: www.unesco.org/publishing

Abonnement: publishing.unesco.org/periodicals.aspx

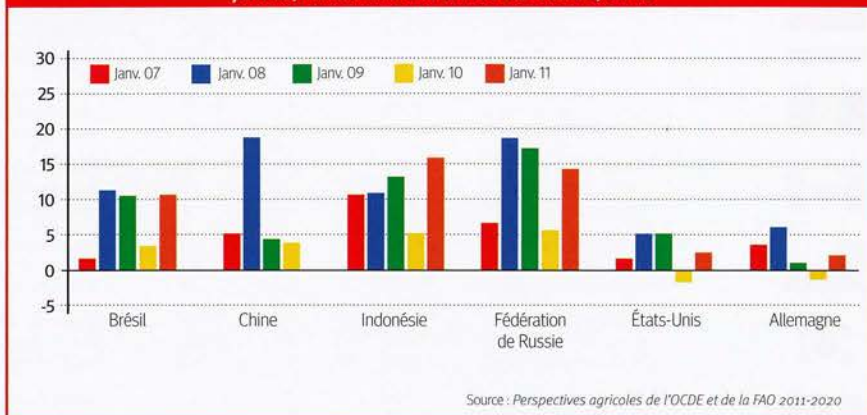
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France • www.unesco.org/publishing

Fax: +33 1 45 68 57 37 • E-mail: publishing.promotion@unesco.org

Inflation alimentaire en hausse

Les prix alimentaires ont augmenté dans de nombreux pays entre janvier 2010 et janvier 2011. En outre, ces augmentations, qui se sont accélérées depuis mi-2010, ont inversé la tendance à la baisse de 2009 et du premier semestre 2010, selon les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2011-2020*. Les trois quarts des pays de l'OCDE ont enregistré une hausse des prix alimentaires de 5 % ou moins, et la hausse a été supérieure à cela dans une demi-douzaine de pays environ. La Corée et l'Estonie ont connu des hausses de plus de 10 %. Le Brésil, la Chine, l'Indonésie et la Russie ont tous connu des hausses à deux chiffres au cours de l'année précédant janvier 2011, tandis qu'en Afrique du Sud, l'inflation alimentaire a été relativement modeste (3,3 %). L'inflation alimentaire s'est également accélérée au second semestre 2010 dans plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Dans les pays de l'OCDE à revenu élevé, la hausse des prix alimentaires a contribué à

L'inflation des prix alimentaires reprend
Sélection de pays de l'OCDE et de pays en développement, 2007-2011,
janvier, variation d'une année sur l'autre, en %



Source : Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2011-2020

l'inflation, mais assez faiblement, à hauteur d'environ 0,5 point de pourcentage. Toutefois, elle a eu davantage d'impact (plus de 1,5 point de pourcentage) sur l'inflation en Estonie, en Turquie, en Hongrie et en Corée. Le contraste avec l'année précédant janvier 2010 est frappant : les prix alimentaires avaient alors

baissé, atténuant l'inflation. Dans la zone OCDE, la contribution de l'inflation alimentaire à l'inflation générale demeure faible, l'une des raisons étant la faible part des dépenses alimentaires dans le budget global des ménages.

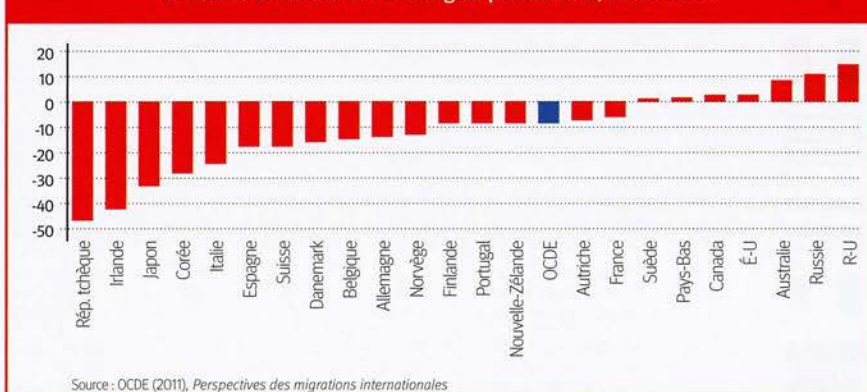
Crise migratoire

Le nombre de migrants dans les pays de l'OCDE a diminué d'environ 7 % en 2009, à 4,3 millions d'individus, contre environ 4,5 millions en 2008. Des données nationales récentes suggèrent que cette tendance s'est accentuée en 2010, selon les *Perspectives des migrations internationales 2011*.

Ce déclin est particulièrement marqué dans les pays asiatiques de l'OCDE et en Europe, notamment en Espagne, en Irlande, en Italie, en République tchèque et en Suisse. En 2009, les mouvements intra-communautaires ont diminué de 22 % mais les migrations permanentes vers l'Australie, le Canada et les États-Unis ont légèrement augmenté.

La baisse des migrations a coïncidé avec une diminution des opportunités d'emploi résultant de la crise économique. En 2009, les migrations temporaires de travail ont reculé de 17 %. Les jeunes immigrants ont été durement frappés par les pertes d'emploi, tout comme les travailleurs du bâtiment, de la finance et du commerce de détail. Toutefois, l'emploi des immigrants a augmenté dans l'éducation,

Recul des migrations
Évolution en % des flux d'immigrés permanents, 2008-2009












































Source : OCDE (2011), Perspectives des migrations internationales

la santé, les soins de longue durée et les services domestiques. De plus, davantage de femmes immigrées sont entrées sur le marché du travail, compensant les pertes d'emploi de leurs homologues masculins, selon le rapport de l'OCDE.

En dépit de la gravité de la crise, les migrations ont moins baissé que prévu, sans doute parce que le vieillissement de la population et la baisse du taux de fécondité ont stimulé la

demande de travailleurs qualifiés et non qualifiés. Le rapport formule quatre grandes recommandations pour aider les gouvernements à améliorer leur gestion des flux migratoires : convaincre l'opinion publique de certains faits — la majorité des immigrants sont bien intégrés dans les pays de l'OCDE, par exemple ; élargir la coopération entre pays d'origine et employeurs ; renforcer les initiatives d'intégration et garantir l'égalité des droits en encourageant la naturalisation.

				variation par rapport à				niveau	
				la période précédente	l'année précédente			valeur courante	même période année précédente
	Allemagne	Produit intérieur brut	T1-2011	1,5	4,8	Balance des comptes courants	T1-2011	5,2	5,4
		Production industrielle	T1-2011	2,4	13,8	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	6,3	7,5
		Prix à la consommation	T1-2011	0,9	2,1	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	1,1	0,7
	Australie	Produit intérieur brut	T1-2011	-1,2	1,0	Balance des comptes courants	T4-2010	-2,1	-5,9
		Production industrielle	T1-2011	-3,7	-5,4	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	5,0	5,3
		Prix à la consommation	T1-2011	1,6	3,3	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	4,9	4,2
	Autriche	Produit intérieur brut	T1-2011	0,9	3,9	Balance des comptes courants	T3-2010	2,5	2,7
		Production industrielle	T1-2011	3,7	11,5	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	4,5	4,5
		Prix à la consommation	T1-2011	1,2	2,9	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	1,1	0,7
	Belgique	Produit intérieur brut	T1-2011	1,1	3,0	Balance des comptes courants	T4-2010	0,3	1,4
		Production industrielle	T1-2011	2,2	10,8	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	7,7	8,4
		Prix à la consommation	T1-2011	1,4	3,4	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	1,1	0,7
	Canada	Produit intérieur brut	T1-2011	1,0	2,9	Balance des comptes courants	T4-2010	-2,7	-2,6
		Production industrielle	T1-2011	2,3	5,0	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	7,7	8,2
		Prix à la consommation	T1-2011	0,8	2,6	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	1,2	0,4
	Chili	Produit intérieur brut	T1-2011	1,3	9,6	Balance des comptes courants	T4-2010	3,8	2,7
		Production industrielle	T1-2011	0,0	11,4	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	7,3	9,0
		Prix à la consommation	T1-2011	0,8	2,9	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	3,9	0,5
	Corée	Produit intérieur brut	T1-2011	1,3	3,9	Balance des comptes courants	T4-2010	3,3	3,7
		Production industrielle	T1-2011	6,0	11,2	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	3,9	4,3
		Prix à la consommation	T1-2011	1,8	4,5	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	3,1	2,9
	Danemark	Produit intérieur brut	T1-2011	-0,5	1,3	Balance des comptes courants	T4-2010	6,6	4,1
		Production industrielle	T1-2011	1,5	4,2	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	7,5	7,2
		Prix à la consommation	T1-2011	1,2	2,7	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	0,9	0,8
	Espagne	Produit intérieur brut	T1-2011	0,3	0,8	Balance des comptes courants	T4-2010	-3,3	-5,3
		Production industrielle	T1-2011	0,7	1,6	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	20,5	19,3
		Prix à la consommation	T1-2011	0,2	3,5	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	1,1	0,7
	Estonie	Produit intérieur brut	T1-2011	2,1	7,9	Balance des comptes courants	T4-2010	11,0	10,2
		Production industrielle	T1-2011	7,2	31,7	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	13,8	18,8
		Prix à la consommation	T1-2011	1,1	5,4	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	1,1	2,2
	États-Unis	Produit intérieur brut	T1-2011	0,5	2,3	Balance des comptes courants	T4-2010	-3,0	-2,8
		Production industrielle	T1-2011	1,1	5,4	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	8,9	9,7
		Prix à la consommation	T1-2011	1,3	2,1	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	0,3	0,2
	Finlande	Produit intérieur brut	T1-2011	0,8	5,8	Balance des comptes courants	T4-2010	6,5	6,5
		Production industrielle	T1-2011	-3,0	3,4	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	8,0	8,7
		Prix à la consommation	T1-2011	1,3	3,2	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	1,1	0,7
	France	Produit intérieur brut	T1-2011	1,0	2,2	Balance des comptes courants	T4-2010	-2,4	-2,2
		Production industrielle	T1-2011	2,1	4,9	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	9,5	9,9
		Prix à la consommation	T1-2011	0,7	1,8	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	1,1	0,7
	Grèce	Produit intérieur brut	T1-2011	0,2	-5,5	Balance des comptes courants	T4-2010	-9,4	-10,6
		Production industrielle	T1-2011	-1,9	-5,8	Taux de chômage harmonisé	T4-2010	14,1	10,2
		Prix à la consommation	T1-2011	-0,2	4,7	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	1,1	0,7
	Hongrie	Produit intérieur brut	T1-2011	0,7	2,2	Balance des comptes courants	T4-2010	3,1	2,9
		Production industrielle	T1-2011	5,5	11,5	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	11,9	11,1
		Prix à la consommation	T1-2011	1,7	4,2	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	6,6	6,7
	Irlande	Produit intérieur brut	T4-2010	-1,6	-0,5	Balance des comptes courants	T4-2010	2,6	-1,1
		Production industrielle	T1-2011	-0,5	0,5	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	14,8	13,0
		Prix à la consommation	T1-2011	0,8	2,3	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	1,1	0,7
	Islande	Produit intérieur brut	T1-2011	2,0	2,2	Balance des comptes courants	T4-2010	-24,6	-14,5
		Production industrielle	T4-2010	5,1	..	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	7,4	7,2
		Prix à la consommation	T1-2011	0,4	2,0	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	4,0	8,3
	Israël	Produit intérieur brut	T1-2011	1,1	5,7	Balance des comptes courants	T4-2010	2,4	5,0
		Production industrielle	T1-2011	3,9	..	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	6,0	6,9
		Prix à la consommation	T1-2011	0,8	4,0	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	2,4	1,3
	Italie	Produit intérieur brut	T1-2011	0,1	1,0	Balance des comptes courants	T4-2010	-2,9	-1,3
		Production industrielle	T1-2011	-0,1	2,2	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	8,3	8,5
		Prix à la consommation	T1-2011	1,0	2,3	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	1,1	0,7
	Japon	Produit intérieur brut	T1-2011	-0,9	-0,7	Balance des comptes courants	T1-2011	2,6	3,8
		Production industrielle	T1-2011	-1,9	-2,4	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	4,7	5,0
		Prix à la consommation	T1-2011	-0,5	0,0	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	0,3	0,4
	Luxembourg	Produit intérieur brut	T4-2010	1,7	4,6	Balance des comptes courants	T4-2010	8,4	4,9
		Production industrielle	T1-2011	-1,3	1,2	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	4,3	4,6
		Prix à la consommation	T1-2011	1,1	3,5	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	1,1	0,7

			variation par rapport à				niveau		
			la période précédente	l'année précédente			valeur courante	même période année précédente	
	Mexique	Produit intérieur brut	T1-2011	0,5	4,4	Balance des comptes courants	T4-2010	-1,3	0,0
		Production industrielle	T1-2011	2,0	..	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	5,1	5,3
		Prix à la consommation	T1-2011	1,4	3,5	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	4,9	5,0
	Norvège	Produit intérieur brut	T1-2011	-0,4	0,1	Balance des comptes courants	T4-2010	12,6	14,2
		Production industrielle	T1-2011	-3,6	-6,5	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	3,3	3,5
		Prix à la consommation	T1-2011	0,6	1,4	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	2,6	2,3
	Nouvelle Zélande	Produit intérieur brut	T4-2010	0,4	-1,4	Balance des comptes courants	T4-2010	-5,6	-5,9
		Production industrielle	T4-2010	1,5	-0,9	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	6,6	6,1
		Prix à la consommation	T1-2011	0,8	4,5	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	3,0	2,7
	Pays-Bas	Produit intérieur brut	T1-2011	0,9	2,7	Balance des comptes courants	T4-2010	9,3	6,5
		Production industrielle	T1-2011	-0,5	1,2	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	4,3	4,5
		Prix à la consommation	T1-2011	0,7	2,0	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	1,1	0,7
	Pologne	Produit intérieur brut	T1-2011	1,0	4,3	Balance des comptes courants	T4-2010	-4,8	-2,7
		Production industrielle	T1-2011	1,9	7,7	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	9,3	9,8
		Prix à la consommation	T1-2011	2,0	4,0	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	4,1	4,1
	Portugal	Produit intérieur brut	T1-2011	-0,6	-0,6	Balance des comptes courants	T4-2010	-9,9	-9,3
		Production industrielle	T1-2011	1,3	0,2	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	12,4	10,6
		Prix à la consommation	T1-2011	1,4	3,7	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	1,1	0,7
	République Slovaque	Produit intérieur brut	T1-2011	1,0	3,6	Balance des comptes courants	T4-2010	-2,5	-2,8
		Production industrielle	T1-2011	-1,5	11,8	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	14,0	14,6
		Prix à la consommation	T1-2011	2,5	3,3	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	1,1	0,7
	République Tchèque	Produit intérieur brut	T1-2011	0,9	2,8	Balance des comptes courants	T4-2010	0,4	-0,3
		Production industrielle	T1-2011	4,1	13,5	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	7,0	7,7
		Prix à la consommation	T1-2011	1,2	1,7	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	1,2	1,5
	Royaume-Uni	Produit intérieur brut	T1-2011	0,5	1,8	Balance des comptes courants	T4-2010	-2,9	-0,9
		Production industrielle	T1-2011	0,3	2,5	Taux de chômage harmonisé	T4-2010	7,8	7,7
		Prix à la consommation	T1-2011	1,5	4,1	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	0,8	0,6
	Slovénie	Produit intérieur brut	T4-2010	0,6	1,9	Balance des comptes courants	T4-2010	-0,6	0,7
		Production industrielle	T1-2011	0,6	9,0	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	8,1	6,8
		Prix à la consommation	T1-2011	-0,2	1,7	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	1,1	0,7
	Suède	Produit intérieur brut	T1-2011	0,8	6,5	Balance des comptes courants	T4-2010	5,9	4,7
		Production industrielle	T1-2011	4,4	13,7	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	7,7	8,7
		Prix à la consommation	T1-2011	0,7	2,6	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	1,7	0,2
	Suisse	Produit intérieur brut	T1-2011	0,3	2,5	Balance des comptes courants	T4-2010	13,9	14,9
		Production industrielle	T4-2010	1,4	5,9	Taux de chômage harmonisé	T4-2010	3,9	4,6
		Prix à la consommation	T1-2011	0,2	0,6	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	0,2	0,2
	Turquie	Produit intérieur brut	T4-2010	3,6	9,7	Balance des comptes courants	T4-2010	-8,2	-2,7
		Production industrielle	T1-2011	5,6	14,8	Taux de chômage harmonisé	T4-2010	9,9	11,9
		Prix à la consommation	T1-2011	0,8	4,3	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	..	..
	Zone euro	Produit intérieur brut	T1-2011	0,8	2,5	Balance des comptes courants	T4-2010	-1,4	-0,4
		Production industrielle	T1-2011	1,1	6,6	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	9,9	10,1
		Prix à la consommation	T1-2011	..	..	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	1,1	0,7
Non-membres									
	Afrique du Sud ²	Produit intérieur brut	T1-2011	1,2	3,7	Balance des comptes courants	T3-2010	-3,1	-3,4
		Production industrielle	T1-2011	..	..	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	..	..
		Prix à la consommation	T1-2011	1,5	3,8	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	5,5	7,0
	Brésil ²	Produit intérieur brut	T4-2010	0,7	5,0	Balance des comptes courants	T3-2010	-2,4	-1,5
		Production industrielle	T1-2011	3,8	2,7	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	..	..
		Prix à la consommation	T1-2011	2,3	6,1	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	..	..
	Chine ²	Produit intérieur brut	T1-2011	..	..	Balance des comptes courants	T1-2011	..	..
		Production industrielle	T1-2011	..	..	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	..	..
		Prix à la consommation	T4-2010	2,2	4,7	Taux d'intérêt à trois mois	T4-2010	3,7	1,9
	Fédération de Russie ¹	Produit intérieur brut	T1-2011	..	..	Balance des comptes courants	T3-2010	1,8	5,0
		Production industrielle	T1-2011	2,2	6,1	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	..	..
		Prix à la consommation	T1-2011	4,1	9,5	Taux d'intérêt à trois mois	T4-2010	4,6	8,8
	Inde ²	Produit intérieur brut	T1-2010	5,0	11,3	Balance des comptes courants	T1-2011	..	..
		Production industrielle	T1-2011	2,6	5,0	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	..	..
		Prix à la consommation	T1-2011	1,8	9,0	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	..	..
	Indonésie ²	Produit intérieur brut	T1-2011	1,0	6,5	Balance des comptes courants	T4-2010	0,7	2,3
		Production industrielle	T1-2011	..	..	Taux de chômage harmonisé	T1-2011	..	..
		Prix à la consommation	T1-2011	1,7	6,8	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2011	6,9	7,1

Produit intérieur brut : Séries en volume ; corrigées des variations saisonnières. **Indicateur avancé** : Indice composite basé sur différents indicateurs de l'activité économique, qui signale les mouvements cycliques de la production industrielle de six à neuf mois en avance. **Indice des prix à la consommation** : Mesure les variations dans le temps des prix de vente au détail d'un panier constant de biens et services. **Balance courante** : Milliards de dollars US ; corrigée des variations saisonnières. **Taux de chômage** : Pourcentage de la population active civile, taux de chômage standardisés ; définitions nationales pour l'Irlande, le Mexique et la Turquie ; corrigé des variations saisonnières sauf pour la Turquie. **Taux d'intérêt** : 3 mois.

.. = données non disponibles.

¹Candidat à l'adhésion à l'OCDE

²Programme d'engagement renforcé

Source : Principaux indicateurs économiques, avril 2010.

Vivre mieux, selon vous

L'indice « Vivre mieux » (*Better Life Index*), lancé le 24 mai 2011 au Forum du 50^e anniversaire de l'OCDE, permet aux utilisateurs de pondérer les facteurs qu'ils considèrent comme les plus importants pour leur bien-être (onze facteurs actuellement).

En quelques mois à peine et avec près d'un demi-million de visites sur le site

www.oecdbetterlifeindex.org, certaines tendances commencent à se dessiner. Tout d'abord, le « bien-être subjectif » est actuellement le facteur le plus coté (indépendamment du pays d'origine des utilisateurs), suivi de l'éducation et de la santé. Inversement, la « communauté » et le revenu figurent aujourd'hui parmi les facteurs les moins importants, la gouvernance arrivant en dernier.

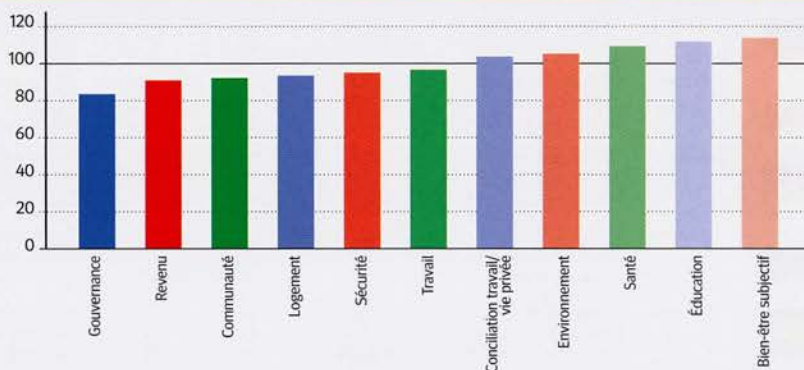
Les raisons qui expliquent ces classements sont encore à l'étude et ces préférences pourraient changer avec le temps. La dimension travail pourrait par exemple perdre de son importance si la reprise économique s'affirme. En revanche, le « bien-être

subjectif » et la « santé », priorités humaines de tous temps, ne devraient pas connaître de changement significatif.

Quels sont donc les pays les plus performants au vu des facteurs favoris de nos utilisateurs ? Arrivent en tête le Danemark et le Canada pour le « bien-être subjectif », la Finlande et la Corée pour l'éducation, la Suisse et l'Autriche

pour la santé. Quant à l'Australie et à la Nouvelle Zélande, elles arrivent en tête pour l'indicateur « gouvernance ». Pour plus de tendances sur les prochains mois, rendez-vous sur www.oecd.org/statistics/factblog et sur www.oecdbetterlifeindex.org. Voir aussi « De meilleurs indicateurs pour une vie meilleure » sur www.observeurocde.org.

Votre Indice « Vivre mieux »
Les indicateurs IVM préférés des utilisateurs, par rapport à la moyenne 100, mai-juillet 2011



Cruciales crèches

Pour la plupart des gens, emploi féminin et congé maternité sont liés. Mais saviez-vous que le taux d'emploi des femmes n'est pas forcément le plus élevé dans les pays où le congé maternité rémunéré est le plus long ?

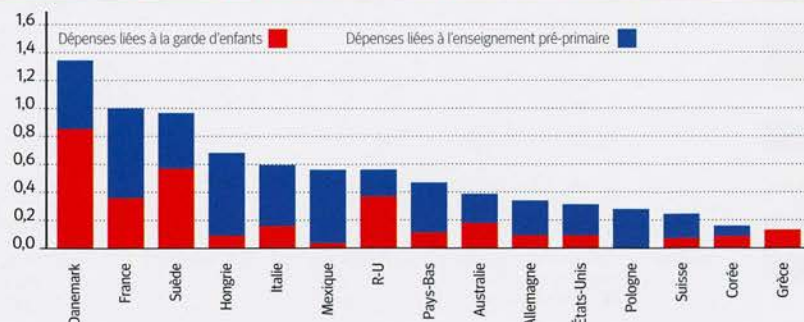
De fait, le taux d'emploi des femmes est relativement élevé en France et en Suède, alors que le congé maternité y est plutôt court, respectivement de 16 et 8,5 semaines. À l'inverse, en Grèce, où le congé maternité rémunéré dépasse 43 semaines, le taux d'emploi des femmes atteint tout juste 55 %, bien en-dessous de la moyenne OCDE, qui dépasse 63 %.

Réduire le congé maternité aiderait-il donc à stimuler l'emploi ? Pas forcément : au Royaume-Uni et en Irlande, le congé maternité rémunéré est relativement long (52 et 42 semaines) et le taux d'emploi des femmes est plutôt élevé.

Plusieurs facteurs affectent l'emploi des femmes, mais une question majeure pour les mères qui souhaitent entrer – et rester – sur le marché du travail est le sort de leurs tout-petits et de leurs enfants scolarisés. Pour ces mères, qualité et disponibilité des services de garde d'enfants et de l'enseignement pré-primaire

sont cruciaux. Les dépenses publiques liées à la garde d'enfants en France, en Suède et au Royaume-Uni varient de 0,4 à 0,6 % du PIB, soit plus du double des dépenses en Grèce ou en Corée, où le taux d'activité féminin est en dessous des 60 %. Voir www.oecd.org/els/social/famille/basededonnees

Garde d'enfants et enseignement pré-primaire
Dépenses publiques, sélection de pays de l'OCDE, % du PIB, 2005



Source : Base de données de l'OCDE sur la famille

AOS – Aluminium Oxid Stade

www.aos-stade.de

Création de valeur dans l'industrie de l'alumine et de la chimie



37 ans d'existence et toujours au sommet

Notre technologie est une référence dans l'industrie mondiale de l'alumine:

- **Qualité** – Notre raffinerie bénéficie d'une réputation mondiale grâce à la qualité de nos produits et d'un excellent support à la clientèle.
- **Performance** – Notre consommation énergétique est la plus basse dans notre domaine.
- **Impact environnemental** – Nous avons le taux d'émission le plus faible de l'industrie par tonne produite.

Nous soutenons nos partenaires économiques et sociaux:

- **Emploi** – Création de places de travail dans la communauté locale.
- **Investissement dans l'économie mondiale** – Approvisionnement en matières premières, énergie et services.
- **Création d'opportunités** – En appliquant des techniques de pointe et innovatrices.
- **Soutien aux collectivités locales** – A travers le sponsoring et la participation aux événements locaux.

Notre engagement sans relâche vers une amélioration constante contribue au **bénéfice de tous**.




DADCO
Depuis 1915

AOS
aluminiumoxid
Une Société du Groupe Dadco

Présentation de la tablette BlackBerry® PlayBook™.

Multitâche
Super rapide
D'enfer sur le web
Ultra portable



BlackBerry PlayBook.

BlackBerry.com/fr/playbook